



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 27 AVRIL 1918.

QUEBEC, SATURDAY, 27TH APRIL, 1918.

Arrêtés en conseil

Orders-in-Council

CONSEIL EXÉCUTIF

EXECUTIVE COUNCIL

Québec, 17 avril 1918.

Quebec, 17th April, 1918.

PRÉSENT :—Le lieutenant-gouverneur en Conseil.

PRESENT :—The Lieutenant-Governor in Council.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du village de Sawyerville, dans le comté de Compton, le cinquième jour de septembre 1917, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être fait en vertu du Code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue anglaise seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies ;

Whereas by resolution passed by the municipal council of the village of Sawyerville, in the county of Compton, on the fifth day of September, 1917, it hath been shewn to His Honor the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the said Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the English language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality ; and whereas all the formalities required by law have been observed ;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal du village de Sawyerville, dans le comté de Compton, dont la publication est prescrite par les dispositions du Code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue anglaise seulement.

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the village of Sawyerville, in the county of Compton, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the province of Quebec, be henceforth published in the English language only.

Le greffier du Conseil exécutif,
A. MORISSET.

A. MORISSET,
Clerk Executive Council

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Le sous-ministre des affaires municipales,
1549 OSCAR MORIN.

Québec, 17 avril 1918.

PRÉSENT :—Le lieutenant-gouverneur en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil de la municipalité du canton de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, le deuxième jour d'avril 1918, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du Code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies ;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil de la municipalité du canton de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, dont la publication est prescrite par les dispositions du Code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

Le greffier du Conseil exécutif,
A. MORISSET.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Le sous-ministre des Affaires Municipales,
1551 OSCAR MORIN.

Published in conformity with article 131 of the Municipal Code of the province of Quebec.

OSCAR MORIN,
1550 Deputy Minister of Municipal Affairs.

Quebec, 17th April, 1918.

PRESENT :—The Lieutenant-Governor in Council.

Whereas by resolution passed by the council of the municipality of the township of Chicoutimi, in the county of Chicoutimi, on the second day of April, 1918, it hath been shewn to His Honor the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the said Municipal Code of the province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed ;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said council of the municipality of the township Chicoutimi, in the county of Chicoutimi, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

Published in conformity with article 131 of the Municipal Code of the province of Quebec.

OSCAR MORIN,
1552 Deputy Minister of Municipal Affairs.

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION

LOMER GOUIN, } ATTENDU qu'en vertu
Procureur-Général. } des dispositions du Code municipal de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation publiée dans la *Gazette officielle* de Québec, laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, ou encore ordonner le changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi ;

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans un

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS in and by
Attorney-General. } virtue of the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, the Lieutenant-Governor-in-Council may by proclamation, published in the *Quebec Official Gazette*, which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities the divisions of such municipalities or their annexion, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages, in one and the same county, or also order the alteration of the boundaries of those already existing, provided that application to that effect be made by the majority of the proprietors of immoveable property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division or the annexion to a municipality, is applied for, and provided also that, after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law ;

WHEREAS, a petition signed by the majority of the proprietors of the immoveable property com-

certain territoire situé dans les municipalités du village de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie et de la paroisse de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie Nous a été présentée, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village ;

ATTENDU qu'il nous a été démontré que ce territoire contient au moins quarante maisons habitées, dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ATTENDU qu'il nous a été démontré que le plan original fait suivant les exigences de la loi, et figurant le territoire dont l'érection en municipalité de village est demandée, ainsi que toutes les autres subdivisions cadastrales, en la manière déterminée par les dispositions du Code civil à cet égard, a été approuvé par Notre Ministre des Terres et Forêts ;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi pour l'érection des municipalités de village ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection de la municipalité du village de Port-Alfred.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le dit territoire savoir :

Tout le territoire borné comme suit :

Le territoire à être érigé en municipalité de village sous le nom de municipalité du village de Port-Alfred, est détaché de la municipalité du village de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie et de celle de la Grande-Baie, dans le comté de Chicoutimi, et ses bornes, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alexis, sont les suivantes, savoir :

Vers le nord, la limite sud de la municipalité de Bagotville, division nord-ouest du canton de Bagot, et celle de la municipalité du village de Bagotville; vers l'est, la laisse des basses eaux de la Baie des Ha! Ha!; vers le sud, la limite sud de chacun des lots numéros 94-171, 94-170, 94-H, 94-B, le prolongement de cette ligne en travers le lot No 479-71 (chemin public), la limite sud des lots Nos 94-C, 94-F, puis le prolongement de cette même ligne en travers les lots Nos 476-A, 94-G, 481, 480 et la grève de la Baie-des-Ha! Ha!, jusqu'à la dite laisse des basses eaux de cette baie; vers l'ouest, le prolongement, vers le sud, de la ligne entre les lots Nos 112 et 114 en travers le lot No 94, cette ligne elle-même entre les dits lots Nos 112 et 114, celle qui lui fait suite entre les lots Nos 113 et 114, et le prolongement de cette dernière, vers le nord, jusqu'à la limite sud de la municipalité de Bagotville, division nord-ouest du canton de Bagot en premier lieu mentionnée; sera détachée des municipalités du village de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie et de la paroisse de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité de Port-Alfred", à partir de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien aimé l'honorable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

prised within that certain territory situated in the municipalities of the village of Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie and of the parish of Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, has been presented to Us, making application to erect this territory into a village municipality ;

WHEREAS it hath been shewn to Us, that this territory contains at least forty inhabited houses withing a space not exceeding sixty superficial arpents.

WHEREAS it hath also been shewn to Us that the original plan made according to the requirements of the law, and showing the territory sought to be erected into a village municipality, as well as all other cadastral subdivisions, in the manner determined by the provisions of the Civil Code having reference thereto, has been approved by Our Minister of Lands and Forests;

WHEREAS all the other requirements of the law for the erection of village municipalities have been complied with and that in consequence We have deemed fit to grant the application made to Us for the erection of the municipality of the village of Port-Alfred.

NOW KNOW YE, that by and with the advice and consent of Our Executive Council and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz:

All that territory bounded as follows:

The territory to be erected into a village municipality under the name of "Municipality of the Village of Port-Alfred" is detached from the municipality of the village of Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie and from that of Grande-Baie, in the county of Chicoutimi, and its boundaries according to the official cadastre of the parish of Saint-Alexis are as follows, to wit:

On the north, the southern limit of the municipality of Bagotville, northwest division of the township of Bagot, and that of the municipality of the village of Bagotville; on the east, the low water mark of Ha! Ha! Bay; on the south, the southern limit of each of the lots numbers 94-171, 94-170, 94-H, 94-B, the prolongation of the said line through the lot No. 479-71 (public road), the southern limit of the lots Nos. 94-C, 94-F, then the prolongation of the said same line through the lots Nos. 476-A, 94-G, 481, 480 and the shore of Ha! Ha! Bay to the low water mark of the said Bay; on the west, the prolongation towards the south of the line between the lots Nos. 112 and 114 through the lot No. 94, this line itself between the said lots Nos. 112 and 114, that which follows it between the lots Nos. 113 and 114, and the prolongation of the latter towards the north, to the southern limit of the municipality of Bagotville, northwest division of the township of Bagot firstly mentioned; shall be detached from the municipalities of the village of Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie and of the parish of Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, and shall henceforth form a separate municipality under the name of "the municipality of Port-Alfred".

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, ce VINGT-DEUXIÈME jour d'AVRIL en l'année mil neuf cent dix-huit de l'ère chrétienne et de Notre règne la huitième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
1581 C.-J. SIMARD.

Canada,
Province de
Québec
[L. S.]

P. E. LEBLANC.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU qu'en
Procureur-Général. } vertu des dispositions du code municipal de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation publiée dans la "Gazette Officielle" de Québec, laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalité du village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion en tout ou en partie à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, ou encore ordonner le changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi ;

Attendu qu'une requête signée par la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans un certain territoire ci-après décrit et situé dans la municipalité du canton de Buckingham, Nous a été présentée, demandant de détacher ce territoire de la municipalité du canton de Buckingham, et de l'ériger en municipalité séparée sous le nom de "La municipalité de la partie ouest du canton de Buckingham.

Attendu qu'il nous a été démontré que ce territoire contient une population de trois cents âmes, et qu'après son érection en municipalité séparée, il restera dans la municipalité d'où ce territoire a été détaché une population de trois cents âmes ;

Attendu qu'il nous a été démontré que la description technique de ce territoire faite selon les exigences de la loi et figurant le territoire dont on demande l'érection en municipalité séparée et distincte de la municipalité du canton Buckingham, a été approuvée par Notre Ministre des Terres et Forêts ;

Attendu que toutes les autres formalités de la loi ont été remplies et qu'en conséquence Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection de la municipalité de la partie ouest du canton Buckingham, en municipalité distincte et séparée de la municipalité du canton Buckingham ;

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this TWENTY-SECOND day of the month of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eighteenth, and in the eighth of Our Reign.

By command,
1582 C.-J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS in
Attorney-General. } and by virtue of the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, published in the "Quebec Official Gazette", which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities, the divisions of such municipalities or their annexation, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages, in one and the same county, or also order the alteration of the boundaries of those already existing, provided that application to that effect be made by the majority of the proprietors of immovable property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division or the annexation to a municipality, is applied for, and provided also that after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law ;

Whereas, a petition signed by the majority of the proprietors of the immovable property comprised within that certain territory herein-after described and situated in the municipality of the township of Buckingham, has been presented to Us, making application to detach this territory from the municipality of the township of Buckingham, and erect into a distinct municipality under the name of "The municipality of the west part of the township of Buckingham" ;

Whereas it hath been shewn to Us, that this territory contains a population of three hundred souls and that after its erection into a distinct municipality there shall still remain in the municipality from which this territory has been detached, a population of three hundred souls ;

Whereas it hath also been shewn to Us that the technical description of this territory made according to the requirements of the law, and showing the territory sought to be erected into a distinct and separate municipality from the municipality of the township of Buckingham, has been approved by Our Minister of Lands and Forests ;

Whereas all the other requirements of the law have been fulfilled and that in consequence We have deemed fit to comply with the petition presented to Us for the erection of "the municipality of the west part of the township of Buckingham into a separate and distinct municipality from the municipality of the township of Buckingham.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec Nous déclarons par les présentes que ledit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit :

Le territoire à être érigé en une municipalité distincte sous le nom de "municipalité de la partie ouest du canton de Buckingham", dans la première division du comté de Labelle, est détaché de la municipalité du canton de Buckingham pour la plus grande partie et de celle de la paroisse de l'Ange-Gardien pour les quelques lots qui lui sont attribués dans le quatrième rang du canton Buckingham; ses bornes sont les suivantes, savoir :

Au nord, la municipalité de la partie ouest du canton de Portland ;

A l'est, la rivière du Lièvre et la ville de Buckingham;

A l'ouest, la municipalité de Templeton-Nord, les lots numéros vingt-A, 20-B du cinquième rang, et dix-neuf-B, dix-neuf-D du quatrième rang du cadastre officiel du canton Buckingham, dans la paroisse de l'Ange-Gardien;

Au sud, la ville de Buckingham, et les troisième, quatrième et cinquième rangs du canton Buckingham susdit, dans la paroisse de l'Ange-Gardien; sera détaché de la municipalité du canton de Buckingham, et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de la "Municipalité de la partie ouest du canton Buckingham", à partir de ce jour.

De tout ce que dessus tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

Donné en Notre Hôtel du Gouvernement, à QUEBEC, ce VINGT-DEUXIEME jour du mois d'AVRIL, l'an de grâce mil neuf cent dix-huit et de Notre règne le huitième.

Par ordre,

C.-J. SIMARD.

1601

Sous-secrétaire de la province.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } **A**TTENDU que l'article
Procureur Général. } 1663 des statuts re-
fondus de Québec, 1909, décrète entre autres
choses, que le lieutenant-gouverneur en conseil
pourra désigner par proclamation, un jour qui
sera observé comme "JOUR DES ARBRES"

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz :

All that territory bounded as follows :

The territory to be erected into a distinct municipality, under the name of "Municipality of the west part of the township of Buckingham," in the first division of the county of Labelle, is detached from the municipality of the township of Buckingham, for the most part, and from that of the parish of L'Ange-Gardien, being the several lots attributed to it in the fourth range of the township of Buckingham; it is bounded as follows, to wit:

On the north, the municipality of the west part of the township of Portland;

On the east, the Lievre river and the town of Buckingham;

On the west, the municipality of north Templeton, the lots numbers twenty A, twenty B of the fifth range nineteen B, nineteen D of the fourth range of the official cadastre of the township of Buckingham, in the parish of L'Ange-Gardien;

On the south the town of Buckingham, and the third, fourth and fifth ranges of the aforesaid township of Buckingham, in the parish of L'Ange-Gardien; shall be detached from the municipality of the township of Buckingham and shall henceforth form a separate municipality under the name of "the municipality of the west part of the township of Buckingham."

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint-Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this TWENTY SECOND day of the month of APRIL, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and eighteen, and in the eighth year of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,

1602

Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } **W**HEREAS article 1663
Attorney General. } of the revised statutes,
1909, enacts amongst other things, that the
Lieutenant Governor in Council may appoint
by proclamation, a date to be observed as
"ARBOR DAY" for the planting of forest trees

pour la plantation des arbres forestiers dans in Our Province;
Notre province;

Et attendu que pour la partie ouest de la province, comprenant les comtés d'Argenteuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Brome, Chambly, Châteauguay, Compton, Deux-Montagnes, Drummond, Huntingdon, Iberville, Jacques-Cartier, Joliette, Labelle, Laprairie, L'Assomption, Laval, Maisonneuve, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Montréal-Dorion, Montréal-Hochelaga, Montréal-Laurier, Montréal-Sainte-Anne, Montréal-Saint-Georges, Montréal-Saint-Jacques, Montréal-Saint-Laurent, Montréal-Saint-Louis, Montréal-Sainte-Marie, Napierville, Ottawa, Pontiac, Richelieu, Richmond, Rouville, Shefford, Sherbrooke, Soulanges, Stanstead, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Saint-Maurice, Témiscaming, Terrebonne, Trois-Rivières, Vaudreuil, Verchères, Westmount et Yamaska, Nous avons jugé à propos de fixer le jeudi, deux mai prochain, pour la plantation des arbres;

Et attendu que pour la partie est de la province, comprenant les comtés d'Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix, Chicoutimi, Dorchester, Frontenac, Gaspé, Îles de la Madeleine, Kamouraska, Lac Saint-Jean, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Matane, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, Québec, Québec-Centre, Québec-Est, Québec-Ouest, Rimouski, Saguenay, Saint-Sauveur, Témiscouata et Wolfe, Nous avons jugé à propos de fixer le samedi, onze mai prochain, pour la plantation des arbres :

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre conseil exécutif, Nous avons ordonné et réglé et par les présentes réglons et ordonnons que le jeudi, le deux mai prochain sera observé comme "JOUR DES ARBRES" dans la partie ouest de Notre province, et que le samedi, 11 mai prochain sera observé comme "JOUR DES ARBRES" dans la partie est de Notre province.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à QUÉBEC, ce DIX-SEPTIÈME jour du mois d'AVRIL, l'an de grâce mil neuf cent dix-sept et de Notre règne le huitième.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

1501

Sous-secrétaire de la province.

And whereas that for the western part of the Province, comprising the counties of Argenteuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Brome, Chambly, Châteauguay, Compton, Two-Mountains, Drummond, Huntingdon, Iberville, Jacques-Cartier, Joliette, Labelle, Laprairie, L'Assomption, Laval, Maisonneuve, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Montreal-Dorion, Montreal-Hochelaga, Montreal-Laurier, Montreal-Sainte-Anne, Montreal-Saint-George, Montreal-Saint-Jacques, Montreal-Saint-Laurent, Montreal-Saint-Louis, Montreal-Sainte-Marie, Napierville, Ottawa, Pontiac, Richelieu, Richmond, Rouville, Shefford, Sherbrooke, Soulanges, Stanstead, Saint-Hyacinthe, Saint-John, Saint-Maurice, Temiscaming, Terrebonne, Three - Rivers, Vaudreuil, Verchères, Westmount and Yamaska, We have deemed fit to fix on Thursday, the second day of May next, for the planting of trees.

And whereas that for the eastern part of the Province, comprising the counties of Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix, Chicoutimi, Dorchester, Frontenac, Gaspé, Magdalen-Islands, Kamouraska, Lake Saint-John, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Matane, Megantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, Quebec, Quebec-Centre, Quebec-East, Quebec-West, Rimouski, Saguenay, Saint-Sauveur, Temiscouata and Wolfe, We deemed fit to fix on Saturday, the eleventh day of May next, for the planting of trees;

NOW KNOW YE, with the advice and consent of Our Executive Council, We have ruled and ordered, and by these presents do rule and order that Thursday, the second day of May next, shall be observed as "ARBORDAY" in the western part of Our Province, and that Saturday, the eleventh day of May, next, shall be observed as "ARBOR DAY" in the eastern part of Our Province.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this SEVENTEENTH day of the month of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventeen, and in the eighth of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

1502

Deputy Provincial Secretary.

Bills privés, parlement fédéral

CHAMBRE DES COMMUNES

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS

Toute demande de bills privés adressée au Parlement doit être annoncée par un avis publié dans

Private bills, federal parliament

HOUSE OF COMMONS

CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

All applications to Parliament for Private Bills, shall be advertised by a notice in the *Canada Ga-*

la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse de signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donné dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doivent être déclarés être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis, et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ces ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statutaire.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit :

1. *Pour des lois de constitution en corporation.*

(a) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé ;

(b) d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service ;

(c) ou d'une compagnie de banque, une compagnie d'assurance, une compagnie de garantie, une compagnie de prêt ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

2. *Pour des amendements à des lois de constitution en corporation*

(a) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal ou d'embranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé ;

(b) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prolongation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession de nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie ;

(c) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives : et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française ; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statutaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, pétitions, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la Chambre relativement aux bills privés, tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

Le Greffier de la Chambre des Communes
369—5-13

zette, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such work, and also to the secretary of the province in which such works are or may be located ; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in some leading newspapers, as follows ;

1. *For acts of Incorporation.*

(a) Of a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—in the principal place in each county or district affected ;

(b) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to operate ;

(c) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without any special powers)—advertise in the *Canada Gazette* only.

2. *For amendments to acts of incorporation:*

(a) For the extension of a line or railway or canal or branches thereto—in the principal place in each county affected ;

(b) For the revival or continuation of charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for enlargement of any of the powers of a company (not involving additional powers)—at the head office of the company ;

(c) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks; and in Quebec and Manitoba shall be published in both english and french; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

For further particulars as to notices, petitions, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons, Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to private bills as published in the *Canada Gazette*.

The Clerk of the House of Commons
370—5-13

"La Compagnie Médico-Dentaire, limitée". "La Compagnie Médico-Dentaire, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treizième jour d'avril 1918, constituant en corporation : MM. Alexandre-Chase-Casgrain, conseil du Roi ; Errol-Malcolm McDougall, Sadi-Conrad Demers, avocats, John-Buchanan Hendersen, commis et Adrienne Dagenais, sténographe ; tous de Montréal, dans les buts suivants :

De construire, établir, diriger et maintenir un ou des hôpitaux et un ou des sanatoriums et de faire généralement tout ce qui est nécessaire à l'opération, au bon fonctionnement et à l'exploitation d'hôpitaux privés et dispensaires ;

D'établir et maintenir des écoles pour l'entraînement de gardes-malades et pour leur enseignement de la médecine, de la chirurgie et du soin des malades ;

De manufacturer, acheter, vendre et faire l'exportation et l'importation, et en général, le commerce de préparations brevetées de tout genre ;

De manufacturer et faire le commerce d'instruments et appareils se rapportant à la chirurgie et à la médecine et à toutes leurs spécialités, et aussi de manufacturer et faire le commerce de membres artificiels de toute sorte et de tous appareils et objets de prothèse dentaire ;

De demander, acheter ou autrement acquérir tout brevet d'invention et de les vendre, les louer ou en disposer autrement ;

De répandre par campagne de presse, annonces, pamphlets et tous autres moyens de publicité, la science de l'hygiène en général et les connaissances sur la médecine et toutes ses spécialités ;

De promouvoir, organiser, gérer ou développer ou aider à promouvoir, organiser, gérer ou développer toute corporation, compagnie, syndicat ou entreprise dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie ou dans le but d'exercer toute autre industrie subsidiaire à celle de la présente compagnie ;

Exercer toute autre industrie manufacturière ou autre que la compagnie jugera capable d'être convenablement exercée en rapport avec l'industrie de la compagnie, ou censée accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables ;

De s'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant maintenant ou qui entreprendra plus tard toute industrie ou transaction censée profiter à la présente compagnie, directement ou indirectement ;

D'acheter ou autrement acquérir à deniers comptants ou pour toute autre compensation, y compris les parts acquittées du capital-actions de la présente compagnie la totalité ou une partie des affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits, pouvoirs, privilèges, obligations et débetures, lettres patentes, contrats, immeubles, clientèle et actif et tous autres biens, meubles ou immeubles de toute personne, compagnie, corporation, et les vendre ou en disposer autrement, en totalité ou en partie, pour la compensation que la compagnie jugera raisonnable ;

D'acheter ou autrement acquérir, et détenir et posséder des valeurs, actions et obligations de toutes compagnies ou corporations engagées dans

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1918, incorporating MM. Alexandre Chase-Casgrain, King's Counsel; Errol-Malcolm McDougall, Sadi-Conrad Demers, advocates, John-Buchanan Hendersen, clerk, and Adrienne Dagenais, stenographer, all of Montreal, for the following purposes :

To construct, establish, direct and manage one or several hospitals and one or several sanatoriums, and generally to do everything necessary for the operation, the proper working and exploitation of private hospitals and dispensaries ;

To establish and maintain schools for the training of and the teaching of medicine, surgery and the care of sick people to nurses ;

To manufacture, buy, sell, import and export, and generally deal in proprietary medicines of every kind ;

To manufacture and deal in surgical and medicinal instruments and apparatuses, and all specialties relating thereto, and also manufacture and deal in artificial limbs of every kind and all prosthetic apparatuses and articles ;

To apply for, buy or otherwise acquire patents, and sell, lease or otherwise dispose of same ;

To diffuse, by campaigns in the press, advertisements, pamphlets, and all other advertising means, the science of hygiene generally and the knowledge of medicine and all specialties thereof ;

To promote, organize, manage, or develop or assist in the promotion, organization, management or development of any corporation, company, syndicate or undertaking for the purpose of acquiring the whole or any part of the undertaking of the company or the carrying on of any business subsidiary thereto ;

To carry on any business, manufacturing or otherwise, which may appear to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable the company's property or rights ;

To enter into partnership or into any agreement for sharing of profits, union of interest, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company now carrying on or which may in future carry on any business or transaction calculated, directly or indirectly, to benefit the present company ;

To buy or otherwise acquire for cash or any other consideration, including paid up shares of the capital stock of the present company, the whole or any part of the business, franchises, undertakings, property, rights, powers, privileges, bonds and debentures, letters-patent, contracts, immovables, goodwill and assets and any other property, moveable or immovable, of any person, company or corporation, and to sell or otherwise dispose of the whole or part of same for such consideration as the company may think proper ;

To buy or otherwise acquire, and hold and own stocks, shares and bonds of any companies or corporations engaged in any business of a like

une industrie d'une nature semblable, et vendre ou autrement disposer de ces dites valeurs, actions et obligations ;

De distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature tous biens de la compagnie et en particulier toutes actions, débetures ou autres valeurs d'autres compagnies appartenant à la présente compagnie ou dont la présente compagnie aurait le pouvoir de disposer ;

De faire tous les actes et jouir de tous les pouvoirs et faire toutes les opérations avantageuses pour atteindre les objets pour lesquels la présente compagnie est constituée ;

De vendre ou céder la totalité ou une partie des biens meubles ou immeubles de la compagnie pour la compensation que la compagnie jugera acceptable, et en particulier pour les actions, obligations, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation ;

De conclure tout arrangement avec toute autorité municipale, locale ou autre, qui semblera favoriser les objets de la compagnie ou aucun d'eux, et obtenir de toute autorité municipale, locale ou autre tous les droits, privilèges et concessions de nature à promouvoir les affaires et les intérêts de la compagnie ;

D'émettre des actions acquittées, des obligations, débetures ou autres valeurs en paiement total ou partiel de toute propriété réelle ou personnelle, mobilière ou immobilière, de services rendus ou à être rendus à la compagnie, de droits, baux, commerce, franchise, entreprises, pouvoirs, privilèges ou autres avantages que la compagnie pourra légalement acquérir ;

Aucun pouvoir accordé dans aucun paragraphe des présentes ne sera limité ou restreint par référence à aucun autre paragraphe ou au nom de la compagnie ou déduction d'iceux, sous le nom de "La Compagnie Médico-Dentaire, limitée", avec un capital social de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00), divisé en deux cent cinquante (250) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour d'avril 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
1541—17-2 C.-J. SIMARD.

"The Broadway Amusement Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du seizième jour d'avril 1918, constituant en corporation M.M. Salomon Laing, agent financier; Pappy Katz, son épouse séparée de biens contractuellement et dûment autorisée ; Moe Weber, étudiant en médecine; Francis *alias* Frank Dierner, ouvrier et Harry Cohen, tailleur; tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir et tenir une ou des salles de danse pour des fins d'amusement et d'accomplissement physique et de récréation ;

Organiser une association ou un cercle pour des fins semblables ;

Tenir un restaurant licencié pour servir des repas, des liqueurs et des vins, sujet aux lois et aux règlements municipaux ;

Emprunter de l'argent et émettre des obligations pour garantir aucun montant ainsi emprunté ;

Tenir des salles de théâtre, vues-animées et concert et avoir un intérêt dans de telles salles ;

nature, and to sell or otherwise dispose of such stocks, shares and bonds ;

To distribute among the shareholders of the company in kind, any property of the company, and in particular any shares, debentures or other securities of other companies belonging to the present company or which it is empowered to dispose of ;

To do all acts and enjoy all powers and carry on any operations conducive to the attainment of the objects for which this company is incorporated ;

To sell or assign the whole or a part of the moveable and immoveable property of the company for such consideration as it may deem proper and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company or corporation ;

To enter into any arrangement with any authority, municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects or any of them and to obtain from such authority, municipal, local or otherwise, all the rights, privileges and concessions calculated to promote the company's business and interests ;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities in full or part payment of any property, real or personal, moveable or immoveable, services rendered or to be rendered to the company, rights, leases, business, franchises, undertakings, powers, privileges or other advantages which the company may legally acquire ;

The powers in each paragraph hereof are to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph or the name of the company, under the name of "La Compagnie Médico-Dentaire, limitée", with a capital stock of twenty-five thousand dollars (\$25,000.00), divided into two hundred and fifty (250) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of April, 1918.

C.-J. SIMARD,
1542—17-2 Assistant Provincial Secretary.

"The Broadway Amusement Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1918, incorporating Salomon Laing, financial agent; Pappy Katz, his wife, separated as to property by marriage contract and duly authorized; Moe Weber, student in medicine; Francis *alias* Frank Dierner, workman; and Harry Cohen, tailor; all of the city of Montreal, district of Montreal, for the following purposes :

To acquire and hold one or several dance halls, for amusement, physical accomplishment and recreation purposes ;

To organize an association or club for similar purposes ;

To keep a licensed restaurant to serve meals, liquors and wines subject to municipal laws and by-laws ;

To borrow money and issue bonds to guarantee any amount thus borrowed ;

To operate theatres, moving picture and concert halls and to have interests in such halls ;

Faire tous les actes qui se rattachent ou conduisent d'aucun des objets précités, sous le nom de "The Broadway Amusement Company, Limited" avec un capital social de vingt mille piastres—(\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, P. Q.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
1585—17-2 C.-J. SIMARD.

"P.-B. Lamarre, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du huitième jour d'avril, 1918, constituant en corporation M. M. Pierre-Basile Lamarre, bourgeois; Louis-Yvon Lamarre et Frédéric-Etienne Bréard, comptables; Lorenzo Robert, expéditeur, de Longueuil; Joseph Hector Brosseau, comptable, de Saint-Lambert; dans les buts suivants:

Acheter, posséder, vendre, échanger, emprunter, hypothéquer, louer, subdiviser, cultiver, exploiter des propriétés immobilières de quelque nature qu'elles soient, améliorer, diviser en lots à bâtir, et construire sur les immeubles que la compagnie possèdera ou pourra louer, et faire le commerce d'immeubles généralement;

Prêter de l'argent sur hypothèque ou autres valeurs, ou même sur billet et sans garanties;

Emettre des actions entièrement libérées et non sujettes à appel, des obligations ou d'autres valeurs de la compagnie en paiement total ou partiel d'aucune propriété foncière ou mobilière, ou de tous services rendus et travail fourni ou à l'être, sous le nom de "P.-B. Lamarre, limitée", avec un capital social de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Longueuil, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour d'avril 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
1467—16-2 C.-J. SIMARD.

"Tivoli Studios, Limited".

Avis est donné au public, que en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinq avril 1918 constituant en corporation MM. Jacques Lax, photographe, Michael-G. Cockels, Speros-T. Prahale, marchands, Maurice Rosen, agent, et Fabiola Perron, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes;

Exercer tous genres de commerce en gros et au détail;

Faire affaires généralement comme photographes, photographeurs, fabricants et marchands de tous articles nécessaires, utilisés ou se rattachant audit commerce, ou pouvant servir en rapport avec icelui;

Acquérir à cette fin, aucun fonds de commerce, nom ou raison sociale sous lesquels aucunes entreprises sont mises à exécution, les dettes de livres d'aucun tel commerce ou de ces entreprises;

Emettre des actions libérées de la compagnie en paiement d'aucune propriété mobilière ou immobilière que la compagnie pourra détenir ou détiendra, ou des services rendus ou à être rendus, sous le nom de "Tivoli Studios, Limited," avec un fonds social de neuf mille piastres (\$9,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

To do all things incidental or conducive to the attainment of the above purposes, under the name of "The Broadway Amusement Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, P. Q.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of April, 1918.

C.-J. SIMARD,
1586—17-2 Assistant Provincial Secretary.

"P.-B. Lamarre, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1918, incorporating Pierre-Basile Lamarre, gentleman; Louis-Yvon Lamarre, and Frédéric-Etienne Bréard, accountants; Lorenzo Robert, Shipper, of Longueuil; Joseph-Hector Brosseau, accountant, of Saint Lambert; for the following purposes:

To buy, own, sell, exchange, loan, hypothecate, lease, subdivide, cultivate and exploit immoveables of every kind whatever, improve, divide into building lots and build on the immoveables which the company may own or lease and carry on a general real estate business;

To loan money on hypothecs or other securities or even on notes and without security;

To issue fully paid up and non-assessable shares, bonds or other securities of the company in full or part payment of any moveable or immoveable property, or of any services rendered or to be rendered, or work supplied or to be supplied, under the name of "P.-B. Lamarre, limitée" with a capital stock of ninety-nine thousand dollars (\$99,000.00) divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Longueuil, district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of April, 1918.

C.-J. SIMARD,
1468—16-2 Assistant Provincial Secretary.

"Tivoli Studios, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth April 1918 incorporating MM. Jacques Lax, photographer, Michael-G. Cockels, Speros-T. Prahale, merchants, Maurice Rosen, agent, and Fabiola Perron, stenographer, all of the city and district of Montréal, for the following purposes;

To carry on business of all kinds, wholesale and retail;

To carry on the business generally of photographers, photo engravers and manufacturers and dealers on all articles requisited in, used or connected with or which can or may be used in connection with said business;

To acquire for that purpose any stock in trade, firm name and style under which any undertakings are carried on, good will, book debts of any such business or undertakings;

To issue paid-up shares of the company, in payment of any property moveable or immoveable, services rendered or to be rendered which the company may or will hold, under the name of "Tivoli Studios, Limited," with a capital stock of nine thousand dollars (\$9,000.00), divided into four hundred (400) shares of twenty-five dollars (\$25.00) each.

000.00), divisé en neuf cents (900) parts de dix piastres (10.00) chacune.

La principale place d'affaire sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour d'avril, 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
1471-16-2 C.-J. SIMARD.

**"Compagnie des Placages Canadiens,
Incorporée".**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dixième jour d'avril 1918, constituant en corporation MM. Arthur-Pierre Beaupré, industriel, Victor Martineau et Arthur Jodoin, avocats et conseillers en loi du Roi, tous trois des cité et district de Montréal, Joseph-Alphérie Vincent, manufacturier, et Armand Phaneuf, comptable, tous deux d'Acton Vale, district de St Hyacinthe, dans les buts suivants:

Acheter, posséder, détenir et vendre des concessions forestières, des terres boisées et du bois en grume, construire, entretenir et mettre en services, des estacades, jetées, quais, docks, bassins, entrepôts, magasins, maisons d'habitation et autres installations utiles aux opérations de la compagnie; faire des barrages et entretenir des cours d'eau, acquérir par achat ou autrement, posséder et exploiter des chalands, allèges, vaisseaux, remorqueurs, bateaux à vapeurs et autres navires pour la navigation intérieure;

Acquérir par achat, loyer ou autrement, et posséder, construire et développer des pouvoirs hydrauliques, à vapeurs ou à l'électricité pour la production de la lumière, la force motrice et la chaleur pour les usages de la compagnie par rapport à n'importe laquelle de ses exploitations à Montréal;

Exercer l'industrie d'exploitant de bois, de propriétaire de scierie, de moulin à raboter, de fabricant de bois de service et d'articles en bois, manufacturer et faire le commerce de bois de construction, de service, de chauffage et de bois de toutes sortes et fabriquer tous articles dans la manufacture desquels du bois de construction et d'autres bois sont nécessaires;

Exercer l'industrie et faire le commerce des placages de toutes sortes et sous toutes ses formes fabriquer des placages collés et cimentés en plusieurs épaisseurs, fabriquer des placages par procédé secret de manière à les rendre imperméables, fabriquer des boîtes en placage telles qu'employées pour le transport des caoutchoucs et des thés, fabriquer des placages imperméables tels qu'employés dans la construction des aéroplanes et des hydroplanes;

Acquérir par achat ou autrement du lait et ses sous produits et en tirer tous les produits et sous produits dans la fabrication desquels le lait et ses sous produits sont nécessaires;

Fabriquer, acheter et vendre des colles et des ciments tels qu'employés dans l'industrie du bois;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération; garantir l'exécution des contrats et de toutes autres obligations et entreprises de toute autre compagnie dans laquelle la compagnie a des intérêts, et accepter en garantie pour les dits prêts et garanties n'importe quelles valeurs qui pourraient être offertes par ces personnes ou compagnies, comprenant des actions et débiteures des dites autres compagnies ou personnes;

into nine hundred (900) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principale place of business of the corporation, will be at Montreal, district of Montréal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of April 1918.

C.-J. SIMARD.
1472-16-2 Assistant Provincial Secretary.

**"Compagnie des Placages Canadiens,
Incorporée".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth April, 1918, incorporating Arthur-Pierre Beaupré, manufacturer, Victor Martineau and Arthur Jodoin, barristers and King's Counsels, all three of the City and district of Montreal, Joseph-Alphérie Vincent, manufacturer and Armand Phaneuf, accountant, both of Acton Vale, District of St-Hyacinthe, for the following purposes;

To buy, own, hold and sell timber limits, timber lands and standing timber, to construct, maintain and operate booms, piers, wharves, docks, basins, warehouses, stores, dwellings and other installations, suitable for the company's operations, to dam and maintain water courses, to acquire by purchase or otherwise own, and operate scows, lighters, vessels, tugs, steamboats and other crafts for inland navigation;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and own, construct and develop water, steam and electric powers for the production of light, heat and motive power for the requirement of the company in connection with any of its operations at Montréal;

To carry on the business of lumberman, saw-mill and planing-mill, owner, lumber manufacturer, woodworker, and to deal in timber, lumber, cord-wood, and wood of all kinds, and to manufacture all articles into the making of which timber or other wood is used;

To carry on the business of manufacturers of and dealers in veneer of all kinds and under all forms, to manufacture glued or cemented veneers of several thicknesses, manufacture veneer by a secret process so as to make it waterproof, to make veneer boxes similar to boxes used for rubber and tea, manufacture waterproof veneer for the building of aeroplanes and hydroplanes;

To acquire by purchase or otherwise milk and its by-products and to use same in all products or by-products into the making of which milk and its by-products are used;

To manufacture, buy and sell glues and cement used in the wood industry;

To enter into partnership or into any agreements for sharing of profits, union of interests, co-operation, to guarantee the execution of contracts and all other obligations and undertakings of any other company in which this company is interested and to accept as the security of such loans and guaranties any securities which may be offered by such persons or companies including shares and debentures of said other companies or persons;

Faire tout ce qui est nécessaire, convenable ou propre à atteindre les fins ou objets, en tout ou en partie, plus haut mentionnés;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant, aidant à placer ou garantissant le placement des actions de la compagnie, et dans ou au sujet de la formation ou de l'avancement de la compagnie ou pour la conduite de ses affaires, sous le nom de "Compagnie des Placages Canadiens, Incorporée", avec un capital social de cent cinquante mille piastres (\$150.000.00), divisé en quinze cents (1500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune, dont sept cent cinquante (750) seront des actions préférentielles cumulatives, comportant un dividende de huit pour cent (8%), et sept cent cinquante (750) seront des actions communes, divisant le surplus des profits réalisés après paiement des dividendes sur les actions préférentielles cumulatives.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour d'avril 1918.

Le sous-secrétaire de la province.

1473—16-2

C.-J. SIMARD.

To do every thing necessary, convenient or suitable for the attainment of all or any of the above purposes or objects;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or in guaranteeing the placing of shares of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company or in the conduct of its affairs, under the name of "Compagnie des Placages Canadiens, Incorporée", with a capital stock of one hundred and fifty thousand dollars (\$150.000.00), divided into one thousand five hundred (1500) shares of one hundred dollars, of which seven hundred and fifty (750) shares shall be eight per cent (8%) cumulative preference shares and seven hundred and fifty (750) common shares, to which shall be allotted as dividend the surplus of the profits realized after deducting the dividends on the cumulative preference shares.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of April, 1918.

C.-J. SIMARD.

1474—16-2

Assistant Provincial Secretary.

"Lumière, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huitième jour d'avril, 1918 constituant en corporation MM. Samuel-Gerald Tritt et Saul Tritt, avocats, Nicholas Swan et Herbert Webb, comptables, et Edna Urquhart, secrétaire, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant ou se livrant à aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer, ou en possession de biens propres aux objets de la présente compagnie;

Conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque ou autre, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou à aucun négoce ou genre d'affaires susceptible d'un exercice directement ou indirectement profitable à la présente corporation;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des parts dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation, ou exercer aucun commerce propre à être exercé au profit direct ou indirect de la présente compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats, débetures et autres instruments négociables et transférables;

Faire, imprimer, développer, agrandir, commercer et disposer des photographies, négatif, plaque agrandie ou autre développement d'aucune ou de tous procédés dans la reproduction artificielle ou autre d'aucun fac simile, d'aucune impression ou photographie;

L'entourer d'aucun encadrement connu ou autre matériel nécessaire pour la présentation convenable ou l'exhibition de ce produit;

Teindre, colorer, peindre ou autrement embellir ces objets et faire toutes les autres choses

"Lumière, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth of April 1918, incorporating MM. Samuel-Gerald Tritt and Saul Tritt, advocates, Nicholas Swan and Herbert Webb, accountants, and Edna Urquhart, secretary, all of the City and District of Montreal, for the following purposes;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on or engaged in which this company is authorized to carry on or possession of property suitable to the purposes of this company;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or to carry on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, debentures and other negotiable or transferable instruments;

To make, print, develop, enlarge, deal in, deal with any photograph, print, enlargement or other development of any and all process or processes in reproducing artificially or otherwise any likeness, printing or photograph;

To enclose the same in any known frame or other material necessary for the suitable presentation or exhibition of such product;

To tint, color, paint or otherwise beautify such products and to do all other things that

qui pourront être indispensables ou avantageuses à leur exécution;

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire, aidant à faire souscrire ou garantissant la souscription d'aucune des actions du capital corporatif, ou d'aucunes débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou dans ou à l'occasion de la formation de la corporation, de son organisation ou de l'administration de ses affaires;

Acheter, vendre et faire le commerce d'objets d'art de toute espèce, et donner aux clients ainsi qu'à d'autres personnes des conseils d'experts de toute sorte;

Exercer tous genres de commerce d'agence, transiger toutes catégories d'affaires d'assurance, de garantie et compensation;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, hypothéquer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et des droits de la compagnie;

Prendre pour faire connaître les produits de la compagnie, les moyens qui sembleront convenables, et spécialement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'objets d'arts ou de curiosité, par publication de livres et revues, par octroi de prix, récompenses et dons, sous le nom de "Lumière, Limited", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour d'avril, 1918.

Le sous-secrétaire de la province.

1475—16-2

C.-J. SIMARD.

may be necessary or convenient for the accomplishment thereof;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To buy, sell and deal in works of art of all kinds, and to provide expert advice of all kinds for customers and others;

To carry on all kinds of agency business, and all kinds of guarantee and indemnity business;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, mortgage, dispose of, turn to account, or otherwise deal with, all or any part of the property and rights of the company;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations, under the name "Lumière, Limited", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00) divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of March, 1918.

C.-J. SIMARD,

1476—16-2

Assistant Provincial Secretary.

"L'Association d'Art Lyrique, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dixième jour d'avril 1918, constituant en corporation M.M. Frédéric Pelletier, médecin; Arthur Laurendeau, professeur; Mendosa Langlois, courtier; Guillaume Dupuis, professeur; Jean-Marie Magnan, comptable, et Horace Lippe, notaire; de Montréal, dans les buts suivants:

Faire les opérations de propriétaires et de régisseurs de théâtres, et, particulièrement, pourvoir à la production, représentation et exécution d'opéras, d'opérettes, pièces de théâtres, vaudeville, pantomimes, spectacles, tableaux-vivants, représentations cinématographiques et autres représentations, musicales, dramatiques et théâtrales;

Construire des théâtres et autres édifices et travaux propres à leur usage, et gérer et conduire les dits théâtres ainsi construits;

Conclure des conventions avec des auteurs ou autres personnes, au sujet des droits d'auteurs, d'opéras, d'opérettes, comédies, pièces de théâtres et pour autres fins musicales, dramatiques ou théâtrales ou de divertissement, et conclure des arrangements de toutes sortes et de tous genres avec des artistes ou autres personnes aux fins de la compagnie;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, échanger, utiliser, réparer, vendre, louer ou céder, tout instrument de musique et musique en feuilles, accessoires et toute machine, machinerie, appareil, inventions et autres choses jugées utiles ou nécessaires ou avantageux aux fins de la compagnie;

Demander, obtenir, enregistrer, acheter ou louer, de quelqu'un, acquérir et détenir, utiliser

"L'Association d'Art Lyrique, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1918, incorporating M.M. Frédéric Pelletier, physician; Arthur Laurendeau, professor; Mendosa Langlois, broker; Guillaume Dupuis, professor; Jean-Marie Magnan, accountant, and Horace Lippe, notary; all of Montreal, for the following purposes:

To carry on operations as proprietors and managers of theatres, and especially to provide the production, presentation and performance of operas, operettas, vaudeville, pantomimes, plays, living-pictures, film, musical, dramatic, theatrical and other performances;

To build theatres and other structures and works fit for such use, and manage and conduct the said theatres thus erected;

To enter into agreements with authors or other persons respecting copyrights, operas, operettas, comedies, plays and for other musical, dramatic or theatrical purposes or entertainment, and make arrangements of every sort and kind with artists or other persons for the purposes of the company;

To manufacture, purchase or otherwise acquire, exchange, make use of, repair, sell, lease or convey any musical instrument and sheet music, accessories, and any machine, machinery, apparatus, inventions and other things deemed useful or necessary or advantageous for the purposes of the company;

To apply for, obtain, register, purchase or lease from any one, acquire and hold, make use of and

et posséder, exploiter, vendre, louer à quelqu'un céder et disposer de toutes marques de commerce, droits d'auteurs ;

Etablir et conduire un conservatoire de musique, d'y enseigner le chant, la musique instrumentale et théorique, et, généralement faire et conduire toute œuvre de conservatoire ;

Acheter, acquérir, autrement posséder et détenir, louer à quelqu'un et de quelqu'un, exploiter et vendre, en tout ou en partie, et disposer de tout meuble et immeuble propre à la réalisation des fins et au développement de la compagnie, ou qui lui seraient utiles ou que les directeurs jugeraient à propos de faire ;

Faire des arrangements avec les autorités municipales ou autres aux fins de la compagnie, ou à aucune d'elles, et obtenir de telle autorité tous droits, privilèges, concessions, etc., que la compagnie pourra juger utiles, et profiter et bénéficier de tels arrangements, concessions, droits et privilèges ;

Faire l'acquisition des parts ou actions ou droits ou de partie d'iceux d'aucune compagnie ou personne poursuivant les mêmes fins que cette compagnie, ou des fins semblables, et payer telles parts, actions ou droits en actions acquittées de la présente compagnie ou autrement ;

Louer les services de toute personne dans l'intérêt de la compagnie, et rémunérer telle personne, pour ses services, en actions de la compagnie, ou autrement ;

Pour les objets ci-dessus s'engager et engager les autres par billets promissaires et lettres de change, et emprunter de l'argent par débentures dont le paiement sera garanti sur tous les biens de la compagnie ou partie d'iceux, le tout aux termes et conditions à être déterminés par règlement approuvé par les actionnaires en la manière ordinaire ;

Aucune des actions susdites ne pourra être transférée valablement sans le consentement préalable du bureau de direction de la compagnie, sous le nom de "L'Association d'Art Lyrique, limitée", avec un capital social de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en mille (1000) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune : mais les dites actions seront réparties en neuf cents (900) actions privilégiées, ayant droit à un intérêt annuel et cumulatif de six pour cent (6%) mais dont les porteurs n'auront pas droit de vote aux assemblées générales ou spéciales de la compagnie, et en cent (100) actions ordinaires ou communes : toutefois, aucune personne ne pourra soit directement soit indirectement, posséder et détenir plus d'une action ordinaire ou commune de telle compagnie.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour d'avril 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
1479—16-2 C.-J. SIMARD.

own, exploit, sell, lease to any one, convey and dispose of any trade marks, copyrights ;

To establish and conduct a conservatory of music, and teach singing and instrumental and theoretical music therein, and generally carry on and conduct any conservatory work ;

To purchase, acquire, otherwise hold and own, lease to any one and from any one, exploit and sell in whole or in part, and dispose of any moveable and immoveable useful for the realization of the purposes and development of the company or that may be useful to it or that the directors may deem fit to make ;

To make arrangements with any municipal or other authority for the purposes of the company, or any of them, and obtain from such authority any rights, privileges, concessions, etc., that the company may deem useful, and profit and benefit from such arrangements, concessions, rights and privileges ;

To acquire shares or stock or rights or parts of same from any company or person having similar purposes to this company, and pay for such shares, stock or rights in paid up stock of this company or otherwise ;

To hire the services of any person in the interest of the company, and remunerate such person for said services with shares of the company or otherwise ;

For the hereinabove objects to become bound and bind others by promissory notes and bills of exchange, and borrow money on debentures whose payment shall be secured by all the property of the company or part of same, the whole under the terms and conditions to be determined by by-law approved by the shareholders in the usual way ;

None of the aforesaid shares can be transferred validly without the previous consent of the board of directors of the company, under the name of "L'Association d'Art Lyrique, limitée", with a total capital of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into one thousand (1000) shares of five dollars (\$5.00) each ; but the said shares shall be divided into nine hundred (900) preferred shares with right to a yearly and cumulative interest of six per cent (6%) but whose holders shall have no right to vote at the general or special meetings of the company, and into one hundred (100) common shares ; however no person shall either directly or indirectly own and hold more than one common or ordinary share of such company.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of April, 1918.

C.-J. SIMARD,
1480—16-2 Assistant Provincial Secretary.

" Holmes, Hogue, limitée ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dixième jour d'avril 1918, constituant en corporation : M.M. Henri Hogue, Stephens Holmes, manufacturiers ; Cézarine Moquin, rentière, Barthélémi Lefebvre, courtier ; Théodore Laurence, gérant ; tous de Montréal, dans les buts suivants :

Faire l'acquisition et l'exploitation de l'indus-

" Holmes, Hogue, limitée ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1918, incorporating Henri Hogue, Stephens Holmes, manufacturers ; Cézarine Moquin, annuitant ; Barthélémi Lefebvre, broker ; Théodore Laurence, manager ; all of Montreal, for the following purposes :

To acquire and carry on the business now car-

trie maintenant en opération rue Chatham, à Montréal, et connue sous le nom de Holmes, S. Hogue & Co. ;

Faire le commerce de bois et la fabrication d'objets en bois, papier mâché, en carton, fibre et autres matériaux employés seuls ou avec le bois ;

Acheter ou acquérir et vendre ou disposer en quelque manière que ce soit de tout ce qui est nécessaire aux fins de la compagnie ;

D'acquérir et vendre, de louer et sous louer tout immeuble nécessaire au développement de l'industrie et autres fins en rapport avec les intérêts de la compagnie ;

D'acquérir en tout ou en partie un intérêt dans d'autres compagnies faisant affaires dans une industrie semblable ou annexe, ou tout autre genre d'affaire pouvant être utile à la compagnie ou de nature à promouvoir ses intérêts ;

D'emprunter ou de prêter à des clients ou autres, de recevoir des hypothèques en garantie ou de grever les biens de la compagnie pour garantir tout emprunt ou avance reçu par elle ;

De s'associer ou de faire aucun arrangement pour actions, profits, concessions, coopération avec aucune compagnie ou personnes engagés dans aucun commerce ou transaction pour laquelle cette compagnie est autorisée, ou aucun commerce ou transaction pouvant être dirigé directement ou indirectement au profit de cette compagnie ;

D'acheter et de posséder des actions, bons et autres valeurs d'aucune compagnie ayant une fin semblable en tout ou en partie, et de payer en actions pour toute acquisition, ou à l'acquit de services rendus ou à être rendus, et généralement aucun objet favorable à ses intérêts ;

De promouvoir toute autre compagnie ou organisation dans le but d'acquérir cette compagnie et son actif en tout ou en partie, et d'en disposer ;

De construire, maintenir ou améliorer toute bâtisse nécessaire à l'objet poursuivi par cette compagnie ;

D'utiliser et placer les fonds disponibles de la compagnie ;

D'aller en justice en poursuivant ou en défendant devant aucun tribunal dont la juridiction est admise en ce pays ;

D'émettre des actions libérées, bons ou débetures, ou aucune autre garantie pour le paiement plénier ou partiel de propriété foncière ou mobilière, service, droit, bail, commerce, franchise, entreprise, pouvoir, privilège ou concession que cette compagnie peut légalement acquérir et au paiement complet ou partiel ou en échange pour actions, bons ou débetures, ou aucune autre garantie d'aucune compagnie faisant un commerce semblable ou s'y rapportant ;

Faire traite, accepter, endosser, escompter, promettre et émettre tout billet promissoire, lettre de change, connaissance, manifeste et autres documents négociables ou transférables ;

De distribuer par dividende ou autrement aucune des propriétés de la compagnie, en espèce ou en nature, entre les intéressés surtout en ce qui concerne les actions libérées ou débetures et actions d'aucune compagnie ;

Les pouvoirs accordés dans les paragraphes qui précèdent seront interprétés dans un sens général et en rapport avec l'ensemble plutôt que d'une façon limitée et restreinte à aucun des paragraphes en particulier, sous le nom de "Holmes, Hogue, limitée", avec un capital social de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

ried on on Chatham street, at Montreal, and known under the name of Holmes, S. Hogue & Co. ;

To carry on a lumber business and the manufacturing of articles made of wood, papier-mâché, cardboard, fibre and other materials used alone or mixed with wood ;

To buy or acquire and to sell or in any manner whatever to dispose of everything necessary for the company's purposes ;

To acquire, sell, lease or sub-let any immovable necessary for the development of the industry or other purposes in connection with the company's interests ;

To acquire, in whole or in part, interests in other companies carrying on a business similar or germane to that of the company or any other business capable of benefiting the company or calculated to promote the interests thereof ;

To borrow from or loan to its customers or others, receive hypothecs in guarantee of such loans or mortgage the property of the company, to guarantee any loans or advances received by the company ;

To enter into partnership or in any arrangement for shares, profits, concessions, co-operation with any company or persons engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on or any business or transaction capable of being conducted directly or indirectly to benefit this company ;

To buy and own shares, bonds and other securities of any company having wholly or partly similar purposes, and to pay with shares any acquisition made or services rendered or to be rendered and generally any other object capable of promoting its interest ;

To promote any other company or organization for the purpose of acquiring this company with the whole or part or its assets and to dispose of same ;

To construct, maintain or improve any building necessary for the objects pursued by this company ;

To make use of and invest the disposable funds of the company ;

To sue or be sued before any tribunal having due jurisdiction in this country ;

To issue paid up shares, bonds or debentures or any other securities for the full or part payment of immovable or moveable property, service, right, lease, business, franchise, undertakings, power, privileges or concession which this company may legally acquire or in full or part payment or in exchange of shares, bonds, debentures or any other securities of any other company carrying a business similar or incidental to that of the company ;

To draw, accept, endorse, discount, promise and issue any promissory notes, bills of exchange, bills of lading, manifest and other negotiable or transferable instruments ;

To distribute by way of dividend or otherwise any of the property of the company, in specie or kind, among interested parties, especially paid up shares or debentures and shares in other companies ;

The powers granted in any of the foregoing paragraphs to be construed in a general sense and to be in no way limited or restricted by reference to or inference from any particular paragraph, under the name of "Holmes, Hogue, limitée", with a capital stock of ninety-nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour d'avril 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
1481—16-2 C.-J. SIMARD.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of April, 1918.

C.-J. SIMARD,
1482—16-2 Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26ième jour de mars 1918. à la compagnie "Montreal Island Land Company, Limited", changeant son nom en celui de "Montreal Industrial Land Company, Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de mars 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
1499—16-2 C.-J. SIMARD.

Supplementary Letters Patent

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the 26th March, 1918, changing the name of the company "Montreal Island Land Company, Limited", to that of "Montreal Industrial Land Company, Limited".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of March, 1918.

C.-J. SIMARD,
1500—16-2 Assistant Provincial Secretary.

Département de l'instruction publique

175-18.

Québec, 21 avril 1918.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Théophile, comté de Champlain, les lots Nos 1029 à 1038, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel; les lots Nos 1023 à 1028, inclusivement, et la partie nord-ouest des lots Nos 1017 à 1022 du même cadastre; le prolongement à travers le bloc "B", et vers le nord-est du rang Saint-Jean-Baptiste, côté nord-ouest, jusqu'à la ligne séparative des terres de Borgia et de Daniel, distance approximative de 21 arpents; le prolongement du rang Saint-Léon (côté n.-o. et s.-e.), vers le nord-est jusqu'à l'intersection de la ligne limitative, côté s.-o. de la paroisse de Saint-Timothée, distance approximative de 57 arpents, et vers le n.-o. jusqu'à la ligne limitative s.-e. de Saint-Jacques-des-Piles, du même cadastre, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de Saint-Georges-de-Champlain.

1567—17-2

175-18.

Quebec, 21st April, 1918.

Notice is given by the superintendent that application is made to detach from the school municipality of Saint Théophile, county of Champlain, the lots Nos. 1029 to 1038, both inclusive, of the official cadastre of the parish of Notre-Dame-du-Mont-Carmel; the lots Nos. 1023 to 1028, both inclusive, and the north west part of the lots Nos. 1017 to 1022 of the same cadastre; the prolongation across block "B", and towards the north west of range Saint-Jean-Baptiste, north west side, to the dividing line of the lands of Borgia and Daniel, an approximative distance of 21 arpents; the prolongation of range Saint-Léon (n. w. and s. e. sides), towards the north east, to the intersection of the boundary line, s. w. side of the parish of Saint Timothée, an approximative distance of 57 arpents, and towards the n. w. to the s. e. boundary line of Saint-Jacques-des-Piles of the same cadastre, and to erect all the above territory into a distinct municipality under the name of Saint-Georges-de-Champlain.

1568—17-2

4330-10.

Québec, 19 avril 1918.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Tite-Nord, comté de Champlain, le territoire suivant formant actuellement partie de la ville de Saint-Tite et borné comme suit: au nord au ruisseau le Bourdais, au sud-ouest à la rivière des Envies, au sud à la ligne de division des lots Nos 245 et 243 du cadastre de la paroisse de Saint-Tite, au nord-est à la limite de la ville de Saint-Tite, et d'annexer le territoire à la municipalité scolaire du village de Saint-Tite, même comté.

1569—17-2

4330-10.

Quebec, 19th April, 1918.

Notice is given by the superintendent that application is made to detach from the school municipality of Saint-Tite-nord, county of Champlain, the following territory presently forming part of the town of Saint-Tite and bounded as follows: on the north by Le Bourdais brook, on the south west by river Des Envies, on the south by the dividing line of the lots Nos. 245 and 243 of the cadastre of the parish of Saint-Tite, on the north east by the limits of the town of Saint-Tite, and to annex the above territory to the school municipality of the village of Saint-Tite, same county.

1570—17-2

450-18.

Québec, 13 avril 1918.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel, en date du 11 avril 1918, d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Lac-Gatineau, tout le territoire suivant, savoir: les lots des rangs

* 450-18.

Quebec, 13th April, 1918.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council, dated the 11th April, 1918, to erect into a distinct school municipality, under the name of Lac-Gatineau, all the following territory, to wit: the lots of ranges VIII, IX,

VIII, IX, X, XI, XII, XIII et XIV du canton Robertson, dans le comté de Labelle. Ce territoire n'appartient à aucune municipalité scolaire organisée.

1579

X, XI, XII, XIII and XIV of the township of Robertson, in the county of Labelle. This territory presently forms no part of any school municipality.

1580

1647-16.

Québec, 24 avril 1918.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté en date du 8 février 1918, de détacher de la municipalité scolaire de Leeds-Sud, dans le comté de Mégantic, le territoire suivant :

1. Les lots Nos 15c, 16b, 17a, 17c et 18a du 3ème rang du canton de Leeds ;

2. Les lots Nos 11a, 11b, 11c, 12a, 15a, 15b, 15c, 16b, 17a, 17b, 17c et 18 du IVème rang du canton de Leeds ;

3. Les lots Nos 11a, 11b, 14b, 14c, 15a, 15b, 15c, 17a, 17b, 18a du Vème rang du dit canton de Leeds, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Antoine-de-Pontbriand, même comté.

1605

1647-16.

Quebec, 24th April, 1918.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council, dated the 8th February, 1918, to detach from the school municipality of South-Leeds, in the county of Megantic, the following territory :

1. The lots Nos. 15c, 16b, 17a, 17c and 18a of the 3rd range of the township of Leeds ;

2. The lots Nos. 11a, 11b, 11c, 12a, 15a, 15b, 15c, 16b, 17a, 17b, 17c and 18 of the 4th range of the township of Leeds ;

3. The lots Nos. 11a, 11b, 14b, 14c, 15a, 15b, 15c, 17a, 17b, 18a of the 5th range of said township of Leeds, and to annex all that territory to the school municipality of Saint-Antoine-de-Pontbriand, same county.

1606

Département du trésor

Treasury Department

Avis d'émission de permis de société charitable.

Notice of issue of license to a charitable association.

Avis est par le présent donné que "The Needle Work Guild of Canada (Montreal Branch)" a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société charitable à l'effet de confectionner et collecter de temps à autre des vêtements, habillements et autres dons, soit en argent ou en marchandises, pour distribution aux habitants des autres institutions charitables, et à ceux qui sont affligés par suite de maladie, accident ou revers de fortune et autres objets similaires se rapportant aux fins précitées, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en Conseil, datée du huitième jour de mars 1918.

Notice is hereby given that "The Needle Work Guild of Canada (Montreal Branch)" has been licensed and registered as a charitable association for the purposes of making and collecting from time to time of garments, clothing and other donations, whether of money or merchandise, for distribution to the inmates of other charitable institutions, and to those afflicted by sickness, accident or reverse of fortune and other similar or incidental to the foregoing, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant Governor in Council, dated of the eighth day of March, 1918.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce dix-huitième jour d'avril 1918.

Given pursuant to the provision of article 6950 of Revised Statutes of Quebec, 1909, this eighteenth day of April, 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec.

For the treasurer of the province of Quebec.

Le surintendant des assurances,

EDW.-E. DUCKWORTH.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec.

Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec.

1543-17-2

1544-17-2

Avis d'émission de permis de société charitable.

Notice of issue of license to a charitable association.

Avis est par le présent donné que la "Ladies Committee of the Princess Patricia's Canadian Light Infantry" a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société charitable à l'effet de pourvoir au soin des officiers et soldats du "Princess Patricia's Canadian Light Infantry" revenus d'outre-mer, aussi pour les autres officiers et soldats de retour du front ; d'établir dans Montréal des quartiers-généraux temporaires pour le régiment, où un rôle d'honneur, des registres, archives et un bulletin de régiment peuvent être tenus, et où les hommes du régiment et leurs familles, aussi bien que les hommes des autres bataillons et leurs parents seront reçus par les membres de la société ; assistés et soignés par tous les moyens possibles le tout au moyen de contributions volontaires, souscriptions, dons ou donation de la part de ses membres ou du public, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en Conseil, datée du vingt-huitième jour de mars 1918.

Notice is hereby given that the "Ladies Committee of the Princess Patricia's Canadian Light Infantry" has been licensed and registered as a charitable association for the purposes of the caring for the officers, and men of the "Princess Patricia's Canadian Light Infantry" who have returned from overseas, also for other returned officers and men ; to establish temporary headquarters for the regiment in Montreal, where a roll of honor, register, records and a regimental bulletin can be kept, and where men of the regiment and their families, as well as men from the battalions and their relatives will be met by members of the association ; and assisted and cared for in every possible way the whole by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts or donations from its members or from the public, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant Governor in Council, dated of the twenty eighth day of March, 1918.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce dix-huitième jour d'avril 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,
EDW.-E. DUCKWORTH.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 1545—17-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "British America Assurance Co." autorisant cette compagnie à transiger dans la province de Québec des affaires d'assurance contre le feu et la grêle, a été, ce jour, modifié lui accordant le droit de transiger l'assurance de l'automobile et de navigation intérieure.

Le nom et l'adresse de l'agent chef pour la province de Québec sont: Thomas-F. Dobbin, Montréal, Qué.

Donné conformément à l'article 6950 S.R.P.Q., 1909, ce vingt-troisième jour d'avril 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,
1597—17-2 EDW.-E. DUCKWORTH.

Avis est par le présent donné que la "British Dominions General Insurance Co. Ltd" une compagnie d'assurance étant dûment enregistrée pour faire des affaires d'assurance contre le feu, les dégâts par arroseurs automatiques et l'assurance de navigation intérieure et océanique, dans la province de Québec a maintenant changé son nom et opère sous celui de "Eagle Star and British Dominions Ins. Company, Limited".

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 S.R.Q., 1909, ce 23ème jour d'avril 1918.

Le surintendant des assurances,
1599—17-2 EDW.-E. DUCKWORTH.

Avis est par le présent donné que la "North American Accident Insurance Company", de Montréal, incorporée par une loi du parlement du Canada ayant acquis l'actif et les biens de la "North American Accident Insurance Company", incorporée par la province d'Ontario et en ayant assumé le passif, est maintenant enregistrée pour transiger, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre les accidents, la maladie, les bris de glaces, les vols, l'assurance de l'automobile, et l'assurance des automobiles contre le feu.

Le nom et l'adresse de l'agent chef dans la province de Québec sont: Charles-F. Dale, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce vingt-troisième jour d'avril 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,
1607—17-2 EDW.-E. DUCKWORTH.

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The Home Insurance Company", autorisant cette compagnie à transiger dans la province de Québec des affaires d'assurance contre le feu, la grêle, les ouragans, dégâts par arroseurs automatiques et l'assurance de l'automobile a été, ce jour, modifié lui accordant le droit de transiger l'assurance contre les explosions.

Le nom et l'adresse de l'agent en chef pour la province de Québec, sont: Fred.-W. Evans, Montréal, Qué.

Donné conformément à l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce quinzième jour d'avril 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,
1535—16-2 EDW.-E. DUCKWORTH.

Given pursuant to the provisions on article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this eighteenth day of April, 1918.

For the treasurer of the province of Quebec.

EDW.-E. DUCKWORTH,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 1546—17-2

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to the "British America Assurance Company" authorizing it to transact throughout the Province of Quebec the business of fire and hail insurance has, this day, been extended to include the business of Inland Transportation and Automobile insurance.

The name and address of the chief agent for Province of Quebec are Thomas-F. Dobbin, Montreal, P.Q.

Given pursuant to article 6950 R.S.Q., 1909, this twenty third day of April, 1918.

For the treasurer of the Province of Quebec.

EDW.-E. DUCKWORTH,
1598—17-2 Superintendent of Insurance.

Notice is hereby given that the British Dominions General Insurance Company, Limited, a duly registered company to transact the business of fire, sprinkler leakage, inland and ocean marine insurance in the Province of Quebec, has now changed its name and is operating under the name of Eagle Star and British Dominions Insurance Co. Ltd.

Given pursuant to article 6950 R.S.Q., 1909, this 23rd day of April, 1918.

For the treasurer of the Province of Quebec.

EDW.-E. DUCKWORTH,
1600—17-2 Superintendent of Insurance.

Notice is hereby given that the "North American Accident Insurance Company", of Montreal, incorporated by an act of the parliament of Canada, having acquired the assets and property of the North American Accident Insurance Company, incorporated by the Province of Ontario, and having assumed its liabilities, is now registered to transact, in the province of Quebec, the business of accident insurance, sickness insurance, plate glass insurance, automobile insurance, burglary insurance and insurance of automobiles against fire.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec are Charles-F. Dale, Montreal, Que.

Given pursuant to article 6950 R. S. Q., 1909, this twenty third day of April, 1918.

For the treasurer of the Province of Quebec.

EDW.-E. DUCKWORTH,
1608—17-2 Superintendent of Insurance.

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to "The Home Insurance Company", authorizing it to transact throughout the Province of Quebec the business of fire, hail, tornado, automobile and sprinkler leakage insurance has, this day, been extended to include the business of explosion insurance.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec are: Fred.-W. Evans, Montreal, Que.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this fifteenth day of April, 1918.

For the treasurer of the Province of Quebec.

EDW.-E. DUCKWORTH,
1536—16-2 Superintendent of Insurance.

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "London & Lancashire Fire Insurance Company, Limited", autorisant cette compagnie à transiger dans la province de Québec des affaires d'assurance contre le feu, a été, ce jour, modifié lui accordant le droit de transiger l'assurance de l'automobile.

Le nom et l'adresse de l'agent chef pour la province de Québec, sont : Colin-E. Sword, Montréal, Qué.

Donné conformément à l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce seizième jour d'avril 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,

1537—16-2 EDW.-E. DUCKWORTH.

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to the "London & Lancashire Fire Insurance Company, Limited", authorizing it to transact throughout the Province of Quebec the business of fire, has, this day, been extended to include the business of automobile insurance.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec are : Colin-E. Sword, Montreal, Que.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this sixteenth day of April, 1918.

For the treasurer of the Province of Quebec.

EDW.-E. DUCKWORTH,

1538—16-2 Superintendent of Insurance.

Ministère de l'agriculture

Department of Agriculture

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Pierre Dumais, cultivateur, d'Amqui, comté de Matane, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de la paroisse de Saint-Benoit-Joseph-Labre-d'Amqui", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité du village de Saint-Benoit-Joseph-Labre, dans le comté de Matane.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, aut rise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 18 avril 1918.

Le ministre de l'agriculture,

1547 JOS.-ED. CARON.

Notice is hereby given that under the act respecting co-operative agricultural associations, 1908, Mr. Pierre Dumais, farmer, of Amqui, county of Matane, and others, have formed a co-operative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole de la paroisse de Saint-Benoit-Joseph-Labre-d'Amqui", with its chief place of business in the municipality of the village of Saint-Benoit-Joseph-Labre, in the county of Matane.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, 18th April, 1918.

JOS.-ED. CARON,

1548 Minister of Agriculture.

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, district de Montréal, No 3115. Dame Eveline Adam, dûment autorisée à ester en justice, a intenté une action en séparation de biens contre son mari, Adrien Saucier, marchand, des cité et district de Montréal.

Les procureurs de la demanderesse,

LACHAPELLE & DENIS.

1557—17-5

Province of Quebec, district of Montreal, No 3115. Dame Eveline Adam, duly authorized to *ester en justice*, has instituted an action for separation as to property against her husband, Adrien Saucier, of the city and district of Montreal.

LACHAPELLE & DENIS,

Attorneys for plaintiff.

1558—17-5

Province de Québec, district de Montréal. No 3857. Cour supérieure. Dame Delia Brunelle, épouse commune en biens de Roméo Valiquette, dûment autorisée à ester en justice pour poursuivre son mari en séparation de biens, en vertu d'un jugement de cette Cour, en date du 23 février 1918, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs le dit Roméo Valiquette, du même lieu, dit district, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur ce 14ème jour de mars.

Les procureurs de la demanderesse,

DAGENAIS & CARON.

Montréal, le 23 avril 1918. 1571—17-5

Province of Quebec, district of Montreal. No. 3857. Superior Court. Dame Delia Brunelle, wife common as to property of Roméo Valiquette, duly authorized to *ester en justice* to take an action in separation as to property against her husband, in virtue of a judgment of this Court, of the 23rd of February, 1918, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs the said Roméo Valiquette, of the same place, said district, defendant.

An action for separation as to property has been instituted this 14th day of March, 1918.

DAGENAIS & CARON,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 23rd April, 1918. 1572—17-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2150. Dame Alexandrine Belisle, de la cité et du district de Montréal, épouse dûment autorisée à ester en justice d'Elzéar Gascon, boulanger, du même lieu, demanderesse ; vs ledit Elzéar Gascon.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 28 mars 1918.

Les avocats de la demanderesse,

DEGUIRE & NANTEL.

Montréal, 18 avril 1918. 1575—17-5

Province de Québec, district de Montréal No 4015. Cour supérieure. Dame Emerence Charette, du village de Sainte-Rose, district de Montréal, épouse commune en biens de Anthime Gravel, constable, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué contre son dit époux une action en séparation de biens.

Les procureurs de la demanderesse,

DELORIMEIR, GODIN,

MORIER & CADOTTE.

Montréal, 18 avril 1918. 1589—17-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 0000. Dame Sarah Glick, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Solomon Winnikoff, du même lieu, marchand, et dûment autorisée, par jugement de la Cour supérieure, aux fins des présentes, demanderesse ; vs Solomon Winnikoff, de la cité et du district de Montréal, marchand.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur par la demanderesse.

Les procureurs de la demanderesse,

JACOBS, COUTURE & FITCH.

Montréal, 12 avril 1918. 1451—16-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4913. Dame Ageliki Kalepanagou, des cité et district de Montréal, épouse de Antonios Alexopoulos, commis, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Antonios Alexopoulos, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 13ième jour d'avril 1918.

Les procureurs de la demanderesse,

BERARD, RHEAUME & LAVERY.

1469—16-5

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure.

Shakina Saad, de la cité et du district de Montréal, épouse de Nicholas Maker, du même lieu, employé de cinématographe, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs le dit Nicholas Maker, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, ce dixième jour d'avril 1918.

Le procureur de la demanderesse,

R-STANLEY WEIR

Montréal, le 10 avril 1918. 1445—15-5

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, cour supérieure, No 57. Dame Marie-Louise Lapierre, épouse commune en biens de Joseph-Avila Viger, médecin, de la cité et du district de Saint-Hyacinthe, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

Les avocats de la demanderesse,

FONTAINE & CHAGNON.

Saint-Hyacinthe, 27 mars 1918. 1399—15-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2150. Dame Alexandrine Belisle, of the city and district of Montreal, wife duly authorized to *ester en justice* of Elzéar Gascon, baker, of the same place, plaintiff ; vs the said Elzéar Gascon.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on 28th March, 1918.

DEGUIRE & NANTEL,

Solicitors for plaintiff.

Montreal, 18th April, 1918. 1576—17-5

Province of Quebec, district of Montreal. No. 4015. Superior Court. Dame Emerence Charette, of the village of Sainte-Rose, district of Montreal, wife common as to property of Anthime Gravel, policeman, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

DELORIMIER, GODIN,

MORIER & CADOTTE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 18th April, 1918. 1590—17-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 0000. Dame Sarah Glick, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Solomon Winnikoff, of the same place, merchant, and duly authorized by order of the Superior Court for the purposes of these presents, plaintiff ; vs Solomon Winnikoff, of the city and district of Montreal, merchant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, against the defendant by plaintiff.

JACOBS, COUTURE & FITCH,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 12th April, 1918. 1452—16-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4913. Dame Ageliki Kalepanagou, of the city and district of Montreal, wife of Antonios Alexopoulos, clerk, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Antonios Alexopoulos, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, in this cause, the 13th April, 1918.

BERARD, RHEAUME & LAVERY,

Attorneys for plaintiff.

1470—16-5

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court.

Shakina Saad, of the city and district of Montreal, wife of Nicholas Maker, of the same place, employed in moving pictures theatre and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Nicholas Maker, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause this tenth day of April, 1918.

R-STANLEY WEIR,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 10th April, 1918. 1446—15-5

Province of Quebec, district of Saint-Hyacinthe, Superior Court, No. 57. Dame Marie-Louise Lapierre, wife common as to property of Joseph-Avila Viger, physician, of the city and district of Saint-Hyacinthe, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

FONTAINE & CHAGNON,

Attorneys for plaintiff.

Saint-Hyacinthe, 27th March, 1918. 1400—15-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 330. Dame Marie-Blanche Roy, épouse commune en biens de Joseph-Philippe Leduc, boucher, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph-Philippe Leduc, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Le procureur de la demanderesse,

J.-H.-O. PAPILLON.

Montréal, 4 avril 1918.

1373—15-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 330. Dame Marie-Blanche Roy, wife common as to property of Joseph-Philippe Leduc, butcher, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph-Philippe Leduc, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause.

J.-H.-O. PAPILLON,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 4th April, 1918.

1374—15-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. Dame Bessie Silverman, des cité et district de Montréal, épouse de Louis Winikoff, du même lieu, marchand, dûment autorisée à ester en justice par jugement de la Cour supérieure, Montréal, rendu le 6 avril 1918, demanderesse; vs ledit Louis Winikoff, défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée contre le défendeur en cette cause.

Les avocats de la demanderesse,

JACOBS, COUTURE & FITCH.

Montréal, 8 avril 1918.

1395—15-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. Dame Bessie Silverman, of the city and district of Montreal, wife of Louis Winikoff, of the same place, merchant, duly authorized for the purposes of these presents by judgment of the Superior Court, Montreal, rendered on 6th April, 1918, plaintiff; vs the said Louis Winikoff, defendant.

An action in separation as to property has, this day, been instituted against the defendant in the present cause.

JACOBS, COUTURE & FITCH,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 8th April, 1918.

1396—15-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3837. Dame Fabiola Desrochers, épouse commune en biens de Wilfrid Desjardins, charretier, de la cité de Montréal, autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Wilfrid Desjardins, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 6 mars 1918.

L'avocat de la demanderesse,

ARTHUR DELISLE.

103 Saint-François-Xavier, Montréal, 18 mars 1918.

1263—13-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3837. Dame Fabiola Desrochers, wife common as to property of Wilfrid Desjardins, carter, of the city of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Wilfrid Desjardins, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 6th of March, 1918.

ARTHUR DELISLE,

Attorney for plaintiff.

103 Saint-Francis-Xavier, Montreal, 18th March, 1918.

1264—13-5

Avis divers

Canada, province de Québec, district de Québec. La compagnie "Aqueduc Edouard Ruel, limitée", donne avis que son bureau et domicile légal est situé à Lauzon, comté de Lévis, district de Québec, où est le principal siège de ses affaires.

Le secrétaire,

ELMIRE RUEL,

Lauzon, 12 avril 1918.

1563

Canada, Province of Quebec, district of Quebec. The company "Aqueduc Edouard Ruel, limitée", hereby gives notice that its office and legal domicile is situated at Lauzon, county of Lévis, district of Quebec, where the principal place of business of said company is situated.

ELMIRE RUEL,

Secretary.

Lauzon, 12th April, 1918.

1564

Miscellaneous Notices

Décret canonique

PAUL BRUCHESI

Par la Grâce de Dieu et du Siège Apostolique, archevêque de Montréal.

A tous ceux qui les présentes verront, savoir faisons que, vu :

1. La requête en date du dix-septième jour de juin l'an mil neuf cent dix-sept, à nous présentée au nom de la part de la majorité des habitants francs-tenanciers d'une partie de la paroisse de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, demandant l'érection du dit territoire en paroisse séparée et distincte de celle de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, pour les raisons y énoncées :

Canonical decree

PAUL BRUCHESI

By the Grace of God and the Apostolic See, Archbishop of Montreal.

To all to whom these presents shall come, We make known that, considering:

1. The petition dated the seventeenth day of the month of June, one thousand nine hundred and seventeen, presented to Us in the name and on behalf of the majority of the freehold inhabitants of a part of the parish of "Notre-Dame-des-Sept-Douleurs", praying for the erection of the said territory into a separate and distinct parish from that of "Notre-Dame-des-Sept-Douleurs", for the facts set forth therein ;

2. Notre commission, en date du douzième jour du mois d'octobre chargeant M. l'abbé J.-A. Mousseau, de se transporter sur les lieux, après avis préalable, de vérifier les allégations de la requête, et d'en dresser un procès-verbal de *commodo et incommodo* ;

3. Les certificats signés par M. l'abbé J.-A. Richard, curé de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, d'un avis lu publiquement et affiché dimanche le 14 octobre et dimanche le 21 octobre à l'issue du service divin du matin, à la porte de l'église de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, le dit avis convoquant les intéressés, pour ou contre la dite requête, à une assemblée tenue à l'école Sainte-Marie, le vingt-sixième jour d'octobre 1917, à 7 hrs et demie du soir, selon le dit avis ;

4. Le procès-verbal de *commodo et incommodo* du dit député, en date du même jour, constatant et vérifiant les faits énoncés dans la dite requête ;

En conséquence, le saint Nom de Dieu invoqué, et du consentement de nos vénérables Frères les chanoines titulaires de notre église métropolitaine, Nous avons érigé, et par les présentes nous érigeons en titre de cure et de paroisse, sous l'invocation de Notre-Dame-de-la-Paix, dont la fête se célébrera le quinzième jour du mois d'août, le territoire ci-après désigné :

Au sud, par le centre de la rue Régina à partir des limites ouest de la municipalité de Verdun, puis en ligne droite par le centre de la rue Régina jusqu'au centre de la rue Wellington ; de là se dirigeant vers le nord par le centre de la rue Wellington jusque vers le centre de la rue Pacific jusqu'au fleuve Saint-Laurent ;

A l'est, par le dit fleuve Saint-Laurent ;

Au nord, par le "Tail Race" ;

A l'ouest, par les limites de la municipalité de Verdun, le tout conforme au plan officiel conservé dans les archives de l'archevêché.

Pour être les dites cure et paroisse de Notre-Dame-de-la-Paix entièrement sous notre juridiction spirituelle, à la charge par les curés ou les desservants, qui y seront établis par nous ou par nos successeurs, de se conformer en tout aux règles de discipline ecclésiastique établies dans ce diocèse, spécialement d'administrer les sacrements, la parole de Dieu et les autres secours de la religion aux fidèles de la dite paroisse, enjoignant à ceux-ci de payer les dîmes et oblations telles qu'usitées et autorisées dans ce diocèse, et de leur porter respect et obéissance dans toutes les choses qui appartiennent à la religion, et qui intéressent leur salut éternel.

Donné à Montréal, en notre palais archiepiscopal, le deuxième jour de novembre mil neuf cent dix-sept, sous notre seign, le seau de nos armes et le contre-seing de notre chancelier.

† PAUL, arch. de Montréal.

Par ordre de Monseigneur,

EMILE LAMBERT,

Prêtre-chancelier.

Archevêché de Montréal, le 19 mars 1918.

Je, soussigné, chanoine de la cathédrale de Montréal, certifie que la paroisse de Notre-Dame-de-la-Paix, érigée canoniquement le deuxième jour de novembre mil neuf cent dix-sept, fait partie du territoire de l'ancienne paroisse de Notre-Dame-de-Montréal.

J.-A. MOUSSEAU,
Chanoine.

1565

2. Our commission dated the twelfth day of October, commanding the Rev. J.-A. Mousseau, to visit the places, after due notice, to verify the facts alleged in the said petition, and to make a procès-verbal de *commodo et incommodo* ;

3. The certificates signed by the Reverend J.-A. Richard, curé of "Notre-Dame-des-Sept-Douleurs", of a notice read publicly, on Sunday the 14th October and on Sunday the 21st October, 1917, at the end of the morning divine service at the church door of "Notre-Dame-des-Sept-Douleurs", the said notice convening the interested parties, for or against the said petition, to a meeting held at Saint Mary's school house, on the twenty sixth day of October, 1917, at half past seven o'clock in the afternoon, as per said notice ;

4. The procès-verbal de *commodo et incommodo* of the said deputy, dated the same day establishing and confirming the facts set forth in the said petition ;

Therefore, the holy Name of God being invoked, and with the consent of Our Venerable Brethren the titular canons of Our Metropolitan church, We have erected, and by these presents do erect as cure and parish, under the invocation of "Notre-Dame-de-la-Paix", whose feast is celebrated on the fifteenth day of August, the territory bounded as follows, to wit :

On the south, by the middle of Regina street commencing at the west limits of the municipality of Verdun, thence in a straight line by the middle of Regina street to the middle of Wellington street ; thence northerly by the middle of Wellington street to the middle of Pacific street to the river Saint Lawrence ;

On the east, by said river Saint Lawrence ;

On the north, by the "Tail Race" ;

On the west, by the limits of the municipality of Verdun, the whole in conformity with the official plan filed in the archiepiscopal Archives.

The said cure and parish of "Notre-Dame-de-la-Paix" to be wholly under Our spiritual jurisdiction, the pastors who shall be appointed thereto by Ourselves or Our successors, shall in all things conform to the rules of ecclesiastical discipline established in this diocese, especially to administer the sacraments, preach the word of God, and give the other comforts of religion to the faithful of the said parish the latter being enjoined to pay them such dues and offerings as are usual and authorized in this diocese, and to respect and obey them in all matters pertaining to religion and relating to their eternal salvation.

Given at Montreal, in Our Archiepiscopal Palace, on the second day of the month of November, one thousand nine hundred and seventeen, under Our hand, the seal of Our arms and the counter signature of Our chancellor.

† PAUL, Arch. of Montreal,

By order of His Grace,

EMILE LAMBERT, priest,

Chancellor.

Archbishopric of Montreal, the 19th March, 1918.

I, the undersigned, a canon of the Cathedral of Montreal, certify that the parish of Notre-Dame-de-la-Paix, canonically erected on the second day of November, one thousand nine hundred and seventeen, forms part of the territory of the old parish of Notre-Dame-de-Montréal.

J.-A. MOUSSEAU,
Canon.

1566

Faillite—avis de

Notice of Bankruptcy

Province de Québec, district des Trois-Rivières. No 94. Cour supérieure. Dans l'affaire de Mandoza Fisette, cultivateur et commerçant, de la paroisse de Saint-Prosper, débiteur insolvable; et Emery Houde, créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, à Trois-Rivières.

Le gardien provisoire,
J.-A. TRUDEL.

Trois-Rivières, 18 avril 1918. 1559

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 81. *Re*: Albert-James Wilson, Westmount, Québec, failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en l'affaire ci-haut et sera sujet à objection jusqu'au 6 mai 1918; après laquelle date, le dividende sera payable au bureau du soussigné.

Le curateur,
A.-H. DEVENISH.

Bureau: 275 rue Saint-Martin.
Montréal, 19 avril 1918. 1561

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2031. *Re*: Dame Fanny Meskofsky *et vir*, demandeurs; vs Dame Annie-Bessie Paltiel, défenderesse; et dite Dame Fanny Meskofsky, requérante.

Avis est par les présentes donné que le soussigné, Paul-L. Turgeon, comptable, de Montréal, a, en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, en date du 19 avril 1918, été nommé liquidateur pour liquider, selon la loi, les affaires de la susdite société existante, en vertu d'un acte passé devant M^{re} Kert, N. P., entre les sus-nommés.

Le liquidateur,
PAUL-L. TURGEON.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55 rue Saint-François-Xavier,
Montréal, 22 avril 1918. 1573

Canada, province de Québec, No 2477. Cour supérieure. Chs-Ed. Roy, contracteur, Sainte-Apolline, Montmagny, failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera sujet à objection jusqu'au 8 mai 1918. Le dividende sera payable à mon bureau le 9 mai.

Le liquidateur,
J.-S. MATTE.

88 rue Saint-Pierre.
Québec, 22 avril 1918. 1591

District de Saint-François. *In re*: O.-F. Ticehurst, Smith's Mills, Ayer's Cliff, Qué., failli.

Avis est par le présent donné que le 15^{ème} jour d'avril 1918, le dit failli a fait une cession judiciaire de tous ses biens au bureau du protonotaire, à Sherbrooke.

Le gardien provisoire,
GEDEON-E. BEGIN.

Bureau de Bélanger & Bégin,
155 rue Wellington.
Sherbrooke, Qué., 20 avril 1918. 1593

Province of Quebec, district of Three Rivers. Superior Court. No 94. In the matter of Mandoza Fisette, farmer and trader, of the parish of Saint Prosper, insolvent debtor; and Emery Houde, creditor petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has, this day, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditor at the office of the prothonotary of the Superior Court, at Three Rivers.

J.-A. TRUDEL,
Provisional guardian.

Three Rivers, 18th April, 1918. 1560

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 81. *Re*: Albert-James Wilson, Westmount, Quebec, insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in the above matter, which will be open to objection until 6th May, 1918, after which date dividend will be payable at the office of the undersigned.

A.-H. DEVENISH,
Curator.

Office: 275 Saint-Martin street.
Montreal, 19th April, 1918. 1562

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2031. *Re*: Dme Fanny Meskofsky *et vir*, plaintiffs; vs Dme Annie-Bessie Paltiel, defendant; and the said Dme Fanny Meskofsky, petitioner.

Notice is hereby given that I, the undersigned, Paul-L. Turgeon, accountant, of Montreal, have been appointed liquidator, by judgment of the Superior Court, dated 19th April, 1918, to liquidate, according to law the business of the above partnership existing by a deed of partnership before Kert, notary, between the above defendant and the above petitioner.

PAUL-L. TURGEON,
Liquidator.

Office of Chartrand & Turgeon,
55 Saint-François-Xavier street,
Montreal, 22nd April, 1918. 1574

Canada, Province of Quebec, No. 2477. Superior Court. Chs-Ed. Roy, contractor, Sainte-Apolline, Montmagny, insolvent.

Notice is hereby given that a first and last dividend sheet has been made and will be subject to objection till the 8th May, 1918. The dividend will be payable at my office, on the 9th May next.

J.-S. MATTE,
Liquidator.

88 Saint Peter street.
Quebec, 22nd April, 1918. 1592

District of Saint Francis. *In re*: O.-F. Ticehurst, Smith's Mills, Ayer's Cliff, Que., insolvent.

Notice is hereby given that on the 15th day of April, 1918, the said insolvent has made a judicial assignment of all his property at the office of the prothonotary, at Sherbrooke.

GEDEON-E. BEGIN,
Provisional guardian.

Office of Bélanger & Bégin,
155 Wellington street.
Sherbrooke, Que., 20th April, 1918. 1594

Canada, province de Québec, district de Saint-François. Cour supérieure. No 13. Dans l'affaire de Nelson-D. Cascadden, demandeur; vs Charles-C. Rand, défendeur et insolvable.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 11 mai 1918, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau, 125 rue Wellington, Sherbrooke.

Le curateur,
JOHN-J. GRIFFITH, L.I.A.
Sherbrooke, 25 avril 1918. 1603

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis. Superior Court. No. 13. In the matter of Nelson-D. Cascadden, plaintiff; vs Charles-C. Rand, defendant and insolvent.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the eleventh day of May, 1918, after which date this dividend will be payable at my office, 125 Wellington street, Sherbrooke.

JOHN-J. GRIFFITH, L.I.A.,
Curator.
Sherbrooke, 25th April, 1918. 1604

In re: "Oka Gold Lead & Mining Co.", en liquidation.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et distribué aux créanciers.

Le liquidateur,
GEORGES DUCLOS.
Bureau: 30 rue Saint-Jacques.
Montréal. 1609

In re: Oka Gold Lead & Mining Co., in liquidation.

Notice is hereby given that the first and final dividend has been prepared in this matter and distributed to creditors.

GEORGES DUCLOS,
Liquidator.
Office: 30 Saint James street.
Montreal. 1610

Re: J.-B. Demers, marchand, de Saint-Pierre-Baptiste, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier dividende a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection d'ici au 11 mai 1918, et sera payable à notre bureau, le ou après le 13 mai 1918.

Les curateurs conjoints,
LEFAIVRE & GAGNON,
Bureau: 147 Côte de la Montagne,
(Edifice Bossé).
Québec, 24 avril 1918. 1611

Re: J.-B. Demers, merchant, of Saint-Pierre-Baptiste, insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in the above matter and will be subject to objection until May 11th, 1918, and will be payable on or after 13th May, 1918.

LEFAIVRE & GAGNON,
Joint curators.
Office: 147 Mountain-Hill,
(Bossé Building).
Quebec, 24th April, 1918. 1612

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure. *In re: Elie Lalumière, "Montreal Electrical Service Co.", insolvable.*

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à contestation jusqu'au 14ème jour de mai 1918.

Le curateur,
ALEXANDRE DESMARTEAU.
No 60 rue Notre-Dame-Est.
Montréal, 24 avril 1918. 1613

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court. *In re: Elie Lalumière "Montreal Electrical Service Co.", insolvent.*

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter which will be open to objection until the 14th day of May, 1918.

ALEXANDRE DEAMARTEAU,
Curator.
No. 60 Notre-Dame street East.
Montreal, 24th April, 1918. 1614

Ordre de la cour

Canada, Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 5873.

Rimouski, le vingtième jour du mois d'avril, A. D., 1918.

Devant le protonotaire en l'absence du juge.

Alphonse Pineau, industriel, de Saint-Anaclet, district de Rimouski, demandeur; vs J.-Philippe Gendron, industriel, de Saint-Octave, dit district, défendeur; et Bellavance & Cie, de Rimouski, marchands, opposants.

Vu la requête de Bellavance & Cie, les opposants ci-dessus mentionnés et l'allégation d'insolvabilité du défendeur;

Vu l'absence du juge et l'urgence;

Il est ordonné que les créanciers du défendeur soient appelés par un avis à être publié deux fois dans les langues française et anglaise, dans la *Gazette Officielle de Québec*, à produire leurs réclamations contre ledit défendeur dans les quinze

Order of the Court

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 5873.

Rimouski, the twentieth day of the month of April, A. D., 1918.

Before the prothonotary in the absence of the judge.

Alphonse Pineau, manufacturer, of Saint-Anaclet, district of Rimouski, plaintiff; vs J.-Philippe Gendron, manufacturer, of Saint-Octave, said district, defendant; and Bellavance & Cie, of Rimouski, merchants, opposants.

Seeing the petition of Bellavance & Cie, the hereabove mentioned opposants and the allegation of insolvency of the defendant;

Seeing the absence of the judge and urgency;

It is ordered that the creditors of the defendant be called by a notice to be published twice in French and English languages in the *Quebec Official Gazette*, to file their claims against the said defendant within fifteen days from the date of the

jours de la date de la première insertion du présent avis dans ladite *Gazette Officielle*.

Le protonotaire,

ARTHUR CHAMBERLAND.

Tessier & Côté,

Procureurs des opposants.

1553—17-2

first insertion of the notice in the said *Official Gazette*.

ARTHUR CHAMBERLAND,

Prothonotary.

Tessier & Côté,

Attorneys for opposants.

1554—17-2

Vente à l'encan

Dans l'affaire de La Cie d'immeubles de St-Roch, Itée, Québec, en liquidation.

Avis est donné par les présentes que MERCREDI, le 22 MAI 1918, à 11 hrs a. m., seront vendus par encan public, à nos bureaux, les immeubles de la dite compagnie en liquidation, comme suit:

1. Les lots maintenant connus et désignés sous les numéros quatorze cent quatre-vingt-douze et quatorze cent quatre-vingt-treize (1492-1493), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, consistant en un terrain borné en front, vers le nord, à la rue Saint-Joseph, en arrière, vers le sud, par la ruelle Octave—avec les bâtisses pouvant s'y trouver, circonstances et dépendances;

2. Le lot maintenant connu et désigné sous le numéro quatorze cent quatre-vingt-quatorze-un, (1494-1), des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un terrain s'étendant de la rue Saint-Joseph jusqu'à la ruelle Octave—avec les bâtisses pouvant s'y trouver, circonstances et dépendances;

3. Le lot maintenant connu et désigné sous le numéro quinze cent trente-deux (1532), des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un terrain situé au côté sud de la ruelle Octave—avec les bâtisses pouvant s'y trouver, circonstances et dépendances;

4. Le lot maintenant connu et désigné sous le numéro quinze cent trente-trois (1533), des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un terrain situé au côté sud de la ruelle Octave—avec les bâtisses pouvant s'y trouver, circonstances et dépendances;

5. Un terrain situé au côté sud de la ruelle Octave—avec les bâtisses pouvant s'y trouver, circonstances et dépendances, étant la partie nord-est du lot connu et désigné sous le numéro quinze cent trente-six (1536), des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, ce terrain contenant vingt-huit pieds plus ou moins de front sur la profondeur du dit lot, tel que plus amplement décrit dans un acte de vente par Wilbrod James Miller à F.-X. Drolet, le 3 novembre 1893, E.-J. Angers, N.P., et sujet aux restrictions qui y sont mentionnés, quant au droit de mitoyenneté;

6. Les droits de la dite compagnie en liquidation de construire au-dessus de la ruelle Octave, pour communiquer entre ses propriétés construites et sises sur les deux côtés de la dite ruelle. Ces droits s'appliquent aux lots numéros quatorze cent quatre-vingt-douze, quatorze cent quatre-vingt-treize, quatorze cent quatre-vingt-quatorze, quinze cent trente-deux et quinze cent trente-six (1492-1493-1494-1532 et 1536) du cadastre du quartier Jacques-Cartier, cité de Québec, et sont basés sur un amendement à la loi constituant en corporation la dite cité de Québec, 7 George V, chap. 59, section 10, 1916.

Tous les immeubles et droits immobiliers ci-

Auction Sale

In the matter of La Cie d'Immeubles de St-Roch, limitée, Quebec, in liquidation.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, MAY 22nd, 1918, at 11.00 o'clock A.M., will be sold by public auction, at our offices, the immoveable properties of the said company in liquidation, as follows:

1. The lots now known and designated as being numbers fourteen hundred and ninety two and fourteen hundred and ninety-three (1492-1493), of the official plan and book of reference for the cadastre of Jacques-Cartier ward, city of Quebec, consisting in a lot of land bounded in front, towards the north, by Saint Joseph street, in the rear, towards the south, by Octave lane—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. The lot now known and designated as being the number fourteen hundred and ninety four-one (1494-1), of the official plan and book of reference for the cadastre of Jacques-Cartier ward, city of Quebec, consisting in a lot of land extending from Saint Joseph street to Octave lane—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

3. The lot now known and designated as being the number fifteen hundred and thirty two (1532), of the official plan and book of reference for the cadastre of Jacques-Cartier ward, city of Quebec, consisting in a lot of land situated on the south side of Octave lane—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

4. The lot now known and designated as being number fifteen hundred and thirty three (1533), of the official plan and book of reference for the cadastre of Jacques-Cartier ward, city of Quebec, consisting in a lot of land situated on the south side of Octave lane—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

5. A lot of land situated on the south side of Octave lane—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, being the north-east part of the lot known and designated as being number fifteen hundred and thirty six (1536), of the official plan and book of reference for the cadastre of Jacques-Cartier ward, containing twenty eight feet more or less in front for the depth of said lot, and more fully described in a deed of sale by Wilbrod-James Miller to F.-X. Drolet, November 3rd, 1893, E.-J. Angers, N.P., subject to restrictions mentioned in said deed of sale, as regards the "mitoyenneté";

6. The rights of the said company in liquidation to build over Octave lane, so as to communicate between its properties erected and situated on both sides of said lane. These rights apply to lots fourteen hundred and ninety-two, fourteen hundred and ninety three, fourteen hundred and ninety four, fifteen hundred and thirty-two and fifteen hundred and thirty six, (1492-1493-1494-1532 and 1536) of the cadastre for Jacques-Cartier ward, city of Quebec, and are governed by an amendment to the law constituting the said city of Quebec into a corporation, 7 George V, chap. 59, section 10, 1916.

All the immoveable properties and rights will

dessus seront vendus en un seul lot, en bloc, au plus haut et dernier enchérisseur.

Conditions de paiement : Un dépôt de dix pour cent sera exigé sur adjudication, et la balance payable lors de la signature de l'acte de vente.

Les certificats d'enregistrement et les titres sont entre les mains des liquidateurs, pour examen par les intéressés.

Les liquidateurs,
LARUE, TRUDEL & PICHER,
Bureaux : Edifice "Dominion",
126 rue Saint-Pierre, Québec. 1539—17-4

be sold in one lot, *en bloc*, to the highest and last bidder.

Conditions of payment : Ten per cent will be required upon adjudication, and the balance payable upon signature of the deed of sale.

The registrar's certificates and titles are in the hands of the liquidators for examination by interested parties.

LARUE, TRUDEL & PICHER,
Liquidators.
Offices : "Dominion" Building,
126 Saint Peter street, Québec. 1540—17-4

Ventes par licitation

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Sherbrooke, dans le district de Saint-François, rendu le cinq avril 1918, dans une cause No. 814 dans laquelle Dame Amanda St-Pierre, épouse contractuellement séparée de biens de Frank Camiré, cultivateur, de la paroisse de Saint-Fortunat-de-Wolfestown, ledit Frank Camiré, mis-en-cause pour autoriser et assister son épouse aux fins des présentes, étaient demandeurs ; et Ovide St-Pierre, de la ville de Somersworth, dans l'Etat de New-Hampshire, l'un des Etats-Unis d'Amérique ; Ephrem St-Pierre, de la cité de Montréal ; Séverine St-Pierre, épouse commune en biens de Joseph Lapierre, cultivateur, de Saint-Sébastien, district de Beauce, ledit Joseph Lapierre, mis-en-cause, pour autoriser et assister son épouse aux fins des présentes ; Louis St-Pierre, de la cité de Montréal ; Albert St-Pierre, de Stanhope, comté de Compton ; Honoré St-Pierre, de lieux inconnus ; Stéphanie St-Pierre, épouse commune en biens de Albert Bernatchez, de la ville de Somersworth, dans l'état de New-Hampshire, l'un des états-unis d'Amérique ; et ledit Albert Bernatchez, mis-en-cause, pour autoriser et assister son épouse aux fins des présentes ; Noella St-Pierre, épouse commune en biens de Joseph Lemay, de la ville de Dover, dans l'état de New-Hampshire, l'un des états-unis d'Amérique, ledit Joseph Lemay, mis-en-cause, pour autoriser et assister son épouse aux fins des présentes ; Victor Demers, du village de Princeville ; Emile Dubois, de la ville de Waterville, dans l'Etat du Maine, l'un des Etats-Unis d'Amérique ; Gabriella Dubois, épouse commune en biens de Arthur Lafrenière, de Phillipsdale, dans l'état du Rhode-Island, l'un des états unis d'Amérique ; et ledit Arthur Lafrenière, mis-en-cause pour autoriser et assister son épouse aux fins des présentes ; Ernest Dubois, de Dead Water, de l'état du Maine, l'un des états-unis d'Amérique, et Demoiselle Desneiges Dubois, de Phillipsdale, dans l'état de Rhode-Island, l'un des états-unis d'Amérique, Ephrem St-Pierre, de la cité de Montréal, étaient défendeurs, ordonnant la licitation de ce qui suit :

1. D'un certain emplacement étant partie du numéro neuf-F, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Fortunat-de-Wolfestown, lequel emplacement est la partie nord dudit numéro neuf-F dudit cadastre, et contient environ deux cents pieds de profondeur sur cinquante pieds de largeur jusqu'au milieu de la profondeur—avec bâtisses y construites ;

2. De la balance du prix de vente d'une terre que Damase St-Pierre a vendue à Siméon Bédard, par acte de vente passé devant le notaire L.-A. Paradis, le 7 mars 1901, ladite balance étant de neuf cent piastres (\$900.00), payable le 1er

Sales by licitation

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Sherbrooke, in the district of Saint-François, on the fifth day of April, nineteen hundred and eighteen, in a cause in which Dame Amanda St-Pierre, wife separated as to property by a contract of marriage of Frank Camiré, farmer, of the parish of Saint-Fortunat-de-Wolfestown, and the said Frank Camiré, *mis-en-cause*, to authorize and assist his wife to the presents, were plaintiffs ; and Ovide St-Pierre, of the town of Somersworth, in the State of New-Hampshire, one of the United States of America ; Séverine St-Pierre, wife common as to property of Joseph Lapierre, farmer, of Saint-Sébastien, district of Beauce, the said Joseph Lapierre, *mis-en-cause*, to authorize and assist his wife to the presents ; Louis St-Pierre, of the city of Montreal ; Albert St-Pierre, of Stanhope, county of Compton ; Honoré St-Pierre, of unknown places ; Stephanie St-Pierre, wife common as to property of Albert Bernatchez, of the town of Somersworth, in the State of New-Hampshire, one of the United States of America, and the said Albert Bernatchez, *mis-en-cause*, to authorize and assist his wife to the presents ; Noella St-Pierre, wife common as to property of Joseph Lemay, of the town of Dover, in the State of New-Hampshire, one of the United States of America, the said Joseph Lemay, *mis-en-cause*, to authorize and assist his wife to the presents ; Victor Demers, of the village of Princeville ; Emile Dubois, of the town of Waterville, in the State of Maine, one of the United States of America ; Ernest Dubois, of Dead Water, in the State of Maine, one of the United States of America ; Gabriella Dubois, wife common as to property of Arthur Lafrenière, of Phillipsdale, in the State of Rhode-Island, one of the United States of America, and the said Arthur Lafrenière, *mis-en-cause*, to authorize and assist his wife to the presents, and Miss Desneiges Dubois, of Phillipsdale, in the State of Rhode-Island, one of the United States of America, and Ephrem St-Pierre, of the city of Montreal, were defendants, ordering the licitation of the following :

1. Of a certain piece of land being part of lot known and designated under number nine-F, of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Fortunat-de-Wolfestown, the said lot being the north part of the said number nine-F, of said cadastre, said lot having about 200 feet in depth and about 50 feet in width—with buildings erected ;

2. Of the balance of the price of sale of land sold by Damase St-Pierre to Siméon Bédard, by deed passed before notary L.-A. Paradis, on the 7th March, 1901, the said balance being of nine hundred dollars (\$900.00), payable 1st

mars, chaque année, par versements égaux et annuels de cent piastres chacun jusqu'à parfait paiement, avec intérêt de six pour cent, ladite balance garantie par hypothèque aux termes du dit acte de vente du 7 mars 1901; le premier versement dû le 1er mars 1919;

3. D'une rente foncière annuelle de six piastres payable le 1er novembre chaque année, au capital de cent piastres, rachetable en tout temps, due par Gédéon Bédard, de la paroisse de Saint-Fortunat-de-Wolfestown, et créé par un acte de vente passé le 3 avril 1897, devant le notaire Schambier, entre Damase St Pierre et ledit Gédéon Bédard, ladite rente étant licitée selon les termes dudit acte de vente et avec toutes les garanties mentionnées audit acte;

L'emplacement, la balance du prix de vente et ladite rente ci-dessus désignés seront mis à l'enchère, séparément, et adjugés séparément, au plus offrant et dernier enchériseur, le JEUDI, VINGT-TROIS MAI prochain, (1918), cour tenante, à une séance de la cour supérieure du district de Saint-François, à Sherbrooke, à DIX heures du matin, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Daté ce 16 avril 1918.

Les procureurs des demandeurs.

1483—16-2 PERRAULT & PERRAULT.

Province de Québec, district de Terrebonne. Cour supérieure.

Dame Célanire Sauvage *et vir*, demandeurs; vs Gustave Boulanger, défendeur.

Avis public est par les présentes donné, que par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, le 10 avril 1918, dans une cause dans laquelle Dame Célanire Sauvage, épouse contractuellement séparée quant aux biens de Auguste Dionne, marchand-épicer, de la cité de Westmount, dans le district de Montréal, et le dit Auguste Dionne pour autoriser son épouse à *ester en justice*, sont demandeurs; et Gustave Boulanger, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, est défendeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

1. Un certain lopin de terre sis et situé dans la paroisse de Saint-Sauveur-des-Monts, dans le district de Terrebonne, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Sauveur-des-Monts, comme lot No 265, de la contenance de 29 arpents en superficie, le tout plus ou moins.

2. Un terrain sis et situé dans la dite paroisse de Saint-Sauveur-des-Monts, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels faits pour la dite paroisse de Saint-Sauveur, comme lots 264, 266, 267. Le lot 264 comprenant huit arpents, le lot 266, cinquante-six arpents, et le lot 267, trente arpents, formant en tout 94 arpents, et comprenant dans cette étendue de terre, 28 arpents d'eau en superficie.

Les dits immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et der-

March, every year, by equal and annual instalments of one hundred dollars each till complete payments, with interest at six per cent per annum, the said balance guaranteed by mortgage under the terms of the said deed of the 7th March, 1901; the instalment of one hundred dollars due on 1st March, 1919;

3. Of one ground annual rent of six dollars, payable 1st November, every year, of one hundred dollars capital and redeemable at any time, due by Gédéon Bédard, of the parish of Saint-Fortunat-de-Wolfestown, and imposed by a deed passed before notary Schambier, between Damase St. Pierre and the said Gédéon Bédard, the said rent to be sold according to the terms of the said deed and with all warranties;

The said piece of land and the said balance of price of sale and the said rent will be put up separately to auction and adjudged to the last and highest bidder on THURSDAY, the TWENTY THIRD of MAY next (1918), sitting the court, in the the court room of the Court House, in Sherbrooke, district of Saint-François, in the forenoon, at TEN of the clock, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Dated this 16th April, 1918.

PERRAULT & PERRAULT,

1484—16-2

Attorneys for plaintiffs.

Province of Quebec, district of Terrebonne. Superior Court.

Dame Célanire Sauvage *et vir*, plaintiffs; vs Gustave Boulanger, defendant.

Public notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Saint Jérôme, in the district of Terrebonne, the 10th day of April, 1918, in a cause in which Dame Célanire Sauvage, wife contractually separated as to property of Auguste Dionne, grocer, of the city of Westmount, in the district of Montreal, and the said Auguste Dionne for the purpose of authorizing his said wife to *ester en justice*, are plaintiffs; and Gustave Boulanger, of the city of Montreal, in the district of Montreal, is defendant, ordering the licitation of the following immoveables, designated as follows, to wit:

1. A lot of land lying and situate in the parish of Saint Sauveur-des-Monts, in the district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Sauveur-des-Monts, as lot No. 265, containing 29 acres in superficies, the whole more or less.

2. A lot of land lying and situate in the said parish of Saint Sauveur-des-Monts, known and designated upon the official plan and book of reference of the said parish as lots 264, 266, 267. The lot 264 containing 8 acres, the lot 266, 56 acres, and the lot 267, 30 acres, forming altogether 94 acres and containing in that area of land, 28 acres of water in superficies.

The above described immoveables will be put up at auction and adjudged to the last and highest

nier enchérisseur, MERCREDI, le DOUZIEME jour de JUIN prochain, à ONZE ET DEMIE heures du matin, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la ville de Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

Les procureurs des demandeurs,

TAILLON, BONIN, MORIN
& LARAMEE.

Saint-Jérôme, 20 avril 1918. 1485—16-2

bidder, on WEDNESDAY the TWELFTH day of JUNE next, at 11½ o'clock, sitting the Court, in the Court room of the Court House, in the town of Saint Jérôme, in the district of Terrebonne aforesaid, subject to charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within 6 days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

TAILLON, BONIN, MORIN,

& LARAMEE,

Attorneys for plaintiff.

Saint Jérôme, 20th April 1918. 1486—16-2

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 14 janvier 1918, dans une cause portant le No 3584, dans laquelle Sarsfield-L.-E. Cuddy, financier, des cité et district de Montréal, est demandeur; et Alphonse-N. Brodeur, marchand, des cité et district de Montréal, est défendeur, ordonnant la licitation d'un immeuble désigné comme suit:

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Jacques, de ladite cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro sept cent quatre-vingt-huit (788), aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Jacques; borné en front par la rue Sainte-Catherine, en arrière par un passage existant entre le terrain ci-dessus désigné et vendu et le lot sept cent quatre-vingt-six, au nord-est par le lot sept cent quatre-vingt-sept, et au sud-ouest par la rue Jacques-Cartier, maintenant la rue Saint-Timothée—avec bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances; ledit lot de terre contenant, d'après plan et mesurage faits le 27 mars 1919, par Raoul Rinfret, arpenteur géomètre, à Montréal, quarante-neuf pieds cinq pouces et deux tiers de largeur sur le niveau de la rue Sainte-Catherine, quarante-huit pieds trois pouces et deux tiers de largeur en arrière sur une profondeur de cent dix-huit pieds et quatre cinquièmes de pouce dans la ligne de division sud-ouest sur ladite rue Saint-Timothée, et de cent dix-sept pieds et huit pouces dans la ligne de division nord-est, donnant une superficie de cinq mille sept cent soixante-cinq pieds et trente-quatre centièmes, le tout mesure anglaise et plus ou moins;

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le SAMEDI, VINGT-CINQ MAI 1918, à DIX heures et DEMIE de la matinée, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, à Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et l'adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting in and for the district of Montreal, rendered on the 14th January, 1918, in a cause bearing the No. 3584, in which Sarsfield-L.-E. Cuddy, financial agent, of the city and district of Montreal, is plaintiff; and Alphonse-N. Brodeur, merchant, of the city and district of Montreal, is defendant, ordering licitation of a certain immoveable property described as follows:

A lot of land situate in the Saint-James ward, of the city of Montreal, known and designated under the number seven hundred and eighty-eight (788), on the official plan and book of reference of the said Saint James ward; bounded in front by Saint Catherine street, in rear by lot number seven hundred and eighty-six (786), to the north east by lot number seven hundred and eighty-seven (787), to the south-west by Jacques-Cartier street, (now Saint-Timothée street)—with the buildings thereon erected; the said lot of land, containing, according to the plan made by Raoul Rinfret, provincial land surveyor, dated the 27th March, 1909, forty-nine feet five and two-thirds inches (49' 5 2/3") in width on the level of said Saint-Catherine street, forty-eight feet three and two thirds inches (48' 3 2/3") in width in rear by a depth of one hundred and eighteen feet and four fifths of an inch (118' 4/5") in the south west division line on said Saint-Timothée street, and one hundred and seventeen feet and eight inches (117' 8") in the north east division line, giving a superficial area of five thousand seven hundred and sixty-five feet and thirty four one hundredths of a foot (5765 34/100'), the whole English measure and more or less;

The immoveable above designated will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder on SATURDAY, MAY the 25th 1918, at HALF past TEN o'clock, sitting the Court, in the Court House, in the city of Montreal subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of said court, that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary in said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within

lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forecloses du droit de le faire. the delays hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

L'avocat du demandeur,

P.-B. MIGNAULT.

Montréal, 15 avril 1918.

1503—16-2

P.-B. MIGNAULT,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 15th April, 1918.

1504—16-2

VENTES PAR LES SHÉRIFS

BEAUCE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Beauce.

Beauce, à savoir :) **G**ÉORGES BLOUIN, demandeur ; contre
No 30.)
DAME A.-M. BLOUIN, ES-QUAL., défendeurs.

Un certain terrain situé à l'Enfant-Jésus, à détacher du lot numéro sept cent soixante-sept (767), du cadastre officiel de Saint-Joseph-de-Beauce, contenant soixante-dix pieds de front sur cinquante de profondeur, le tout plus ou moins ; borné en front à une rue conduisant à la manufacture de balais, d'un côté à M. Richard Nadeau, et de l'autre côté à Alfred Poulin, et au sud-ouest au terrain en second lieu désigné—avec les bâtisses dessus construites et dépendances, à charge d'une rente annuelle foncière de \$5.00 payable le 1er mai de chaque année à Ernest Labbé ;

Un autre terrain à l'Enfant-Jésus, contenant soixante-dix pieds de front sur cinquante pieds de profondeur, mesure française ; borné en front à une route conduisant à l'ancienne manufacture de balais, en arrière à un petit ruisseau séparant ce terrain de celui de M.M. Avard & Nadeau, tenant d'un côté au terrain de Alfred Bourque, et de l'autre côté à celui en premier lieu désigné—avec maison dessus construite et dépendances, à charge d'une rente foncière annuelle de dix piastres payable le 1er novembre de chaque année à la succession de Alexandre-Alfred Avard.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église de la paroisse de l'Enfant-Jésus, le VINGT-HUITIÈME JOUR DE MAI prochain (1918), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

GUSTAVE GARANT.

Saint-Joseph, Beauce, 22 avril 1918.

1577—17-2

[Première publication, 27 avril 1918.]

MONTCALM

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) **J.** ALDERIC ROBIL-
No 2005.) **J.** LARD, avocat et
conseil du Roi, de la cité de Lachine, district de
Montréal, demandeur ; contre ARTHUR NAN-
TEL, de Labelle, district de Montcalm, défen-
deur.

Comme appartenant au défendeur :

1. Un emplacement faisant partie du lot de terre numéro vingt-trois, du rang est de la rivière Rouge, du canton Clyde ; borné au nord par le

SHERIFFS' SALES

BEAUCE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit :) **G**ÉORGES BLOUIN, plaintiff ; against
No. 30.)
DAME A.-M. BLOUIN, ES-QUAL., defendants.

That certain parcel of land situated at l'Enfant-Jésus, to be detached from the lot seven hundred and sixty seven (767), of the official cadastre of Saint-Joseph-de-Beauce, containing seventy feet in front by fifty feet in depth, the whole more or less ; bounded in front by a street leading to the broom factory, on one side by Mr. Richard Nadeau, and on the other side by Alfred Poulin, and on the south west by the parcel of land secondly hereunder described—with the buildings thereon erected and dependencies, subject to an annual ground rent of \$5.00 payable the 1st May of every year to Ernest Labbé ;

That other parcel of land situated at l'Enfant-Jésus, containing seventy feet in front by fifty feet in depth, French measure ; bounded in front by a street leading to the old broom factory, in rear by a small brook between this parcel of land and that of Avard & Nadeau, on one side by the land of Alfred Bourque, and on the other side by the parcel of land firstly above described—with the house thereon erected and dependencies, subject to an annual ground rent of ten dollars payable the 1st November of every year to the estate Alexandre-Alfred Avard.

To be sold *en bloc* at the church door of the parish of l'Enfant-Jésus, on the TWENTY EIGHTH day of MAY next (1918), at TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,

Sheriff.

Sheriff's office.

Saint-Joseph, Beauce, 22nd April, 1918.

1578—17-2

[First publication, 27th April, 1918.]

MONTCALM

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) **J.** ALDERIC ROBIL-
No. 2005.) **J.** LARD, barrister and
king's counsel, of the city of Lachine, district of
Montreal, plaintiff ; against ARTHUR NANTEL,
of Labelle, district of Montcalm, defendant.

As belonging to the defendant :

1. That certain emplacement forming part of the lot of land number twenty three, of the range east of Red River of the township of Clyde,

numéro vingt-quatre et mesurant, de la rivière en allant vers l'est, soixante pieds, à l'ouest par la rivière Rouge, au sud par le terrain de Honore Giroux ou représentants, en ligne parallèle avec la ligne de division du lot numéro vingt-trois et du lot numéro vingt-quatre, à trois cent cinquante pieds dudit lot numéro vingt-quatre, à l'est par le chemin du Roi, actuellement fait et utilisé—avec une fromagerie et autres bâtisses sus-érigées;

2. Un emplacement faisant partie du lot numéro vingt-trois (23), du rang est de la rivière Rouge, dudit canton Clyde, contenant cent pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur; borné en front, à l'ouest, par le chemin public, et des trois autres côtés par le terrain de Joseph Giroux—avec maison et autres bâtisses sus-érigées.

Lesdits immeubles à être vendus comme une seule et même exploitation.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de La-Conception, le TROISIEME jour du mois de MAI prochain (1918), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

RODOLPHE ROBERT.

Bureau du shérif.

Mont-Laurier, 25 mars 1918. 1217—13-2

[Première publication, 30 mars 1918].

N. B.—Dans la 2e ligne du paragraphe 2, le lot No 24 est remplacé par le lot No 23.

bounded on the north by the number twenty four and measuring, from the river eastwardly, sixty feet, on the west by the Red River, on the south by the land of Honore Giroux or representatives, in a parallel line with the division line of the lot number twenty three and the lot number twenty four, and three hundred and fifty feet distant from said lot number twenty four, on the east by the King's highway, presently built and utilized—with a cheese factory and other buildings thereon erected;

2. That other emplacement forming part of the lot number twenty three (23), of the east range of the Red River, of said township of Clyde, containing one hundred feet in front by ninety feet in depth; bounded in front, to the west, by the public road, and on the other three sides by the land of Joseph Giroux—with a house and other buildings thereon erected.

Said immoveables to be sold as one single plot of land.

To be sold at the parochial church door of La-Conception, on the THIRD day of the month of May next (1918), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

RODOLPHE ROBERT,

Sheriff.

Sheriff's office.

Mont-Laurier, 25th March, 1918. 1218—13-2

[First publication, 30th March, 1918].

N. B.—In the 2nd line of paragraphe 2, the lot No. 24 is replaced by lot No. 23.

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } LA BANQUE NA-
No 168. } TIONALE, corps
politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires à Québec et une succursale à Sainte-Marie-de-Beauce, demanderesse; contre NAPOLEON BOLDUC, cultivateur, de Sainte-Lucie-de-Beauregard, comté de Montmagny, défendeur, à savoir:

Le lot numéro trente et un connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le huitième rang du canton Talon, paroisse de Sainte-Lucie-de-Beauregard—avec les bâtisses desus construites, circonstances et dépendances.

A distraire cependant:

1. Trois cents (300) cordes de bois de pulpe à prendre sur le dit lot trente et un, suivant titres de Bolduc et Genest ou représentants.

2. La coupe de onze cents (1100) cordes de bois de pulpe à prendre aussi sur le dit numéro trente et un et vendus à Geo. Carrier ou représentants, pour une période de 5 ans, à dater du 27 janvier 1916.

3. La coupe de cinq cents (500) cordes de bois sur le lot 31, huitième rang Talon, vendu à Geo. Carrier, ou représentants, suivant titres.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Lucie-de-Beauregard, le SEPTIEME jour de MAI prochain (1918), à DIX heures du matin.

Le député-shérif,

LEOPOLD ROY.

Bureau du shérif.

Montmagny, 5 avril 1918. 1339—14-2

[Première publication, 6 avril 1918.]

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } LA BANQUE NATIO-
No 168. } NALE, a body political and corporate, having its head office at Quebec and a branch office at Sainte-Marie-de-Beauce, plaintiff; against NAPOLEON BOLDUC, farmer, in the parish of Sainte-Lucie-de-Beauregard, county of Montmagny, defendant, to wit:

The lot number thirty one, known and designated on the official plan and book of reference for the eighth range, township of Talon, parish of Sainte-Lucie-de-Beauregard—with the building thereon erected, circumstances and dependencies.

To be deducted however:

1. Three hundred (No. 300) cords of pulp wood to be taken on the aforesaid lot, according to Genest and Bolduc's titles or representatives.

2. The wood cutting of eleven hundred (1100) cords of pulp wood to be taken on the same lot thirty one, and sold to Geo. Carrier or representatives, for a period of five years, from the 27th January, 1916.

3. The wood cutting of five hundred cords of wood (500) on the lot number thirty one, eighth range Talon, sold to Geo. Carrier or representatives, according to titles.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Lucie-de-Beauregard, on the SEVENTH day of MAY next 1918, at TEN o'clock in the forenoon.

LEOPOLD ROY,

Deputy sheriff.

Sheriff's office.

Montmagny, 3rd April, 1918. 1340—14-2

[First publication, 6th April, 1918.]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE ROYAL TRUST**
 No 81. } **COMPANY**, corporation légale dûment constituée, ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires dans la cité et le district de Montréal, et JAMES-WALTER MELDRUM, du même lieu, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires, fidéicommissaires et administrateurs en vertu de l'acte de dernière volonté et testament de feu Dame Robina Spence, en son vivant de la cité de Montréal, épouse de Robert Meldrum, comme aussi en leur qualité d'exécuteurs testamentaires, fidéicommissaires et administrateurs en vertu de l'acte de dernière volonté et testament de feu Robert Meldrum, en son vivant du même lieu, demandeurs ; vs HENRY-R. LEITH, du même lieu, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Souvenir, dans le quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, faisant partie du lot numéro seize cent trente-neuf (1639), des plan et livre de renvoi officiels dudit quartier, et plus particulièrement connu sur le plan de ladite subdivision dûment dressé et de record dudit lot officiel comme étant la subdivision quarante-huit (1639-48), mesurant vingt-quatre pieds de largeur par quatre-vingt-douze pieds dix pouces de profondeur du côté nord-est, et quatre-vingt-quatorze pieds huit pouces dans la ligne latérale sud-ouest, et deux mille deux cent cinquante pieds de superficie, mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage en tout temps en commun avec d'autres y ayant droit dans la ruelle en arrière, laquelle est connue comme étant la subdivision cinquante-deux dudit lot officiel, avec le cottage en pierre et brique dessus construit, portant le numéro civique 13 de la rue Souvenir, et dont les murs de chaque côté ainsi que les clôtures qui la séparent de la propriété voisine sont mitoyens.

Dans l'état où se trouve actuellement ladite propriété, avec tous ses droits, les circonstances et dépendances, sans aucune exception ou réserve d'aucune sorte.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le TRENTE ET UN MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 24 avril 1918. 1615—17-2

[Première publication, 27 avril 1918.]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE ROYAL TRUST**
 No. 81. } **COMPANY**, a body corporate and politic duly incorporated according to law, and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, and JAMES-WALTER MELDRUM, of the same place, in their qualities of testamentary executors, trustees and administrators under the last will and testament of the late Dame Robina Spence, in her lifetime of the city of Montreal, wife of Robert Meldrum, as also in their quality of testamentary executors, trustees and administrators under the last will and testament of the late Robert Meldrum, in his lifetime, of the same place, plaintiffs ; vs HENRY-R. LEITH, of the same place, defendant.

An emplacement fronting on Souvenir street, in the Saint-Antoine ward, of the city of Montreal, forming part of lot number sixteen hundred and thirty nine (1639), of the official plan and book of reference of the said ward, and more particularly known on the said subdivision plan duly made and filed of the said official lot as subdivision forty eight (1639-48), which contains twenty four feet in width by a depth of ninety two feet ten inches in the north east side, and ninety four feet eight inches in the south west side line and two thousand two hundred and fifty feet in superficies, English measure and more or less, with the right of passage at all times in common with others having rights therein in the lane in rear, which is known as subdivision fifty two of the said official lot, with the stone brick cottage thereon erected, bearing civic number 13 in Souvenir street, of which the gable walls on either side and the fences dividing the same from the adjoining property are mitoyens.

As the said property now subsists with all its rights members and appurtenances, without exception or reserve of any kind.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTY FIRST day of MAY next, at TEN o'clock, in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 24th April, 1918. 1616—17-2

[First publication, April 27th, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LA CITE DE MONT-**
 No 84. } **REAL**, corps incorporé, de Montréal, demanderesse ; vs HENRI LAFLAMME, défendeur.

Les lots de terre suivants ayant front sur la rue Contrecoeur, étant les subdivisions officielles du lot originaire numéro quatre cent sept (407), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Longue-Pointe, dans cette partie de la dite paroisse maintenant annexée à la cité de Montréal, et formant le quartier Mercier-Maisonnette, savoir : subdivision numéro deux cent soixante (260), subdivision numéro deux cent soixante-et-un (261), subdivision deux cent soixante-deux (262), subdivision numéro deux cent soixante-trois (263).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE CITY OF MON-**
 No. 84. } **TREAL**, a body politic and corporate, of Montreal, plaintiff ; vs HENRI LAFLAMME, defendant.

The following lots of land fronting on Contrecoeur street, being the official subdivisions of original lot number four hundred and seven (407), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Longue-Pointe, in that part of said parish now annexed to the city of Montreal, and forming presently Mercier-Maisonnette ward, to wit : subdivision number two hundred and sixty (260), subdivision number two hundred and sixty one (261), subdivision number two hundred and sixty two (262), subdivision number two hundred and sixty three (263).

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le TRENTE ET UNIEME jour de
MAI prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 24 avril 1918. 1617—17-2
[Première publication, 27 avril 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **L A CORPORATION**
No 3107. } **SCOLAIRE** de la
paroisse de Saint-Jean-Baptiste, de Montréal,
corps politique et incorporé, ayant son principal
bureau d'affaires en les cité et district de Montréal
demanderesse; contre **GEORGE-M. SALHANI**,
faisant affaires seuls comme importateurs sous les
nom et raison sociale de "Salhani Bros", défende-
leur.

La subdivision quatre-vingt-dix-neuf du lot
originaire numéro onze (11-99) du cadastre officiel
du village de Saint-Jean-Baptiste, dans le comté
d'Hochelaga, en la cité de Montréal, ayant front
sur l'avenue Mont-Royal-Est—avec maison por-
tant les numéros 450 à 454.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le TRENTE ET UNIEME jour de
MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 24 avril 1918. 1619—17-2
[Première publi. ation, 27 avril 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **L A CITE DE MONT-**
No 244. } **REAL**, corps incor-
poré, de la cité de Montréal, demanderesse; contre
WILLIAM SMITH, défendeur.

Les lots de terre suivants ayant front sur la rue
Lanoraie et étant les subdivision officielles du lot
originaire numéro six cent trente-quatre (634),
aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre
de la paroisse Saint-Laurent, dans cette partie
de la dite paroisse maintenant annexée à la cité de
Montréal et formant le quartier Ahuntsic-Bordeaux,
savoir: subdivision numéro cent quatre-
vingt-un (181), subdivision numéro cent quatre-
vingt-deux (182).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de
Montréal, le TRENTE ET UNIEME jour de
MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 24 avril 1918. 1621—17-2
[Première publication, 27 avril 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **CH A R L E M A G N E**
No 439. } **RODIER**, avocat,
demandeur; vs **MAURICE BLAIS**, défendeur.

Le lot portant le No sept cent dix (710), des
plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-
Laurent, ayant front sur la rue des Jurés—avec
bâtisses dessus érigées, et portant les numéros
civiques 27 et 27a rue Saint-Alexandre et 68
et 70 rue des Jurés.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le TRENTIEME jour de MAI pro-
chain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 24 avril 1918. 1625—17-2
[Première publication, 27 avril 1918.]

on the THIRTY FIRST day of MAY next, at
THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 24th April, 1918. 1618—17-2
[First publication, 27th April, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **T H E S C H O O L C O R P O -**
No. 3107. } **RATION** of the parish
Saint-Jean-Baptiste, of Montreal, a body politic
and corporate duly incorporated, having its
principal place of business in the city and district
of Montreal, plaintiff; against **GEORGE-M. SALHANI**,
carrying on business alone as impor-
ters under the name of "Salhani Bros", defend-
ant.

Subdivision number ninety nine of original
lot number eleven (11-99) of the official cadastre
of the village of Saint-Jean-Baptiste, in the county
of Hochelaga, in the city of Montreal, fronting on
Mont-Royal East avenue—with a house thereon
bearing civic numbers 450 to 454.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the THIRTY FIRST day of MAY next, at
ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 24th April, 1918. 1620—17-2
[First publication, 27th April, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **T H E C I T Y O F M O N -**
No. 244. } **TREAL**, a body politic
and corporate, of the city of Montreal, plaintiff;
against **WILLIAM SMITH**, defendant.

The following lots of land fronting on Lanoraie
street and being the official subdivisions of origi-
nal lot number six hundred and thirty four (634),
on the official cadastral plan and book of reference
of the parish of Saint-Laurent, in that part of said
parish presently annexed to the city of Montreal
and forming Ahuntsic-Bordeaux ward, to wit:
subdivision number one hundred and eighty
one (181) subdivision number one hundred and
eighty two (182).

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the THIRTY FIRST day of MAY next, at
TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 24th April, 1918. 1622—17-2
[First publication, 27th April, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **C H A R L E M A G N E**
No. 439. } **RODIER**, advocate,
plaintiff; vs **MAURICE BLAIS**, defendant.

The lot bearing the number seven hundred and
ten (710), on the official plan and book of reference
of Saint Lawrence ward, fronting on Jury street—
with the buildings thereon erected, and bearing
the civic numbers 27 and 27a Saint Alexander
street and 68 and 70 Jury street.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the THIRTIETH day of MAY next, at TWO
o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 24th April, 1918. 1626—17-2
[First publication, 27th April, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DEMOISELLE PER-**
No 4903. } **PETUE GIGUE-**
RE, fille majeure et usant de ses droits, demande-
resse ; vs **ARTHUR PAIEMENT**, défendeur.

Un emplacement composé de trois lots de terre sis et situés dans le quartier Ahuntsic-Bordeaux, de la cité de Montréal, connus sous les numéros trois cent vingt-six, trois cent vingt-sept et trois cent vingt-huit, de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, sous le numéro deux mille six cent vingt-neuf (2629-326, 327 et 328), contenant chacun de ces dits lots vingt-cinq pieds de largeur par soixante et quinze pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins ; bornés en front par la rue Lajeunesse sans bâtisse.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 24 avril 1918. 1627—17-2
[Première publication, 27 avril 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LE CREDIT-FON-**
No 4799. } **CIER FRANCO-**
CANADIEN, une corporation légalement constituée, ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal, demandeur ; vs **DAME ELIZABETH DAVIDSON**, veuve de **Robert-Andrew Dim**, ET AL., ES-QUAL., défendeurs.

a. Un lot de terre situé en la ville Lasalle, ayant front sur le fleuve Saint-Laurent, connu et désigné sous No 973, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, moins cette partie du dit lot de forme triangulaire ; bornée au nord-ouest par l'avenue Newman, à l'est par le No 977, des dits plan et livre de renvoi officiels, et au sud par le lot No 974, des mêmes plan et livre de renvoi officiels—avec bâtisses dessus érigées ;

b. Un lot de terre de forme triangulaire formant partie du lot No 977, des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine ; borné au sud-est par l'avenue Newman, à l'ouest par le dit lot No 973, et au nord-est par le lot No 1006, des dits plan et livre de renvoi officiels.

Le tout formant une seule et même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIÈME jour de MAI prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 24 avril 1918. 1629—17-2
[Première publication, 27 avril 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DAME CHRISTIA-**
No 2943. } **NA HUNTER**,
épouse de **Georges-E. Forbes**, et ledit **Georges-E. Forbes**, personnellement et pour autoriser sadite épouse, demanderesse ; vs **VICTOR LALONDE**, défendeur.

L'emplacement ayant front sur l'avenue Church, dans le quartier Saint-Paul, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le

3

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **MISS PERPETUE GI-**
No. 4903. } **GUERE**, spinster in
the exercise of her rights, plaintiff ; vs **ARTHUR PAIEMENT**, defendant.

An emplacement composed of three lots of land being and situate in Ahuntsic-Bordeaux ward, of the city of Montreal, known under the numbers three hundred and twenty six, three hundred and twenty seven and three hundred and twenty eight, of the subdivision of the official lot known and designated in the official plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent, under the number two thousand six hundred and twenty nine (2629-326, 327 and 328), each of the said lots containing twenty five feet in width by seventy five feet in depth, all English measurement and more or less ; bounded in front by Lajeunesse street—without building.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX.

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 24th April, 1918. 1628—17-2
[First publication, 27th April, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **LE CREDIT-FONCIER**
No. 4799. } **FRANCO-CANADIEN**,
a legally constituted corporation, with its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff ; vs **DAME ELIZABETH DAVIDSON**, widow of **Robert-Andrew Dim**, ET AL., ES-QUAL., defendants.

a. A lot of land situate in the town of Lasalle, fronting on the river Saint Lawrence, known and designated under No. 973, on the official plan and book of reference of the parish of Lachine, less that part of the said lot of triangular outline ; bounded on the northwest by Newman avenue, on the east by the No. 977, of the said official plan and book of reference, and on the south by the lot No. 974, of the same official plan and book of reference—with buildings thereon erected ;

b. A lot of land of triangular outline forming part of the lot No. 977, on the said official plan and book of reference of the parish of Lachine ; bounded on the southeast by Newman avenue, on the west by the said No. 973, and on the northeast by the lot No. 1006, on the said official plan and book of reference.

The whole forming a single and same plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of MAY next, at THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX.

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 24th April, 1918. 1630—17-2
[First publication, 27th April, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAME CHRISTIANA**
No. 2943. } **HUNTER**, wife of
Georges-E. Forbes, and the said **Georges-E. Forbes**, personally and to authorize his said wife, plaintiff ; vs **VICTOR LALONDE**, defendant.

That certain emplacement fronting on Church avenue, in Saint-Paul ward, in the city of Montreal, known and designated as lot number

lot numéro 3596, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal; à distraire cependant une lisière de terrain expropriée et vendue à la corporation de la ville de Saint-Paul pour élargir l'avenue Church, par acte de vente d'Henri-H. Lefebvre, passé devant R.-H. Beaulieu, notaire, le 21 avril 1910, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement des comtés d'Hochelaga et Jacques-Cartier, sous le No 171864—avec la résidence portant le No civique No 231 de l'avenue Church et les autres bâtisses dessus construites, étant maintenant le nouveau numéro civique 2083 de l'avenue de l'Eglise.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 24 avril 1918.

1631—17-2

3596, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal; less, however, a strip of land expropriated by and sold to the corporation of the town of Saint-Paul for the purpose of widening Church avenue under deed of sale by Henri-H. Lefebvre, passed before R.-H. Beaulieu, notary, on the 21st day of April, 1910, and duly registered in the registry office for the counties of Hochelaga and Jacques-Cartier, under the No. 171864—with dwelling being civic No. 231 on Church avenue and other buildings erected thereon, now being new civic number 2083 avenue de l'Eglise.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTY day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 24th April, 1918.

1632—17-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LES COMMISSAIRES
No 15352. } D'ECOLES de la municipalité du Côteau-Saint-Pierre, demandeurs ;
vs JOSEPH LAMARRE, défendeur.

Un lot de terre ayant front sur l'avenue Melrose, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce, cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot No 351 du lot originaire No 174 (174-351), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de MAI prochain, à MIDI.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 24 avril 1918.

1633—17-2

[Première publication, 27 avril 1918].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } ISAIÉ DUGAS, deman-
No 1987. } deur ; vs SYLVESTRE
D'AMBROSIO, défendeur.

Un lot de terre ayant front sur la rue Alexandra, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot No 1643 de la subdivision officielle du lot No 11, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant 25 pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus construites ;

Un lot de terre ayant front sur la rue Alexandra, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot No 1644 de la subdivision officielle du lot No 11, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant 25 pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal le DIXIEME jour de MAI prochain, à MIDI.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 3 avril 1918.

1323—14-2

[Première publication, 6 avril 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE SCHOOL COM-
No. 15352. } MISSIONERS of the municipality of Côteau-Saint-Pierre, plaintiffs ;
vs JOSEPH LAMARRE, defendant.

A lot of land fronting on Melrose avenue, in the Notre-Dame-de-Grâce ward, city of Montreal, known and designated as lot No. 351 of original lot No. 174 (174-351), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of MAY next, at NOON.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 24th April, 1918.

1634—17-2

[First publication, 27th April, 1918].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } ISAIÉ DUGAS, plaintiff ;
No. 1987. } vs SYLVESTRE D'AM-
BROSIO, defendant.

That certain lot of land fronting on Alexandra street, in the city of Montreal, known and designated as being the lot No. 1643 of the official subdivision of the lot No. 11, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, measuring 25 feet in width by eighty feet in depth, English measure more or less—with all the buildings thereon erected ;

That other lot of land fronting on Alexandra street, in the city of Montreal, known and designated as being the lot No. 1644 of the official subdivision of the lot No. 11, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, measuring 25 feet in width by eighty feet in depth, English measure, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of MAY next, at TWELVE o'clock noon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 3rd April, 1918.

1324—14-2

[First publication, 6th April, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } JEAN-PIERRE ROUX, No 2219. } médecin, ALFRED GIRARD, avocat, l'Hon. RODOLPHE LEMIEUX, avocat, HORMISDAS PELLETIER, avocat. JOSEPH-AVILA RANGER médecin, ANTHIME-S. ARCHAMBAULT, avocat, FABUS RUEL, ingénieur civil, NAPOLEON-Z. CORDEAU, employé civil, J.-ERNEST BEDARD, employé civil, NARCISSE NOLIN, entrepreneur, JOSEPH BRUNET, entrepreneur, JOSEPH GIRARD, entrepreneur, ALFRED MARTINEAU, entrepreneur, NAZAIRE SIMONEAU, entrepreneur, JOSEPH-ALPHONSE MOUSSEAU, entrepreneur, DAME ALPHONSINE MARIN, épouse contractuellement séparée de biens de Wilfrid Tremblay, rentier, et ce dernier en autant que besoin est pour autoriser et assister sa dite épouse aux fins des présentes, tous de la cité et du district de Montréal; ARCADE BISSONNETTE, marchand, de Les-Cèdres, dans le district de Montréal, DAME LUCIE-ADOUILDA LAVOIE, de Saint-Hubert, dans le district de Montréal, veuve de feu Alexandre Tremblay, en son vivant cultivateur, du même lieu, tant personnellement comme ayant été en communauté de biens avec ce dernier qu'en sa qualité de seule exécutrice testamentaire de ce dernier, FREDERIC DESMARAIS, marchand, et J.-EDMOND ROBERT, cultivateur, ces deux derniers de la ville de Marieville, dans le district de Saint-Hyacinthe, demandeurs; vs ZENON BOURDEAU, ACHILLE C. - A. BISSONNETTE, J.-EDOUARD MORANVILLE, ARSENE BOUCHARD, ARTHUR CHARBONNEAU, EDOUARD LORTIE, ALFRED GIRARD, J.-S.-CHARLES LETENDRE, J. ALPHONSE BILODEAU, tous de la cité et du district de Montréal, THEODE DUPRAS, SIGNARD DUPRAS, ADHEMAR DUPRAS, AZILDA DUPRAS, épouse commune en biens de Théophile Dupras, et ce dernier personnellement pour autoriser et assister sadite épouse aux fins des présentes et comme chef de la communauté de biens existant entre cette dernière et lui, ces cinq derniers de ladite cité de Montréal; EDMOND DUPRAS, WILHELMINE DUPRAS, épouse commune en biens de Camille Dupras, et ce dernier personnellement pour autoriser et assister sadite épouse aux fins des présentes et comme chef de la communauté de biens existant entre cette dernière et lui, ces trois derniers de Saint-Henri-de-Mascouche, dans le district de Terrebonne, ESTHEL DUPRAS, épouse séparée de biens de Charles Brosseau, et ce dernier en autant que besoin est pour autoriser et assister sadite épouse aux fins des présentes, COME DUPRAS, CORSINIE DUPRAS, épouse judiciairement séparée de biens de Zoel Martel, et ce dernier pour autoriser et assister sadite épouse aux fins des présentes, ces cinq derniers de ladite cité de Montréal, SYLVANIE DUPRAS, de Saint-Henri-de-Mascouche dans le district de Terrebonne, tous les Dupras en leur qualité d'héritiers légaux de feu Louis-Joseph-Armand Dupras, en son vivant de ladite cité de Montréal, défendeurs.

Ces terrains ou emplacements situés dans le quartier Mont Royal, de la cité de Montréal, ayant front sur une rue projetée sous le nom de l'Avenue Maplewood " connus et désignés comme étant les lots numéros trois cent trois, trois cent quatre, trois cent cinq, trois cent six, trois cent sept, trois cent soixante-treize, trois cent soixante-quatorze, trois cent soixante-quinze, trois cent soixante-seize, et trois cent soixante-dix-sept de la subdivision officielle du ot originaire

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JEAN-PIERRE ROUX, No 2219. } physician, ALFRED GIRARD, advocate, Hon. RODOLPHE LEMIEUX, advocate, HORMISDAS PELLETIER, advocate, JOSEPH-AVILA RANGER, physician, ANTHIME-S. ARCHAMBAULT, advocate, FABUS RUEL, civil engineer, NAPOLEON-Z. CORDEAU, civil employee, J.-ERNEST BEDARD, civil employee, NARCISSE NOLIN, contractor, JOSEPH BRUNET, contractor, JOSEPH GIRARD, contractor, ALFRED MARTINEAU, contractor, NAZAIRE SIMONEAU, contractor, JOSEPH-ALPHONSE MOUSSEAU, contractor, DAME ALPHONSINE MARIN, wife separated as to property by marriage contract of Wilfrid Tremblay, annuitant, and the latter in so far as need be to authorize and assist his said wife for the purposes hereof, all of the city and district of Montreal; ARCADE BISSONNETTE, merchant, of Les-Cèdres, in the district of Montreal, DAME LUCIE-ADOUILDA LAVOIE, of Saint Hubert, in the district of Montreal, widow of the late Alexandre Tremblay, in his lifetime farmer, of the same place, both personally and as being in community of property with the latter as in her quality of sole testamentary executrix of the latter, FREDERIC DESMARAIS, merchant, and J.-EDMOND ROBERT, farmer, the two latter of the town of Marieville, in the district of Saint-Hyacinthe, plaintiffs; vs ZENON BOURDEAU, ACHILLE C.-A. BISSONNETTE, J.-EDOUARD MORANVILLE, ARSENE BOUCHARD, ARTHUR CHARBONNEAU, EDOUARD LORTIE, ALFRED GIRARD, J.-S.-CHARLES LETENDRE, J. ALPHONSE BILODEAU, all of the city and district of Montreal, THEODE DUPRAS, SIGNARD DUPRAS, ADHEMAR DUPRAS, AZILDA DUPRAS, wife common as to property of Théophile Dupras, and the latter personally to authorize and assist his said wife for the purposes hereof and as head of the community of property existing between the latter and him, the five latter of the said city of Montreal; EDMOND DUPRAS, WILHELMINE DUPRAS, wife common as to property of Camille Dupras, and the latter personally to authorize and assist his said wife for the purposes hereof and as head of the community of property existing between the latter and him, the three latter of Saint-Henri-de-Mascouche, in the district of Terrebonne; ESTHEL DUPRAS, wife separated as to property of Charles Brosseau, and the latter in so far as need be to authorize and assist his said wife for the purposes hereof, COME DUPRAS, CORSINIE DUPRAS, wife judicially separated as to property of Zoel Martel, and the latter to authorize and assist his said wife for the purposes hereof, the five latter of the said city of Montreal; SYLVANIE DUPRAS, of Saint-Henri-de-Mascouche, in the district of Terrebonne, all the Dupras' in their quality of legal heirs of the late Louis-Joseph-Armand Dupras, in his lifetime of the said city of Montreal, defendants.

The lands or emplacements situate in Mount Royal ward, of the city of Montreal, fronting on a projected street under the name of "Maplewood Avenue", known and designated as being the lots numbers three hundred and three, three hundred and four, three hundred and five, three hundred and six, three hundred and seven, three hundred and seventy three, three hundred and seventy four, three hundred and seventy five, three hundred and seventy six and three hundred

numéro cent trente (No 130-303, 304, 305, 306, 307, 373, 374, 375, 376 et 377), aux plans et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges, ainsi que tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles—sans bâtisse, possédés comme suit, mais par indivis, le défendeur Zénon Bourdeau cinquante-six-cent quatre (56-504), défendeur A.-C.-A. Bissonnette cinquante-six-cent quatre (56-504), défendeur J.-E. Moranville vingt-huit-cent quatre (28-504) défendeur Arsène Bouchard vingt-huit-cent quatre (28-504), défendeur Edouard Lortie cent douze-cent quatre (112-504), défendeur A. Girard, cinquante-six-cent quatre (56-504), J.-S.-C. Letendre cinquante-six-cent quatre (56-504), défendeur Théode Dupras huit-cent quatre (8-504), défendeur Signard Dupras huit-cent quatre (8-504), défendeur Adhémar Dupras huit-cent quatre (8-504), le défendeur Azilda Dupras et Théophile Dupras huit-cent quatre (8-504), le défendeur Edmond Dupras huit-cent quatre (8-504), les défendeurs Wilhelmine Dupras et Camille Dupras huit-cent quatre (8-504), le défendeur Estelle Dupras deux-cent quatre (2-504), le défendeur Côme Dupras deux-cent quatre (2-504), le défendeur Corsinie Dupras deux-cent quatre (2-504), le défendeur Sylvanie Dupras deux-cent quatre (2-504), le défendeur J.-A. Bilodeau cinquante-six-cent quatre (56-504).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 3 avril 1918. 1325—14-2

[Première publication, 6 avril 1918].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } BRUNO NAVERT,
No 240. } entrepreneur peintre, et DONAT LANDRY, marchand, de la cité et du district de Montréal, demandeurs ; vs WESTWART REALTIES, LIMITED, société constituée en personne civile, dont le siège social est en la cité et le district de Montréal, défenderesse.

1. Une terre située dans la paroisse de Laprairie, ayant front sur le fleuve Saint-Laurent, contenant environ en superficie vingt-six arpents, mesure française, composé des lots de terre connus et désignés au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie comme lots numéros vingt-neuf, trente, cinquante et cinquante et un (29, 30, 50 et 51)—avec les bâtisses dessus érigées à distraire cependant :

A.—Dudit lot originaire numéro 29 du cadastre de la paroisse de Laprairie, les subdivisions 19, 20, 21, 22, 25, 100, 101, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 121, 122, 123, 124 et 126 dudit numéro originaire 29 ;

B.—Dudit lot originaire numéro 30, les subdivisions 20, 21, 22, 23, 26, 60, 61, 62, 63, 85, 213, 214, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 234, 235, 236, 237, 239, 256, 257, 268, 269, 270 et 286 dudit numéro originaire 30.

Le tout formant une seule et même exploitation et pour être vendu en bloc, suivant jugement

and seventy seven of the official subdivision of the primitive lot number one hundred and thirty (Nos. 130-303, 304, 305, 306, 307, 373, 374, 375, 376 and 377), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte-des-Neiges, as the whole may be presently found with the active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said immovables—without building owned as follows, but undivided, defendant Zénon Bourdeau, fifty six-five hundred and fourths (56-504) defendant A.-C.-A. Bissonnette, fifty six-five hundred and fourths (56-504), defendant J.-E. Moranville, twenty eight-five hundred and fourths (28-504), defendant Arsène Bouchard, twenty eight-five hundred and fourths (28-504), defendant Edouard Lortie one hundred and twelve-five hundred and fourths (112-504), defendant A. Girard, fifty six-five hundred and fourths, (56-504), J.-S.-C. Letendre fifty six-five hundred and fourths (56-504), defendant Théode Dupras eight-five hundred and fourths (8-504), defendant Signard Dupras eight-five hundred and fourths (8-504), defendant Adhemar Dupras eight-five hundred and fourths (8-504), defendant Azilda Dupras and Théophile Dupras eight-five hundred and fourths (8-504), defendant Edmond Dupras, eight-five hundred and fourths (8-504) defendants Wilhelmine Dupras and Camille Dupras, eight-five hundred and fourths (8-504), defendant Estelle Dupras, two-five hundred and fourths (2-504), defendant Côme Dupras two-five hundred and fourths (2-504), defendant Corsinie Dupras, two-five hundred and fourths (2-504), defendant Sylvanie Dupras, two-five hundred and fourths (2-504), defendant J.-A. Bilodeau, fifty six-five hundred and fourths (56-504).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriffs' Office.

Montréal, 3rd April, 1918. 1326—14-2

[First publication, 6th April, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit : } BRUNO NAVERT,
No. 240. } master painter, and DONAT LANDRY, merchant, of the city and district of Montreal, plaintiffs ; vs WESTWARK REALTIES, LIMITED, a body politic and corporate with its principal place of business in the city and district of Montreal, defendant.

1. That certain tract of land situate in the parish of Laprairie, fronting on the Saint-Lawrence river, containing about twenty six arpents in superficies, French measure, composed of the lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Laprairie as being the lots numbers twenty nine, thirty fifty and fifty one (29, 30, 50 and 51)—with the buildings thereon erected. To be deducted however :

A.—From said original lot number 29 of the cadastre of the parish of Laprairie, the subdivisions 19, 20, 21, 22, 25, 100, 101, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 121, 122, 123, 124 and 126 of said original number 29 ;

B.—From said original lot number 30, the subdivisions 20, 21, 22, 23, 26, 60, 61, 62, 63, 85, 213, 214, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 234, 235, 236, 237, 239, 256, 257, 268, 269, 270 and 286 of said original number 30.

The whole forming one single plot of land and to be sold as a whole *en bloc*, by judgment of the

de l'honorable juge Lamothe, en date du 11 mars 1918.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Laprairie, le DIXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 3 avril 1918.

[Première publication, 6 avril 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) **THE TRUST & LOAN**
No 1279.) **COMPANY OF CA-**
NADA, corporation légalement constituée, ayant
sa principale place d'affaires pour la province de
Québec, en les cité et district de Montréal,
demandeur ; vs OLIER JUTRAS, défendeur,
et SYLVESTRE D'AMBROSIO, mis-en-cause.

Comme appartenant audit défendeur :

Un emplacement ayant front sur la rue Panet,
en la cité de Montréal, connu et désigné sous le
numéro cent vingt-trois (123), aux plan et livre
de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie—
avec les bâtisses dessus érigées et avec droit de
passage dans la ruelle située en arrière.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le DIXIEME jour de MAI prochain,
à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 3 avril 1918.

1329—14-2

[Première publication, 6 avril 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) **FRANÇOIS-DE-SALES-**
No 489.) **A. BASTIEN, ES-**
QUALITÉ, demandeur ; vs DAME EUGENIE
BRENNAN, épouse contractuellement séparée
de biens de Maxime Lesage, et ce dernier en
autant que besoin est pour autoriser son épouse aux
fins des présentes, défenderesse ; et RAYMOND
MASSON ET AL., ES-NOM ES-QUALITÉ, deman-
deurs par reprise d'instance.

Comme appartenant à la dite défenderesse :

Un emplacement ayant front sur la rue Mont-
Royal dans la cité de Montréal, mesurant vingt-
pieds de largeur par une profondeur de quatre-
vingts pieds, mesure anglaise, plus ou moins,
connu et désigné sous le No quatre de la subdivi-
sion officielle du lot No cent cinquante-neuf,
(159-4), des plan et livre de renvoi officiels du
village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec
une maison et autres dépendances dessus cons-
truites et droit de passage dans la ruelle en
arrière du dit emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le DIXIEME jour de MAI prochain, à
DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 3 avril 1918.

1331—14-2

[Première publication, 6 avril 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) **JOHN MURPHY, de-**
No 3669.) **mandeur ; vs Rv. CHS.**
KELZ, ès-qual., défendeur.

Un lot de terre étant la partie nord-ouest
du lot connu et désigné sous le numéro cinq cent
cinquante-quatre (part N. O. 554), des plan et
livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne,

Honorable Justice Lamothe, dated the 11th
March, 1918.

To be sold at the parochial church door of the
parish of Laprairie, on the TENTH day of MAY
next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 3rd April, 1918.

1328—14-2

[First publication, 6th April, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) **THE TRUST & LOAN**
No. 1279.) **COMPANY OF CA-**
NADA, a body politic and corporate, duly incor-
porated, having its principal place of business for
the province of Quebec, in the city and district
of Montreal, plaintiff ; vs OLIER JUTRAS
defendant, and SYLVESTRE D'AMBROSIO,
mis-en-cause.

As belonging to said defendant :

That certain emplacement fronting on Panet
street, in the city of Montreal, known and design-
ated under the number one hundred and twenty
three (123), on the official plan and book of refer-
ence of Saint Mary's ward—with the buildings
thereon erected and a right of way in the lane at
the rear.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TENTH day of MAY next, at TEN
o'clock in the forenoon

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 3rd April, 1918.

1330—14-2

[First publication, 6th April, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) **FRANÇOIS-DE-SALES-A.**
No. 489.) **BASTIEN, ES-QUALITÉ,**
plaintiff ; vs DAME EUGENIE BRENNAN,
wife contractually separated as to property of
Maxime Lesage, and the latter in so far as needs
be to authorize his wife for the purposes hereof,
defendant, and RAYMOND MASSON ET AL.,
ES-NOM ET QUALITÉ, plaintiffs in continuance
of suit.

As belonging to said defendant :

That certain emplacement fronting on Mont-
Royal street, in the city of Montreal, measuring
twenty feet in width by a depth of eighty feet,
English measure, more or less, known and design-
ated under the number four of the official
subdivision of the lot number one hundred and
fifty nine (159-4), of the official plan and book of
reference of the incorporated village of Côte
Saint-Louis—with a house and other dependen-
cies thereon erected and a right of way in the
lane in rear of said emplacement.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TENTH day of MAY next, at TWO
o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 3rd April, 1918.

1332—14-2

[First publication, 6th April, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) **JOHN MURPHY, plain-**
No. 3669.) **tiff ; vs Rev. CHAS.**
KELZ, ès-qual., defendant.

A lot of land being the north west part of the
lot known and designated under the number five
hundred and fifty four (554 n. w. part), on the
official plan and book of reference of Saint-

division d'enregistrement de Montréal-Ouest, dans la cité de Montréal; lequel lot de terre est borné en front par la rue Saint-Patrick et mesure 40 pieds de front par 46 pieds de profondeur dans la ligne sud-ouest, et environ 69 pieds dans la ligne nord-est—avec les maisons dessus construites, portant les numéros civiques 20, 20a, 22 et 22a de ladite rue Saint-Patrick et actuellement en la possession du défendeur, le rév. Père Chas Kelz, en sa qualité d'exécuteur nommé au dernier acte de volonté et testament de défunte Dame Mary-Ann Murphy.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 3 avril 1918.

1333—14-2

[Première publication, 6 avril 1918.]

Ann's ward, registration division of Montreal West, in the city of Montreal; which lot of land is bounded in front by Saint-Patrick street and contains 40 feet in front by 46 feet in depth on the south west line, and about 69 feet on the north east line—with the houses thereon erected, bearing civic numbers 20, 20a, 22 and 22a on said Saint-Patrick street, and actually in the possession of the defendant, Rev. Chas Kelz, in his quality as executor to the last will and testament of the late Dame Mary-Ann Murphy.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 3rd April, 1918.

1334—14-2

[First publication, 6th April, 1918.]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Cour de recorder.

Québec, à savoir :) LA CITE DE QUEBEC ;
No 1791.) contre CHARLES NO-
REAU, ESTHER POULIN et AURELIE POULIN, tous de la cité de Québec, conjointement et solidairement.

Le lot No 1639 (mille six cent trente-neuf), du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, maintenant quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Sainte-Marguerite—avec les bâtisses dessus construites ; circonstances et dépendances, sujet à une rente annuelle de \$6.00 payable le 29 septembre, à la succession J.-G. Bossé.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le TRENTE-UNIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 25 avril 1918.

1635—17-2

[Première publication, 27 avril 1918].

[Deuxième publication, 11 mai 1918].

FIERI FACIAS

Québec, à savoir :) LA SOCIÉTÉ DE
No 586) PRETS ET PLACEMENTS DE QUEBEC, corporation légale ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec; contre JOSEPH ASSELIN, de la cité de Québec, à savoir :

Le lot No 1294 (douze cent quatre-vingt-quatorze) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur-de-Québec, étant un emplacement situé sur le côté sud-ouest de la rue Bayard, contenant 40 pieds de front mesure anglaise sur la profondeur qu'il peut avoir—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

A distraire deux pieds de largeur sur le front côté sud sur la profondeur dudit emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif,

Québec, 11 avril 1918.

1433—15-2

[Première publication, 13 avril 1918].

[Deuxième publication, 27 avril 1918].

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit :) THE CITY OF QUEBEC;
No. 1791.) against CHARLES NOREAU, ESTHER POULIN AND AURELIE POULIN, all of the city of Quebec, jointly and severally.

The lot No. 1639 (one thousand six hundred and thirty nine), of the official cadastre for Jacques-Cartier ward, now Saint-Roch ward, of the city of Quebec, being an emplacement situated on Sainte-Marguerite street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, subject to an annual ground rent of \$6.00 payable the 29th September, to the estate J.-G. Bossé.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the THIRTY FIRST day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 25th April, 1918.

1636—17-2

[First publication, 27th April, 1918.]

[Second publication, 11th May, 1918.]

FIERI FACIAS

Québec, to wit :) LA SOCIÉTÉ DE
No 586) PRETS ET PLACEMENTS, a body politic and corporate with head office in the city of Quebec; against JOSEPH ASSELIN, of the city of Quebec, to wit :

The lot No 1294 (twelve hundred and ninety four of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur-de-Québec, being an emplacement situate on the south west side of Bayard street, containing 40 feet in front, English measure by the depth of the lot—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be deducted from said lot, south side, a strip of land two feet wide at the front by the depth of said lot.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SEVENTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 11th April, 1918.

1434—15-2

[First publication, 13th April, 1918].

[Second publication, 27th April, 1918].

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Roberval.

Malbaie, à savoir :) JOSEPH SAULNIER,
No 788.) marchand, du village
de la Malbaie, demandeur ; vs DAME EMELIA
AUBIN, du village d'Hébertville station, district
de Roberval, veuve de Arthur Dechêne, en son
vivant, marchand, dudit lieu.

Un morceau de terre ou emplacement situé dans le village de la Malbaie, faisant partie du lot (No 522) cinq cent vingt-deux, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Etienne-de-la-Malbaie, contenant quarante pieds de largeur environ sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir du chemin public à aller à la ligne du chemin de fer de Québec-Saguenay, et borné comme suit : en avant au nord-est au chemin public, en arrière à la ligne du chemin de fer Québec-Saguenay, d'un côté au nord-ouest à Alfred Maltais, et d'autre côté au sud-est à Narcisse Savard—avec toutes les bâtisses construites sur ledit emplacement, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la paroisse de la Malbaie, le TRENTIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

ELIE MALTAIS.

Bureau du shérif.

Malbaie, 20 avril 1918.

1555—17-2

[Première publication, 27 avril 1918.]

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Roberval.

Malbaie, to wit :) JOSEPH SAULNIER,
No. 788.) merchant, of the village
of La Malbaie, plaintiff ; vs DAME EMELIA
AUBIN, of the village of Hébertville station,
district of Roberval, widow of Arthur Dechêne,
in his lifetime merchant, of the same place.

That parcel of land or emplacement situated in the village of La Malbaie, forming part of the lot number five hundred and twenty two (No. 522), of the official cadastre of the parish of Saint-Etienne-de-la-Malbaie, containing forty feet in width or thereabout by the depth from the public road to the line of the Quebec Saguenay Railway, and bounded as follows : in front to the north east by the public road, in rear by the Quebec Saguenay Railway, on one side to the north west by Alfred Maltais, and on the other side to the south east by Narcisse Savard—with all the buildings erected on said emplacement, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the parish of La-Malbaie, on the THIRTIETH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,

Sheriff.

Sheriff's office.

Malbaie, 20th April, 1918.

1556—17-2

[First publication, 27th April, 1918.]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir :) NAPOLEON BE-
No 173.) NOIT, deman-
deur ; contre FREDERIC DIEULEFET, tant
personnellement qu'en sa qualité de tuteur à ses
enfants mineures, et VIRGINIE-CAROLINE
JEAN, son épouse, défendeurs.

1. Un certain terrain sis et situé du côté sud de la ligne du chemin de fer Quebec Montreal Southern Railway Co., et longeant la dite ligne à environ quinze arpents du chemin de front du rang double, en la paroisse de Rougemont, de forme irrégulière et formant environ quatre arpents en superficie, lequel terrain faisant partie du lot numéro cinq cent soixante-dix-huit (p. 578), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Césaire ; et borné comme suit : au nord par la dite ligne du chemin de fer Q.M.S. et des côtés sud, est et ouest par le résidu du dit lot No 578, appartenant maintenant à Oscar Arès, et tel qu'actuellement clôturé ;

2. Un emplacement sis et situé au côté nord du rang Double, au village de Rougemont, de la contenance d'environ quatre-vingts pieds de largeur à la frontière, et d'environ cinquante-cinq pieds de largeur à la profondeur, sur cent cinq pieds de longueur à partir du dit chemin du rang Double, le tout mesure anglaise ; lequel terrain maintenant connu et désigné sous le numéro deux de la subdivision officielle du lot numéro originaire cinq cent soixante-huit (568-2) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Césaire, et contenu dans les limites suivantes : borné en front par le chemin public du dit rang Double, en profondeur par une autre partie du dit numéro 568, appartenant à Amédée Côté, d'un côté à l'est par une décharge séparant le dit

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, to wit :) NAPOLEON BE-
No. 173.) NOIT, plaintiff ;
against FREDERIC DIEULEFET, as person-
ally as in his quality of tutor to his minor children,
and VIRGINIE-CAROLINE JEAN, his wife,
defendants.

1. That certain parcel of land situate on the south side of the Quebec Montreal Southern Railway line, and along the said line at about fifteen arpents of the front road named Double range, in the parish of Rougemont, of irregular form and forming about four arpents in superficies, that parcel of land being a part of lot number five hundred and seventy eight (p. 578), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Césaire ; and bounded on the north side by the said Q.M.S. Railway line, and on the south side, east side and west side by the residue of said lot No. 578, belonging now to Oscar Ares, and as it now closed ;

2. An emplacement situate on the north side of range Double, in the village of Rougemont, containing about eighty feet in width at front, and about fifty five feet in width at the depth, by one hundred and five feet in length from the said road of range Double, the whole English measure, and now known and designated under the number two of the official subdivision lot of number five hundred and sixty eight (568-2), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Césaire ; and contained in the following boundaries : bounded in front by the public road of said range Double, in depth by another part of said No. 568, belonging to Amédée Côté, on the east side by a gutter separating that said land of another part of said lot No. 568, belonging to Frs

terrain ci-dessus décrit d'une autre partie du dit lot No 568, appartenant à Frs Ostiguy, et de l'autre côté à l'ouest par Polydore Lamarine—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendus séparément, à la porte de l'église de Rougemont, le VINGT-HUITIEME jour de MAI prochain (1918), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
JOS.-L. CORMIER.

Bureau du shérif.

Saint-Hyacinthe, 23 avril 1918. 1587—17-2
[Première publication, 27 avril 1918.]

Ostiguy, and on the other side at west by Polydore Lamarine—with buildings thereon erected.

To be sold separately, at the parochial church door of Rougemont, on the TWENTY EIGHTH day of MAY next (1918), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS.-L. CORMIER,
Sheriff.

Sheriff's office.

Saint Hyacinthe, 23rd April, 1918. 1588—17-2
[First publication, 27th April, 1918.]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne. No 177. DAME ALPHONSE ST. JEAN ET VIR, demandeurs ; vs DAME SCHOLASTIQUE PRUD'HOMME ET VIR, défendeurs.

Un lot de terre sis et situé dans le canton de Wentworth, dans le huitième rang du dit canton, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre fait pour le dit canton de Wentworth, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, sous le numéro 20-A—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil, en la ville de Lachute, dit district, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI prochain 1918, entre DIX et ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-W. CYR.

Bureau du shérif.

Sainte-Scholastique, 23 avril 1918. 1595—17-2
[Première publication, 27 avril 1918.]

Nominations

PROVINCE DE QUÉBEC.

Municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Blandford.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer, par arrêté en conseil, en date du 16 avril courant, M. Pierre Robidoux, cultivateur, de la paroisse de Saint-Joseph-de-Blandford, conseiller de la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Blandford, en remplacement de M. Edmond Beauchesne, démissionnaire, conformément à l'article 320, paragraphe 3 du Code municipal.

Saint-Joseph-de-Blandford, ce 24 avril 1918.
Le secrétaire-trésorier,

1637 J.-F. PARE.

L'honorable monsieur Alphonse Racine, conseiller législatif, a été nommé, par le lieutenant-gouverneur en Conseil, administrateur du combustible pour la province de Québec. 1639

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne. No. 177. DAME ALPHONSE ST. JEAN ET VIR, Plaintiffs ; vs DAME SCHOLASTIQUE PRUD'HOMME ET VIR, defendants.

That certain lot of land lying and situate in the township of Wentworth, in the eighth range of said township, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for said township of Wentworth, county of Argenteuil, district of Terrebonne, under the number 20-A—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office of the county of Argenteuil, in the town of Lachute, said district, on the TWENTY NINTH day of MAY next, 1918, between TEN and ELEVEN of the clock in the forenoon.

J.-W. CYR,
Sheriff.

Sheriff's office.

Sainte Scholastique, 23rd April, 1918.
1596—17-2
[First publication, 27th April, 1918.]

Appointments

PROV. NCE OF QUEBEC.

Municipality of the parish of Saint-Joseph-de-Blandford

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to appoint, by Order in Council, dated the 16th April instant, Mr. Pierre Robidoux, farmer, of the parish of Saint-Joseph-de-Blandford, councillor of the municipality of the parish of Saint-Joseph-de-Blandford, in the place and stead of Mr. Edmond Beauchesne, who has resigned from office, pursuant to article 320, paragraph 3 of the Municipal Code.

Saint-Joseph-de-Blandford, 24th April, 1918.
J.-F. PARE,

1638 Secretary-Treasurer.

The Honourable Mr. Alphonse Racine, Legislative Councillor, has been appointed, by the lieutenant-governor in Council, fuel administrator for the Province of Québec. 1640

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes :

Québec, le 16 avril 1918.

1. M.M. Joseph-Fortunat Saint Cyr, juge des sessions de la paix, Louis-A. Herdt, ingénieur, John-S. Archibald, architecte, tous de Montréal, membres de la commission des tramways de Montréal, pour une période de dix années.

2. Que le dit M. Joseph-Fortunat Saint Cyr, soit le président et le dit M. Louis-A. Herdt, soit président suppléant de la dite commission. 1647

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive council, to make the following appointments, viz:

Quebec 16th April, 1918.

1. Joseph-Fortunat Saint Cyr, judge of the sessions of the peace, Louis-A. Herdt, engineer, John-S. Archibald, architect, all of Montreal, to be members of the Montreal Tramways Commission, for a term of ten years.

2. The said Joseph-Fortunat Saint Cyr, to be president, and said Louis-A. Herdt, to be acting president of said commission. 1648

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du conseil exécutif, de faire les nominations suivantes :

Québec, le 10 février 1917.

M. A.-A. Letarte, inspecteur d'écoles, pour le district suivant, savoir :

1. Dans le comté de Labelle, les municipalités suivantes : L'Ange-Gardien, Notre-Dame-des-Neiges-de-Masson, Buckingham-est, Buckingham (ville), Buckingham (canton), Lochaber et Gore, Saint-Sixte, Mulgrave et Derry, Notre-Dame-de-la-Salette, Notre-Dame-de-la-Garde, Notre-Dame-du-Lac, Notre-Dame-de-Potmain, Kiamika, Saint-François-Régis, Mont-Laurier, Campbell, Robertson et Pope, Cantons-Unis, Saint-Malachie, Val-Barrette, Plaisance, Sainte-Angélique-de-Papineauville, Saint-André-Avellin, Papineauville, Montebello, Notre-Dame-de-Bon-Secours-de-Montebello, Ripon, Saint-Casimir, Lac Escrear, Montpellier ;

2. Dans le comté d'Ottawa, les municipalités suivantes : Templeton-nord, Templeton-est ;

3. Dans le comté de Montcalm : Tapanee.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive council, to make the following appointments, viz:

Quebec, 10th February, 1918.

Mr. A.-A. Letarte, to be school inspector for the following district, to wit:

1. In the county of Labelle, the following municipalities: L'Ange-Gardien, Notre-Dame-des-Neiges-de-Masson, Buckingham East, Buckingham (town) Buckingham (township), Lochaber and Gore, Saint-Sixte, Mulgrave and Derry, Notre-Dame-de-la-Salette, Notre-Dame-de-la-Garde, Notre-Dame-du-Lac, Notre-Dame-de-Potmain, Kiamika, Saint-François-Régis, Mont-Laurier, Campbell, Robertson and Pope, United Townships, Saint-Malachie, Val-Barrette, Plaisance, Sainte-Angélique-de-Papineauville, Saint-André-Avellin, Papineauville, Montebello, Notre-Dame-de-Bon-Secours-de-Montebello, Ripon (Saint-Casimir), Lac Escrear, Montpellier ;

2. In the county of Ottawa, the following municipalities : North Templeton and East Templeton ;

3. In the county of Montcalm: Tapanee.

Québec, le 22 mars 1918.

M. Fred.-W. Bowie, de Campbell's Bay, greffier de la cour de magistrat dans et pour le district de Pontiac, à Campbell's Bay.

M. Joseph Tremblay, huissier, de la Baie-Saint-Paul, huissier-audencier, de la cour de circuit siégeant à la Baie Saint-Paul.

Quebec, 22nd March, 1918.

Fred-W. Bowie, of Campbell's Bay, to be clerk of the Magistrate's Court, in and for the district of Pontiac, at Campbell's Bay, Joseph Tremblay, bailiff, of Baie-Saint-Paul, to be court crier of the Circuit Court sitting at Baie-Saint-Paul.

Québec, le 11 avril 1918.

MM. Thos-W. Maguire, comptable, Lionel Goviensky, marchand, Montréal, juges de paix pour le district de Montréal.

M. Joseph Larouche, cultivateur, de l'endroit appelé "Larouche", comté de Chicoutimi, juge de paix pour le district de Chicoutimi.

M. Emile Vaillancourt, agent d'assurance, de Thetford-Mines, comté de Mégantic, juge de paix pour le district d'Arthabaska.

M. Arthur Benoit, gentilhomme, de Shawbridge, comté de Terrebonne, juge de paix pour le district de Terrebonne.

M. Alphonse Blouin, agent, d'Hébertville (station), et Joseph-Arthur Bouchard, cultivateur, de Saint-Félicien, comté du Lac Saint-Jean, juges de paix pour le district de Roberval.

1651

Quebec, 11th April, 1918.

Thos-W. Maguire, accountant, Lionel Goviensky, merchant, Montreal, to be justices of the peace for the district of Montreal.

Joseph Larouche, farmer, of the place called "Larouche" county of Chicoutimi, to be a justice of the peace for the district of Chicoutimi.

Emile Vaillancourt, Insurance Agent, of Thetford-Mines, county of Megantic, to be a justice of the peace for the district of Arthabaska.

Arthur Benoit, gentleman, of Shawbridge, county of Terrebonne, to be a justice of the peace for the district of Terrebonne.

Alphonse Blouin, agent, of Hébertville Station, and Joseph Arthur Bouchard, farmer, of Saint-Félicien, county of Lake Saint-John, to be justices of the peace for the district of Roberval.

1652

Proclamation

Proc'amation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner, — SALUT :

PROCLAMATION

LOMER GOUIN,) **A**TTENDU qu'en vertu
Procureur-Général.) des dispositions de la loi 8 Geo. V, ch. 7, concernant la commission des syndics des chemins à barrière de la rive sud à Québec, il est entre autres choses édicté que la dissolution de la commission des syndics des chemins à barrières de la rive sud de Québec entrerait en vigueur, à compter de la date qui serait fixée à cet effet, dans une proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil ;

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos de déterminer qu'à compter du PREMIER jour du mois de MAI prochain, la dissolution de la commission des syndics des chemins à barrières de la rive sud de Québec, prendrait effet, et qu'à compter de ce jour toutes barrières de péages devront être laissées ouvertes et qu'aucun taux de péage, soit sur les chemins ou les ponts ne pourra plus être perçu :

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis du Conseil exécutif de Notre province, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes réglons et ordonnons que la dissolution de la commission des syndics des chemins à barrières de la rive sud de Québec, prendra effet à partir du PREMIER jour de MAI prochain (1918), et que toutes les barrières de péage jusqu'ici sous le contrôle de la dite commission, seront et sont laissées ouvertes, aucun péage ne devant plus être perçu sur les chemins et ponts de la dite commission.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL en l'année mil neuf cent dix-huit, de l'ère chrétienne et de Notre règne la huitième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

1657

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern, — GREETING :

PROCLAMATION

LOMER GOUIN,) **W**HEREAS in and by the
Attorney General.) Act 8 Geo. V, chap. 7, intituled: "An Act respecting the Quebec South Shore Turnpike Trust", it is amongst other things enacted that the dissolution of the Quebec South Shore Turnpike Trust, shall take effect from the date fixed for such purpose in a proclamation of the Lieutenant-Governor in council ;

AND WHEREAS we have deemed proper to determine that from and after the FIRST day of MAY next, the dissolution of the Quebec South Shore Turnpike Trust shall take effect, and that from and after that date every toll-gates must be left open and no tolls either on the roads or bridges may be collected.

THEREFORE, with the advice and consent of the Executive Council of Our Province We have ruled and ordered and do hereby rule and order that the dissolution of the Quebec South Shore Turnpike Trust shall take effect from and after the FIRST day of MAY next, and that every toll-gates heretofore under the control of said trustees shall be left open and no tolls either on the roads and bridges of said trustees shall be collected.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY SIXTH day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eighteen, and in the eighth year of Our Reign.

By command,
C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

1658

Lettres patentes

**"The Canadian Adjustment Bureau,
Incorporated".**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dixième jour d'avril, 1918, constituant en corporation Joseph Kellert et J.-Alphonse Moisan, gérants; Philéas Laplante, agent; Blanche Gauthier et Alice Thérberge, sténographes, tous de Montréal, pour les fins suivantes :

Faire affaires comme évaluateurs, calculateurs de moyennes, estimateurs, inspecteurs, enquêteurs, courtiers et agents d'assurances sous toutes leurs diverses formes ;

S'enquérir, faire rapport et règlement sur toutes réclamations d'assurances et autres, affaires ou pertes ainsi que de leurs causes, faire des recherches et des rapports sur les compagnies, sociétés ou autres personnes ;

Agir comme estimateurs, évaluateurs et arbitres pour enquêter et faire rapport sur la valeur de toutes sortes de propriété mobilière et immobilière, sur des industries, entreprises, droits, privilèges et franchises, et acquérir, détenir, développer, organiser, disposer de, ou faire valoir aucunes telles propriétés ou entreprises ;

Acheter, vendre, louer, échanger ou autrement disposer ou faire valoir de la propriété mobilière ou immobilière, et négocier pour acheter, vendre ou autrement disposer ou faire valoir la propriété mobilière et immobilière, les droits et privilèges ;

Faire affaires comme agents et courtiers en biens-fonds et hypothèques, sur toutes leurs diverses formes ; agir comme agents et courtiers de placement, manipulation, prêt, paiement et distribution de deniers, soit en rapport avec le règlement des dommages assurés, des risques moyens ou autrement ;

Organiser, promouvoir, aider à organiser ou promouvoir, devenir actionnaire dans, aucune compagnie subsidiaire, filiale ou autre exerçant un commerce semblable à celui de la présente corporation ;

Vendre, céder, louer ou autrement disposer des entreprises de la compagnie ou d'aucune partie d'icelles en échange des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie, ou pour la compensation que la corporation trouvera convenable, s'unir à aucune personne, société ou compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation, d'après les conditions et stipulations qui seront considérées avantageuses ;

Faire des avances en numéraire aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par aucunes telles personnes ;

Distribuer, en espèces ou autrement, tel que décidé, aucuns biens de la compagnie à ses sociétaires et particulièrement les parts, obligations, débentures ou les autres valeurs d'aucune autre compagnie qui assumera la totalité ou aucune partie de l'actif ou du commerce de la compagnie ;

Exercer aucun autre commerce, soit de fabrication ou autre, qui semblera utile au négoce de la compagnie ou qu'elle jugera propre à être convenablement exercé en rapport avec le commerce de la corporation ;

Payer avec les deniers de la compagnie les frais et dépens se rattachant à la constitution de la compagnie et à son organisation ;

Letters patent

**"The Canadian Adjustment Bureau,
Incorporated".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1918, incorporating Joseph Kellert and J.-Alphonse Moisan, managers; Philéas Laplante, agent; Blanche Gauthier and Alice Thérberge, stenographers; all of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of insurance adjusters, average adjusters, appraisers, inspectors, investigators, brokers and agents, in all their various branches ;

To investigate, report on and adjust all insurance and other claims, matters or losses, and causes thereof, and to investigate and report on companies, firms or other persons ;

To act as appraisers, valuers and arbitrators, to investigate and report on the value of all kinds of property, moveable and immoveable, industries, enterprises, rights, privileges and franchises and to acquire, hold, develop, promote or otherwise, deal with or turn to account any such properties or enterprises ;

To buy, sell, lease, exchange or otherwise deal with or turn to account moveable or immoveable property and to negotiate for the purchase, sale or otherwise dealing with or turning to account of moveable and immoveable property, rights and privileges ;

To carry on the business of real estate and mortgage agents and brokers, in all their various branches ; to act as agents and brokers for the investment, handling, loaning, payment and transmission of moneys, whether in connection with adjustment of insurance losses, average losses or otherwise ;

To organize, promote and assist in organizing or promoting and become a shareholder in any subsidiary company, allied or other company, carrying on a business similar to that of this company ;

To sell, transfer, lease or otherwise dispose of the undertakings of the company, or any part thereof, for shares, debentures, or securities of any other company, or for such consideration as the company may think fit, or to join any individual firm or corporation, having objects altogether or in part similar to those of this company, on such terms and conditions as may be deemed advisable ;

To make cash advances to customers and others having dealings with the company and guarantee the performance of contracts by any such persons ;

To distribute, in specie or otherwise, as may be resolved, any assets of the company, among its members and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company, that may take over the whole or any part of the assets or business of the company ;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may be useful to the business of the company, or which it may seem to the company capable of being conveniently carried on, in connection with the business of the company ;

To pay out of the funds of the company all costs and expenses of and incidental to the incorporation and organization of the company ;

Faire toutes les choses qui se rattachent ou tendent à l'accomplissement des objets précités sous le nom de "The Canadian Adjustment Bureau, Incorporated", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour d'avril 1918.

Le sous-secrétaire de la province,

1645—17-2

C.-J. SIMARD.

"Visitation Island Land Holding Company, Incorporated".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour d'avril 1918, constituant en corporation M.M. Thomas-Joseph Coonan, avocat; Paul-Servillan Conroy, Edmund-H. Reilly, notaires publics; Henry-Harold Kavanagh, secrétaire particulier, et Francis-Devlin Genest, étudiant-en-droit, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, louage ou autrement et posséder des biens-fonds;

Construire des habitations et d'autres bâties sur ces biens-fonds ou sur aucune partie d'iceux;

Vendre, louer, transférer, échanger, aliéner ou autrement disposer de ces biens-fonds ou d'aucune partie d'iceux, et développer, améliorer et diviser aucune telle propriété en lots à bâtir, en rues, ruelles, carrés, ou autrement;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, liens et charges en garantie du paiement du prix d'achat d'aucune propriété vendue par la compagnie, ou d'aucune somme d'argent due à la corporation par les acheteurs;

Acheter, acquérir, détenir, transférer, vendre et disposer d'actions, de parts, débentures ou de valeurs dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie ou qui exerce un commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente corporation;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens-fonds ou d'autre propriété que possède la compagnie pour la compensation, et suivant les stipulations et conditions que la corporation trouvera convenables, et accepter du numéraire, des actions, débentures du capital ou des valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente corporation en paiement intégral ou partiel d'iceux;

S'unir à aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation;

Acquérir et posséder aucun commerce, aucune franchise, entreprise, propriété, aucuns droits, privilèges, baux, contrats, biens-fonds, stocks, biens ainsi qu'aucuns autres droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes et suivant leur valeur en équité;

Distribuer aux actionnaires de la corporation, en nature, aucunes actions, débentures, valeurs ou propriété appartenant à la compagnie;

Affecter au rachat de ses actions, obligations ou autres valeurs le surplus de ses deniers;

Et généralement faire toutes les choses qui se rattachent à l'accomplissement des objets de la compagnie, sous le nom de "Visitation Island Land Holding Company, Incorporated", avec un

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them, under the name of "The Canadian Adjustment Bureau, Incorporated", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of April, 1918.

C.-J. SIMARD,

1446—17-2

Assistant Provincial Secretary.

"Visitation Island Land Holding Company, Incorporated".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of April, 1918, incorporating M.M. Thomas-Joseph Coonan, advocate; Paul-Servillan Conroy, Edmund-H. Reilly, notaries public; Henry-Harold Kavanagh, private secretary, and Francis-Devlin Genest, student-at-law, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease or otherwise and to own real estate;

To construct dwelling and other buildings upon such real estate or any part thereof;

To sell, lease, convey, exchange, dispose of, or otherwise deal with such real estate or any portion thereof, and to develop, improve and lay out any property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company from purchasers;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stocks, debentures or securities in any other company having objects similar in whole or in part to those of this company or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company;

To sell or otherwise dispose of the whole or any portion of the real estate or other property owned by the company for such consideration and upon such terms and conditions as the company shall see fit, and to accept cash, shares, debentures, stock or securities of any other company having objects similar in whole or in part to those of this company in payment of part payment thereof;

To be united with any other company having objects in whole or in part similar to those of this company; to acquire and own any business, franchise, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, real estate, stock assets and any other rights which the company may lawfully acquire by virtue hereof at a fair value thereof;

To distribute among the shareholders of the company in kind any shares, debentures, securities or property belonging to the company;

To invest its surplus funds in the redemption of its own shares, bonds or other securities;

And generally to do all such things as are incidental to the carrying out of the objects of the company under the name of "Visitation Island Land Holding Company, Incorporated", with a

fonds social de soixante et dix mille piastres (\$70,000.00), divisé en sept cents (700) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
1659-17-2 C.-J. SIMARD.

capital stock of seventy thousand dollars (\$70,000.00), divided into seven hundred (700) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of April, 1918.

C.-J. SIMARD,
1660-17-2 Assistant Provincial Secretary.

Département de la colonisation, des mines et des pêcheries

Department of Colonization, Mines and Fisheries

Avis est par le présent donné que, par amendement en date du 22 mars dernier (1918), les lots Nos 90 et 91 et parties des lots Nos 87, 89, 91A et 92 du cadastre du village de la Pointe-au-Pic, comté de Charlevoix, ont été annulés et remplacés par le No 254, sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de ce village, ainsi que sur la copie certifiée d'iceux déposée au bureau de la division d'enregistrement No 2 du dit comté, en vertu des articles 2174 et 2174a du Code civil et conformément à la demande faite à cet effet par M. A.-W.-P. Buchanan, avocat, pour dame Elizabeth-Anne Best, propriétaire des terrains en question.

Le sous-ministre,
S. DUFAULT.

Ministère de la colonisation, des mines et des pêcheries.
Québec, 25 avril 1918. 1653

Notice is hereby given that by an amendment dated 22nd March last (1918), lots Nos 90 and 91 and parts of lots Nos 87, 89, 91A and 92 of the cadastre of the village of Pointe-au-Pic, county of Charlevoix, have been cancelled and replaced by No. 254, on the official plan and book of reference of this village, as also on the certified copy of same deposited in the registry office of the 2nd registration division of the said county, in virtue of articles 2174 and 2174a of the Civil Code and conformably to a request made to that effect by Mr. A.-W.-P. Buchanan, advocate, on behalf of Mrs. Elizabeth-Ann Best, the proprietor of the lots in question.

S. DUFAULT,
Deputy Minister.

Department of Colonization,
Mines and Fisheries.
Quebec, 25th April, 1918. 1654

Action en séparation de biens

Action for separation as to property

Province de Québec, district de Montréal.
No 1343. Cour supérieure.

Dame Gittel-Minnie Davidovitch (*alias* Davis), de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de James Diamond, du même lieu, demanderesse; vs le dit James Diamond, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur, le 23 avril 1918.

Les procureurs de la demanderesse,
WEINFELD, SPERBER,
1641-17-5 LEDIEU & FORTIER.

Province of Quebec, district of Montreal.
No. 1343. Superior Court.

Dame Gittel-Minnie Davidovitch (*alias* Davis), of the city and district of Montreal, wife common as to property of James Diamond, of the same place, plaintiff; vs the said James Diamond, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant, on the 23rd day of April, 1918.

WEINFELD, SPERBER,
1642-17-5 LEDIEU & FORTIER,
Attorneys for plaintiff.

Avis divers

Miscellaneous Notices

PROVINCE DE QUÉBEC.

PROVINCE OF QUEBEC.

VILLES DE SAINT-JEAN ET D'IBERVILLE.

TOWNS OF SAINT JOHNS AND IBERVILLE

Règlement No 3

By-Law No. 3

Approuvé par arrêté ministériel, en date du 8 mars 1918.

Approved by Order-in-Council dated the 8th March, 1918.

Abrogeant les règlements Nos 1 et 2 des dites villes aux fins de régir l'usage du pont libre sur la rivière Richelieu et pourvoyant à la réglementation du dit pont.

Revoking by-laws Nos. 1 and 2 of the said towns for the purposes of governing the use of the free bridge over the Richelieu river and providing for the regulation of the said bridge.

Attendu que le pont construit en vertu de la loi 5 Geo. V, ch. 9 sur la rivière Richelieu entre les

Whereas the bridge erected in virtue of the act 5 Geo. V, ch. 9 on the Richelieu river between

villes de Saint-Jean et d'Iberville, est maintenant ouvert à la libre circulation du public ;

Attendu qu'il convient, afin d'empêcher la détérioration du dit pont et de prévenir tous accidents et dommages aux personnes y circulant, de régir l'usage du dit pont ;

Les conseils des villes de Saint-Jean et d'Iberville agissant conjointement et en vertu des pouvoirs à eux conférés par la législature de Québec, par la dite loi 5 Geo. V, ch. 9, intitulée : "Loi pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont métallique, à la circulation libre, sur la rivière Richelieu, entre les villes de Saint-Jean et d'Iberville."

Décrètent, ordonnent et statuent :—

Ce qui suit, sujet aux dispositions de l'article 12 de la dite loi, savoir :

1.—Il est défendu de faire circuler sur le dit pont toute voiture à traction animale à une vitesse excédant le pas d'un cheval ;

2.—Toute voiture devra être conduite sur le côté du pont qui se trouve à la droite du conducteur ;

3.—Il est défendu de faire circuler aucun traineau, bicyclette et autre véhicule sur les trottoirs existant de chaque côté du pont ;

4.—Il est défendu de jouer, de patiner ou de se livrer à aucun genre d'amusement quelconque sur le dit pont ;

5.—Les piétons devront toujours passer sur les trottoirs qui se trouvent à leur droite, et il leur est défendu de flâner sur le dit pont ;

6.—Les règlements 1 et 2 des dites villes de Saint-Jean et d'Iberville, concernant le dit pont, sont par les présentes abrogés ;

7.—Toute personne contrevenant à aucune des dispositions du présent règlement est passible d'une amende n'excédant pas vingt piastres et les frais pour chaque contravention, et à défaut de paiement immédiat de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas quinze jours, à moins que l'amende et les frais ne soient plus tôt payés. Les amendes pour contravention du présent règlement seront recouvrables en la manière prescrite par la charte d'incorporation de la ville sur le territoire de laquelle ces infractions auront été commises ;

8.—Les gardiens du pont et tout agent de police ou constable des villes de Saint-Jean et d'Iberville sont revêtus de tous les pouvoirs requis pour faire observer les dispositions au présent règlement, y compris le pouvoir d'arrêter sans mandat toute personne prise sur le fait à contrevenir aux dispositions du présent règlement ;

9.—Le présent règlement entrera en vigueur en la manière et dans le délai indiqués à la dite loi 5 Geo. V, ch. 9.

Iberville, ce sixième jour de novembre mil neuf cent dix-sept.

(Signé) P. CONTANT,
Maire-président.

(Signé) J.-E. BOURGUIGNON,
Secrétaire-trésorier.

Vraie copie,

J.-E. BOURGUIGNON,
Secrétaire-trésorier.

Iberville, ce 7 novembre 1917. 1649

LA COMPAGNIE DE PULPE DE CHICOUTIMI.

Canada, province de Québec, district de Chicoutimi.

REGLEMENT No 35 pour augmenter le nombre des directeurs et autres fins.

ATTENDU qu'il est de l'intérêt de la Compagnie que le nombre des directeurs soit augmenté de 10

the towns of Saint Johns and Iberville is now open to the free traffic of the public ;

Whereas it is fit so as to hinder the deterioration of the said bridge and prevent any accidents and damages to persons circulating thereon, to govern the use of the said bridge ;

The councils of the towns of Saint Johns and Iberville acting jointly and in virtue of the powers conferred on them by the Quebec Legislature under the said act 5 Geo. V, ch. 9 entitled "An Act to provide for the construction and maintenance of an iron bridge, free to traffic over the Richelieu river, between the towns of Saint Johns and Iberville."

Decree, order and enact :—

The following, subject to the provisions of article 12 of the said act, to wit :

1.—It is forbidden for any animal drawn vehicle to cross over the said bridge faster than a horse's walk ;

2.—Every vehicle must be driven on the side of the bridge to the right of the driver ;

3.—It is forbidden for any sleigh, bicycle and other vehicle to cross over the foot paths on each side of the bridge ;

4. It is forbidden to play, skate or indulge in any other kind of amusement whatever on the said bridge ;

5.—Foot passengers must always cross over the footpaths to their right, and it is forbidden for them to loiter on the said bridge ;

6.—By-laws 1 and 2 of the said towns of Saint Johns and Iberville, respecting the said bridge, are hereby revoked ;

7. Any person infringing any of the provisions of this by-law is liable to a fine not exceeding twenty dollars and costs for each infraction, and in default of immediate payment of the fine and costs, to imprisonment not exceeding fifteen days, unless the fine and costs be not sooner paid. The fines for infraction of this by-law shall be recoverable in the manner prescribed by the charter of incorporation of the town upon the territory of which such infractions shall be committed ;

8.—The guardians of the bridge and any policeman or constable of the towns of Saint Johns and Iberville are invested with all the powers required to have the provisions of this by-law observed including the power of arresting without warrant any person taken in the act of infringing the provisions of the said by-law ;

9.—The present by-law shall come into force in the manner and within the delay fixed by the said act 5 Geo. V, ch. 9.

Iberville, this sixth day of November, one thousand nine hundred and seventeen.

(Signed) P. CONTANT,
Mayor-president.

(Signed) J.-E. BOURGUIGNON,
Secretary-treasurer.

True copy,

J.-E. BOURGUIGNON,
Secretary-treasurer.

Iberville, this 7th November, 1917. 1650

LA COMPAGNIE DE PULPE DE CHICOUTIMI.

Canada, province of Quebec, district of Chicoutimi.

By-LAW No. 35 to increase the number of the directors and other purposes.

WHEREAS it is in the interest of the company that the number of the directors be increased

à 13 et qu'il soit pourvu à la création d'une commission exécutive composée de 5 membres, choisis parmi les directeurs par les actionnaires chaque année, à l'assemblée générale annuelle, et que le président de cette commission exécutive soit élu par les actionnaires chaque année à l'assemblée générale annuelle, et que les assemblées du bureau de direction de la compagnie soient tenues en la cité de Montréal ou à tous autres endroits, qui seront déterminés de temps à autre par le bureau de direction, et qu'un avis écrit de chaque telle assemblée spéciale ou générale soit adressé par la maille à chaque directeur, au moins cinq jours avant la date de telle assemblée.

En conséquence, les directeurs de la compagnie de Pulpe de Chicoutimi décrètent que les modifications suivantes soient apportées aux règlements de Régie Interne de la Compagnie :

1. L'article 2 du règlement dit de Régie Interne de la compagnie est amendé en en remplaçant le 2ème alinéa par le suivant :

"Les élections des directeurs ainsi que des membres de la commission exécutive, et l'élection du président de la commission exécutive auront lieu à l'assemblée générale annuelle des actionnaires."

2. L'article 7 du dit règlement est amendé en en remplaçant les deux premiers alinéas par le suivant :

"Les assemblées régulières du bureau de direction seront tenues à Montréal ou à tous autres endroits qui seront légalement fixés par le bureau de direction, les jours fixés de temps à autre par le bureau de direction. Le président ou un des directeurs pourra convoquer des assemblées spéciales du bureau de direction aussi souvent que les affaires de la compagnie l'exigeront, ces assemblées spéciales pour être tenues en la cité de Montréal ou à tel autre endroit indiqué dans l'avis de convocation où telle assemblée pourra être légalement tenue. Un avis écrit indiquant la date et le lieu, et le but de l'assemblée sera donné à tous les directeurs au moins cinq jours avant le temps fixé pour telle assemblée; et aucune matière autre que celle mentionnée dans cet avis ne pourra être prise en considération à cette assemblée."

3. L'article 8 du dit règlement est remplacé par le suivant :

"8. Le quorum des assemblées du bureau de direction est de sept."

4. L'article 10 du dit règlement est remplacé par le suivant :

"Le bureau de direction de la compagnie se compose de 13 directeurs élus tous les ans par les actionnaires dûment qualifiés, suivant les dispositions de l'article 5 du présent règlement à l'assemblée générale annuelle et choisis parmi les actionnaires de la compagnie;"

5. Le titre et l'article suivants sont insérés dans le dit règlement, après l'article 17 :

"Commission Exécutive"

"17a.—Il est créé une commission exécutive de 5 membres élus par les actionnaires de la Compagnie à l'assemblée générale annuelle et choisis parmi les directeurs.

Cette commission exercera les pouvoirs ministériels ou de simple administration du bureau de direction de la compagnie.

La commission exécutive fera tenir des minutes de ses procédures, et à cette fin pourra nommer l'un de ses membres ou quelqu'autre personne, secrétaire de la dite commission. Le président

from ten to thirteen and that provision be made for the appointment of an executive committee of five to be selected from the board of directors of the company by the shareholders at their annual meeting in each year, and that the chairman of such executive committee be elected by the shareholders at their annual meeting in each year and that provision be made so that the meetings of the board of directors of the company be held in the city of Montreal or at such other place as may from time to time be determined by the board of directors and that written notice of each such special or general meeting shall be mailed to each director at least five days before the date of such meeting ;

Now, therefore, the directors of La Compagnie de Pulpe de Chicoutimi enact that the following modifications be made to the by-laws for the internal management of the company:

1. Article 2 of the by-law for the internal management of the company is amended so as to replace the 2nd paragraph thereof by the following :

"The election of directors and also the election of the members of the executive committee and also the election of the chairman of the executive committee shall take place at the annual general meeting of the shareholders";

2. Article 7 of the said by-law is amended so as to replace the first two paragraphs thereof by the following :

"Regular meetings of the board of directors shall be held at Montreal or at such other place as may be lawfully determined by the board of directors upon such dates as shall from time to time be fixed by the board of directors. The president or one of the directors may call a special meeting of the board of directors as often as the affairs of the company may require it to be held in the city of Montreal or at such other place named in the call for the meeting at which a meeting of the Board may lawfully be held. Written notice specifying the time and place and purposes of the meeting shall be mailed to each director at least five days before the time for the meeting and only such business as is specified in such notice shall be transacted at such special meeting";

3. Article 8 of the said by-law is replaced by the following :

"8. A quorum of the board of directors shall be seven."

4. Article 10 of the said by-law is replaced by the following :

"The board of directors of the company shall be composed of thirteen directors elected annually by the shareholders duly qualified according to the provisions of article 5 of the present by-laws at the annual general meeting of the shareholders and chosen from among the shareholders of the company;"

5. The following title and article are inserted in the said by-law following article 17:

"Executive Committee"

"17a. There shall be an executive committee of five members elected by the shareholders of the company at the annual general meeting and chosen from among the directors.

Such committee shall have the right to exercise the ministerial and administrative powers of the board of directors of the company.

The executive committee shall cause a written record of its proceedings to be kept and for that purpose may appoint one of its own members or some other person as secretary of the executive

de la commission exécutive sera choisi parmi ses membres et élu par les actionnaires, à l'assemblée générale annuelle.—La durée d'office de chaque membre de la commission exécutive expirera à l'assemblée générale annuelle qui suivra celle à laquelle il aura été élu.

En cas de vacance dans la charge de membre de la commission exécutive, le remplaçant pourra être choisi par le bureau de direction à même ses propres membres, et la durée d'office de ce remplaçant expirera à l'époque à laquelle aurait expiré celui des membres qu'il remplace".

(Signé) N. GARNEAU, président,
RAY. BELLEAU, secrét.

LA COMPAGNIE DE PULPE DE CHICOUTIMI.

Je, soussigné, secrétaire, de la compagnie de Pulpe de Chicoutimi, certifie par les présentes que le règlement ci-dessus augmentant le nombre des directeurs de la compagnie de Pulpe de Chicoutimi a été soumis le dixième jour d'avril 1918, et approuvé par le vote des actionnaires représentant les deux tiers en valeur du capital-actions de la dite compagnie, à une assemblée générale spéciale convoquée aux fins de prendre le dit règlement en considération.

Daté à Chicoutimi, ce vingt-deuxième jour d'avril mil neuf cent dix-huit.

RAY. BELLEAU,
Secrétaire.

1655 La Compagnie de Pulpe de
Chicoutimi.

committee. The chairman of the executive committee shall be elected from its members by the shareholders at the annual general meeting. The term of office of each member of the executive committee shall expire at the annual general meeting following the meeting at which he shall have been elected.

Any vacancy in the office of member of the executive committee may be filled by the board of directors from among its own members for the remainder of the term of office of the member of the executive committee in respect of whom such vacancy occurred."

(Signed) N. GARNEAU, president,
RAY. BELLEAU, Secretary.

LA COMPAGNIE DE PULPE DE CHICOUTIMI.

I, the undersigned, secretary of La Compagnie de Pulpe de Chicoutimi, do hereby certify that the above by-law increasing the number of the directors of La Compagnie de Pulpe de Chicoutimi has been submitted on the tenth day of April 1918 and approved by the vote of shareholders representing two-thirds in value of the capital stock of the said company at a special general meeting held for considering the same.

Dated at Chicoutimi, this twenty second day of April nineteen hundred and eighteen.

RAY. BELLEAU,
Secretary.

1656 La Compagnie de Pulpe de
Chicoutimi.

Faillite—Avis de

District de Joliette. Dans l'affaire de Rosario Girardin, Saint-Patrice-de-Rawdon, failli.

Avis est par le présent donné que le susdit failli a fait, le 12 avril 1918, cession judiciaire de ses biens au bureau du protonotaire à Joliette.

Le gardien provisoire,
SERAPHIN BEAUPRE.
Le sub gardien provisoire,
L.-F. CHURCHILL.

Bureau de The Can. Credit Men's Trust Assoc.
Limited,

Immeuble Coristine.
Montréal, 24 avril 1918.

1643

Notices of Bankruptcy

District of Joliette. In the matter of Rosario Girardin, Saint-Patrice-de-Rawdon, insolvent.

Notice is hereby given that the above insolvent has, on the 12th day of April, 1918, made a judicial assignment of his property at the office of the prothonotary at Joliette.

SERAPHIN BEAUPRE,
Provisional guardian.
L.-F. CHURCHILL,
Sub provisional guardian.

Office of The Can. Credit Men's Trust Assoc.
Limited.

Coristine Bldg.
Montreal, 24th April, 1918.

1644

VENTES PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Arthabaska, à savoir: JOSEPH DUBUC, de-
No 921. mandeur; contre
OLIVIER GRENIER & EMMANUEL GRE-
NIER, défendeurs.

Comme appartenant pour les deux-tiers au défendeur, Olivier Grenier, et pour un tiers au défendeur, Emmanuel Grenier:

Une terre située dans le canton de Blandford, de neuf arpents de front, mesure anglaise, sur la profondeur du deuxième rang, connue au cadastre

SHERIFF'S SALE ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Arthabaska, to wit: JOSEPH DUBUC, plain-
No. 921. tiff; against OLIVIER
GRENIER & EMMANUEL GRENIER, defend-
ants.

As belonging for the two thirds to the defendant, Olivier Grenier, and for one third to the defendant, Emmanuel Grenier:

A piece of land situated in the township of Blandford, containing nine acres in front, English measurement, upon the depth of the second

officiel du dit canton comme faisant partie du lot No 21 du deuxième rang ; la dite terre bornée au nord au terrain de A.-N. Dion, à l'est au fronteau entre les premiers et deuxième rangs, au sud au surplus du terrain de Albert Lainesse, et à l'ouest au fronteau du troisième rang—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Louis-de-Blandford, le VINGT-NEUVIEME jour du mois de MAI prochain (1918), à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif.

Arthabaska, 22 avril 1918. 1661—17-2
[Première publication, 27 avril 1918.]

range, known upon the official plan and book of reference of the said township as forming part of lot No 21 of the second range, and bounded as follows: on the north by A.-N. Dion, on the east by the concession line between the first and second ranges, on the south by the land belonging to Albert Lainesse, and on the west by the concession line of the third range—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Louis-de-Blandford, on the TWENTY NINTH day of MAY next (1918), at THREE o'clock in the afternoon.

J.-E. GIROUARD,

Sheriff.

Sheriff's office.

Arthabaska, 22nd April, 1918. 1662—17-2
[First publication, 27th April, 1918.]

Minutes de notaire—Transfert de

Québec, 26 avril 1918.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en Conseil par M. Joseph-Marie Savignac, notaire, résidant et pratiquant en la cité de Montréal, demandant le transfert, en sa faveur des minutes, répertoires et index de feu Zéphirin Mayrand, en son vivant, notaire, aussi de la dite cité de Montréal.

1663—17-5

Notarial minutes transferred

Quebec, 26th April, 1918.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Joseph-Marie Savignac, esq., notary public, residing and practising in the city of Montreal, for the transfer, in his favor of the minutes, repertory and index of late Zéphirin Mayrand, in his lifetime, notary, also of the said city of Montreal.

1664—17-5

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNÉS PLUS BAS, SI CES CONDITIONS NE SONT PAS REMPLIES L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Tarif des annonces :

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 25c.

Feuilles volantes, 65c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate measure.)

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 25 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

Notices published only once are only followed by our document number.

L'imprimeur du Roi,
E.-E. CINQ-MARS.

E.-E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

371

Government House.
Quebec, 4th April, 1914.

372

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 17.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 17.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Adam vs Saucier.....	875
" Belisle vs Gascon.....	876
" Brunelle vs Valiquette.....	875
" Desrochers vs Desjardins.....	177
" Charette vs Gravelle.....	876
" Davidovitch vs Diamond.....	901
" Glick vs Winnikoff.....	876
" Kalapanagou vs Alexopoulos.....	876
" Lapierre vs Viger.....	876
" Roy vs Leduc.....	877
" Saad vs Maker.....	876
" Silverman vs Winikoff.....	877

ANNONCEURS, avis aux.....	905
---------------------------	-----

ARRÊTÉS EN CONSEIL :—

Municipalité du canton de Chicoutimi..	858
Village de Sawyerville.....	857

AVIS DIVERS :—

La Cie de pulpe de Chicoutimi.....	902
La Cie Aqueduc Edouard Ruel.....	877
Règlement municipal des villes Saint-Jean et Iberville.....	901

BILLS PRIVÉS :—

Chambre des Communes.....	862
---------------------------	-----

DÉCRET CANONIQUE :—

Notre-Dame-de-la-Paix.....	878
----------------------------	-----

DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION, MINES ET PÊCHERIES :—

Village de la Pointe-au-Pic, comté de Charlevoix.....	901
---	-----

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Lac Gatineau.....	872
Lots de Leeds-Sud à Saint-Antoine-de-Pontbriand.....	873
Saint-Georges-de-Champlain.....	872
Village Saint-Tite à Saint-Tite-Nord.....	872

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

British America Assurance Coy.....	874
British Dominion General Insurance Coy. Ltd.....	874
Ladies Committee of the Princess Patricia's Canadian Light Infantry.....	873
London & Lancashire Fire Ins. Coy. Ltd.....	875
North American Accident Ins. Coy.....	874
The Home Insurance Coy.....	874
The Needle Work Guild of Canada.....	873

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Adam vs Saucier.....	875
" Belisle vs Gascon.....	876
" Brunelle vs Valiquette.....	875
" Desrochers vs Desjardins.....	877
" Charette vs Gravelle.....	876
" Davidovitch vs Diamond.....	901
" Glick vs Winnikoff.....	876
" Kalapanagou vs Alexopoulos.....	876
" Lapierre vs Viger.....	876
" Roy vs Leduc.....	877
" Saad vs Maker.....	876
" Silverman vs Winikoff.....	877

ADVERTISERS, notice to.....	905
-----------------------------	-----

ORDERS IN COUNCIL :—

Municipality of the township of Chicoutimi.....	858
Village of Sawyerville.....	857

MISCELLANEOUS NOTICES :—

La Cie de pulpe de Chicoutimi.....	902
The Company "Aqueduc Edouard Ruel..	877
Municipal By-law of the towns of Saint Johns and Iberville.....	901

PRIVATE BILLS :—

House of Commons.....	862
-----------------------	-----

CANONICAL DECREE :—

Notre-Dame-de-la-Paix.....	878
----------------------------	-----

DEPARTMENT OF COLONIZATION, MINES AND FISHERIES :—

Village of Pointe-au-Pic, Co. of Charlevoix.....	901
--	-----

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Lac Gatineau.....	872
Lots of South-Leeds to Saint-Antoine-de-Pontbriand.....	872
Saint-Georges-de-Champlain.....	872
Village Saint-Tite to Saint-Tite-North..	872

TREASURY DEPARTMENT :—

British America Assurance Coy.....	874
British Dominion General Insurance Coy. Ltd.....	874
Ladies Committee of the Princess Patricia's Canadian Light Infantry.....	873
London & Lancashire Fire Ins. Coy. Ltd.....	875
North American Accident Ins. Coy.....	874
The Home Insurance Coy.....	874
The Needle Work Guild of Canada.....	873

FAILLITE—AVIS DE :—

BANKRUPT NOTICES :—

Demers, dividende.....	880
Fisette, cession.....	879
Girardin, cession.....	904
Meskofsky (Dme).....	879
Montreal Electric Service Co.....	880
Oka Gold Lead & Mining Co.....	880
Rand, dividende.....	880
Roy, dividende.....	879
Tichurst, cession.....	879
Wilson, dividende.....	879

Demers, dividend.....	880
Fisette, assignment.....	879
Girardin, assignment.....	904
Meskofsky (Dme).....	879
Montreal Electric Service Co.....	880
Oka Gold Lead & Mining Co.....	880
Rand, dividend.....	880
Roy, dividend.....	879
Tichurst, assignment.....	879
Wilson, dividend.....	879

LETTRES PATENTES :—

LETTERS PATENT :—

Cie des placages Canadiens, incorp.....	867
Holmes House, ltée.....	870
La Cie Médico-Dentaire, ltée.....	864
L'association d'art lyrique, ltée.....	869
Lumière, Ltd.....	868
P.-B. Lamarre, ltée.....	866
The Broadway Amusement Coy, Ltd.....	865
The Canadian Adjustment Bureau, Inc..	899
Tivoli Studios, Ltd.....	866
Visitation Island Land Holding Coy, Incorp.....	900

Cie des placages Canadiens, incorp.....	867
Holmes House, ltée.....	870
La Cie Médico-Dentaire, ltée.....	864
L'association d'art lyrique, ltée.....	869
Lumière, Ltd.....	868
P.-B. Lamarre, ltée.....	866
The Broadway Amusement Coy, Ltd.....	865
The Canadian Adjustment Bureau, Inc..	899
Tivoli Studios, Ltd.....	866
Visitation Island Land Holding Coy, Incorp.....	900

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—

Montreal Industrial Land Company, Limited.....	872
---	-----

Montreal Industrial Land Company, Limited.....	872
---	-----

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :—

DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—

Société Coopérative agricole de la paroisse Saint-Benoît-Joseph-Labred-'Amqui ..	875
---	-----

Société Coopérative agricole de la paroisse Saint-Benoît-Joseph-Labred-'Amqui ..	875
---	-----

NOMINATIONS :—

APPOINTMENTS :—

Administrateur du combustible.....	896
Conseiller :—Mun. de la paroisse de Saint- Joseph-de-Blandford.....	896
Inspecteur d'écoles pour diverses muni- cipalités.....	897
Juge de paix :—Divers districts.....	897
Juge des sessions de la paix.....	897

Fuel administrator.....	896
Councillor :—Mun. of the parish of Saint- Joseph-de-Blandford.....	896
School inspector for several municipa- lities.....	897
Justices of the peace :—Several districts	89n
Judge of the sessions of the Peace.....	897

ORDRE DE COUR :—

RULE OF COURT :—

Pineau vs Gendron.....	880
------------------------	-----

Pineau vs Gendron.....	880
------------------------	-----

PROCLAMATIONS :—

PROCLAMATIONS :—

Dissolution de la commission des syndics des chemins à barrières.....	898
Jour des Arbres.....	861
Munie. Port-Alfred.....	858
Mun. partie ouest du canton Buckingham	860

Arbor Day.....	861
Dissolution of the Quebec South Shore Turnpike Trust.....	898
Munie. Port-Alfred.....	858
Mun, west part of the township Bucking- ham.....	860

MINUTES DE NOTAIRE—TRANSFERT DE :—

NOTARIAL MINUTES—TRANSFERRED :—

En faveur de Joseph-Marie Savignac.....	806
---	-----

In favor of: Joseph-Marie Savignac.....	806
---	-----

VENTE A L'ENCAN :—

AUCTION SALE :—

La Cie d'immeubles Saint-Roch, ltée.....	881
--	-----

La Cie d'immeubles Saint-Roch, ltée.....	881
--	-----

VENTES PAR LICITATION :—

SALES BY LICITATION :—

Cuddy vs Brodeur.....	884
Sauvage (Dme) et vir vs Boulanger.....	883
St-Pierre (Dme) et vir vs St-Pierre et al...	882

Cuddy vs Brodeur.....	884
Sauvage (Dme) et vir vs Boulanger.....	883
St-Pierre (Dme) et vir vs St-Pierre et al...	882

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ARTHABASKA :—

Dubuc vs Grenier *et al.*..... 904

BEAUCE :—

Blouin vs Dme Blouin *èsq.*..... 885

MONTCALM :—

Robillard vs Nantel..... 885

MONTMAGNY :—

La Banque Nationale vs Bolduc..... 886

MONTREAL :—

Bastien vs Dme Brennan..... 893

Dugas vs D'Ambrosio..... 890

Giguère (Delle) vs Paiement..... 889

Hunter (Dme) vs Lalonde..... 889

La Cité de Montréal vs Laflamme..... 887

La Cité de Montréal vs Smith..... 888

La Corporation scolaire de la paroisse

Saint-Jean-Baptiste vs Salhani..... 888

Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs

Davidson..... 889

Les Commissaires d'écoles de la municipalité

Côteau Saint-Pierre vs Lamarre..... 890

Murphy vs Kelz *èsq.*..... 893Navert *et al* vs Westwark Realities, Ltd... 892

Rodier vs Blais..... 888

Roux *et al* vs Bourdeau *et al.*..... 891The Royal Trust Coy *et al* vs Meldrum... 887

The Trust & Loan Company of Canada

vs Jutras..... 893

QUÉBEC :—

La Cité de Québec vs Noreau *et al.*..... 894

La Société de Prêts et Placements de

Québec vs Asselin..... 894

SAGUENAY :—

Saulnier vs Dme Aubin..... 895

SAINT-HYACINTHE :—

Benoit vs Dieulefet *et uxor.*..... 895

TERREBONNE :—

St-Jean (Dme) *et vir* vs Dme Prud'homme 896

SHERIFFS' SALES :—

ARTHABASKA :—

Dubuc vs Grenier *et al.*..... 904

BEAUCE :—

Blouin vs Dme Blouin *èsq.*..... 885

MONTCALM :—

Robillard vs Nantel..... 885

MONTMAGNY :—

La Banque Nationale vs Bolduc..... 886

MONTREAL :—

Bastien vs Dme Brennan..... 893

Dugas vs D'Ambrosio..... 890

Giguère (Delle) vs Paiement..... 889

Hunter (Dme) vs Lalonde..... 889

The City of Montreal vs Laflamme.... 887

The City of Montreal vs Smith..... 888

The School Corporation of the parish of

Saint-Jean-Baptiste vs Salhani..... 888

Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs

Davidson..... 889

The School Commissioners of the municip-

ality Côteau Saint-Pierre vs Lamarre 890

Murphy vs Kelz *èsq.*..... 893Navert *et al* vs Westwark Realities, Ltd... 892

Rodier vs Blais..... 888

Roux *et al* vs Bourdeau *et al.*..... 891The Royal Trust Coy *et al* vs Meldrum... 887

The Trust & Loan Company of Canada

vs Jutras..... 893

QUEBEC :—

The City of Quebec vs Noreau *et al.*..... 894

La Société de Prêts et Placements de

Québec vs Asselin..... 894

SAGUENAY :—

Saulnier vs Dme Aubin..... 895

SAINT-HYACINTHE :—

Benoit vs Dieulefet *et uxor.*..... 895

TERREBONNE :—

St-Jean (Dme) *et vir* vs Dme Prud'homme 896